



~~C 8100~~

Ud 60

Biblioteka Jagiellońska



stdr0014789

Bevd. Ud 60 / 3-4

H

D'A

ROI

EL

PAR

---

---

---

---

Chez M

HISTOIRE  
D'AUGUSTE II.  
ROI DE POLOGNE,  
ELECTEUR DE SAXE,  
&c. &c. &c.

PAR Mr. D. L. M\*\*\*.

---

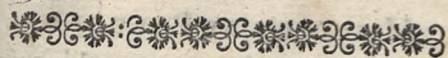
TOME IV.

---



---

A LONDRES,  
Chez MOYZE CHASTEL. 1739.



HISTOIRE  
DE  
POLOGNE  
SOUS LE REGNE  
D'AUGUSTE II.

LIVRE VII.

**C**harles XII. luttant contre sa mauvaise fortune dans un coin des Etats du grand Seigneur dont il étoit allé implorer la protection, mettoit tout en œuvre pour l'animer contre le Czar. Il se flattoit que la Porte lui fourniroit dans peu des Armées nombreuses, à la tête desquelles il rentreroit en Ukraine, chasseroit Auguste, rétabliroit Stanislas & se van-  
1710.  
Espérances  
du Roi de  
Suede.

Tome IV.

A

geroit

1120052

1710. geroit du nouvel outrage qu'il prétendoit avoir reçu du Czar en la personne de son Ministre Piper, de ses Généraux Renschild, Leuwenhaupt, & autres Officiers que ce vainqueur avoit obligez de marcher à pied devant lui, pour honorer l'entrée triomphante qu'il avoit faite à Moscou. Ce Prince qui avoit un goût particulier pour les fêtes de spectacle, avoit jugé à propos d'inspirer à ses Sujets de l'émulation & une vive passion pour la gloire, en leur faisant voir à l'occasion de la défaite de son ennemi, une image de ces anciens Triomphes si recherchez des Romains.

Tandis que le Roi de Suede se repaissoit de ces esperances que la lenteur de la Porte à entrer dans ses projets ne pouvoit éteindre, tout le Nord étoit conjuré & s'armoit pour le depouiller de ses Provinces.

Le Roi de Danemarck lui avoit déclaré la guerre par un Manifeste daté du 28. Octobre 1709 & dès le 12. du mois suivant, son armée qu'il commandoit en personne, avoit passé en Schonen au nombre d'environ dix sept

sept mille hommes. Les Suedois ne s'amuserent point à lui disputer ni le passage, ni la Ville d'Helmsbourg qu'il trouva vuide. Il mit ses troupes en quartier d'Hyver, & revint dans sa capitale. Le Comte de Reventlau qu'il avoit laissé pour commander en son absence, se mit en marche le 20. Janvier suivant & prit la Ville de Christianstadt & Karelshaven, qu'il ne garda que quelques semaines. Steinbock Général Suedois qui avoit ramassé vingt cinq mille hommes dont la plupart étoient des milices levées à la hâte, s'avança fierement vers lui, & le reduisit à demander un prompt renfort qui le mit en état de se maintenir. Steinbock ne lui donna pas le temps de les recevoir. Sur les premieres nouvelles de son approche, le Roi étoit repassé en Schonen le 5. Mars, avoit fait la revûe de son armée qui pouvoit être alors de dix huit mille hommes. Il étoit à peine retourné qu'il fit partir quelques regimens pour la renforcer. Steinbock attaqua les Danois le 9. Le combat fut très-meurtrier. Ceux-ci perdirent

1710.  
Steinbock  
défait les  
Danois.

4 HISTOIRE DE POLOGNE

1710. leur Artillerie, que les Suedois tournerent ensuite contre eux. L'armée Danoise reduite à la moitié, se retira sous Helfinbourg où les Suedois la poursuivirent & l'auroient entièrement taillée en pièces, si le Roi informé de l'extrémité où elle se trouvoit, n'eût envoyé des bâtimens de transport, & afin de favoriser l'embarquement, six fregates & deux galiotes, qui sauverent les troupes la nuit du 15. au 16. On n'eut pas le temps d'embarquer, ni trois mille Chevaux que l'on tua à coup de fusil, ni les vivres que l'on détruisit, de peur que les ennemis n'en profitassent. Le mauvais succès de cette première descente n'ôta point au Roi de Danemarck l'envie d'en risquer une seconde; & il employa le printemps de cette année à en renouveler les préparatifs.

La Schonen étoit presque le seul endroit par où il pût entamer la Suede. Il n'y avoit gueres d'apparence de le faire du côté de la Norvege. Les deux Etats sont séparés par d'affreuses chaînes de Montagnes toujours

SOUS AUGUSTE II. Liv. VII. 5

1710. jours couvertes de neiges & dont les passages à peine accessibles au voyageur; se défendent presque d'eux-mêmes contre une armée, & aboutissent à des Provinces dont les habitans pauvres, mais amoureux de leur liberté, & naturellement guerriers, n'ont aucune de ces richesses qui sont l'amorce & la récompense des troupes que l'on mène dans un Pays ennemi. Les Provinces situées dans l'Empire, venoient d'être mises à couvert de toute insulte par la Neutralité stipulée à la Haye & que le Roi de Danemarck avoit lui-même témoigné souhaiter avec ardeur.

Le Czar qui se regardoit désormais comme l'Arbitre du Nord, n'eut pas plutôt appris l'avantage que les Suedois venoient de remporter sur les Danois, qu'il s'engagea au Roi de Danemarck de faire une forte diversion en Finlande, pour empêcher que l'ennemi ne l'allât attaquer dans ses Etats; & comme jamais ce Prince ne negligea ses propres intérêts, cette démarche généreuse lui servit de prétexte pour prendre la Carélie,

Conquêtes  
du Czar  
sur les  
Suedois.



6 HISTOIRE DE POLOGNE

1710. la Finlande & la Livonie. Il s'empara, entre autres places de Wibourg & de Riga; & contre la teneur des deux Capitulations, il fit arrêter une partie considerable de chaque Garnison. Il prétendit user de représailles, parce qu'on retenoit en Suede un Envoyé Moscovite, qui y avoit été arrêté; dès le commencement de la guerre, & les Prisonniers faits à la Bataille de Nerva, contre la parole qui avoit été donnée qu'on les relâcheroit. La promesse à ce qu'on croit généralement, étoit imaginaire; & quant à l'Envoyé prétendu, c'étoit un Moscovite, qui étoit passé secrètement en Suede non seulement sans caractère; mais encore sans passeport depuis l'ouverture de la guerre.

Chacun s'empressoit ainsi à profiter de l'absence de Charles XII. qui n'entrevoyoit de ressource que dans un puissant secours de la Porte. Il y avoit environ un an que la Trêve entre le Grand Seigneur & le Czar avoit été confirmée pour trente ans, à compter du jour qu'elle avoit été conclue à Carlowitz, à la charge pour

SOUS AUGUSTE II. Liv. VII. 7

1710. pourtant que la Russie ne s'opposeroit point au retour du Roi de Suede dans ses Etats. Ali Bacha Grand-Visir gagné par le Czar & par le Roi Auguste, ne s'étoit pas mis beaucoup en peine de tenir la main à l'exécution de cette condition. Le Roi de Suede, le Mufti, l'Aga des Janissaires, le Cham des Tartares trouvèrent moyen de faire informer le Sultan que le Grand Visir avoit trahi les intérêts de la Porte, en renouvellant la Trêve avec le Czar, au lieu de se prévaloir de l'occasion que la retraite du Roi de Suede lui offroit pour s'opposer aux progrès d'un Ennemi qui devenoit de jour en jour plus redoutable. Ils firent aussi savoir au Sultan que les Moscovites occupoient toute la Frontière pour enlever le Roi Charles à son passage, & que le Visir avoit empêché que plusieurs lettres & Mémoires adressés à sa Hauteffe ne pussent parvenir jusqu'à elle.

C'en fut assez pour faire déposer le premier Ministre. Numan Coprogli fut mis à sa place. Il commença par

A 4

1710.  
Le Grand  
Visir est  
gagné par  
Auguste.

Le Grand  
Seigneur

dé-

8 HISTOIRE DE POLOGNE

1710. défendre à l'Envoyé du Roi Auguste de sortir de sa maison; & en même temps il déclara à celui de Moscovie, que si dans quarante jours son Maître ne tenoit la parole qu'il avoit donnée, on prendroit des moyens pour la lui faire tenir malgré lui. La menace n'ayant produit aucun effet, on exposa les queues de Cheval. Les ordres étoient donnez pour marcher contre les Moscovites, qui outre le refus qu'ils faisoient de donner au Roi de Suede le passage qu'ils avoient promis, avoient élevé des Forts, jusque sur les terres de la dépendance du Grand Seigneur. Mais le nouveau Grand Visir ayant été disgracié dans ces entrefaites, tous les préparatifs de guerre furent arrêtez jusqu'à nouvel ordre. Mehemet Bacha Bastandzi, déposé depuis quatre ans de la Charge de Grand-Visir, y fut rappelé après la déposition de Coprogli, & commença à la remplir le 17. de Septembre. Nous le verrons consentir à la guerre contre les Moscovites & faire manquer par son avarice l'avantage que la Porte pouvoit espérer.

Juf-

menace  
le Czar.

SOUS AUGUSTE II. Liv. VII. 9

Jusque-là la Poméranie avoit été épargnée, aux instances de l'Empereur & de ses Alliez, qui craignoient, que si cette partie de l'Empire devenoit le Théâtre de la guerre, leurs armes n'en souffrissent quelque préjudice du côté de la France. C'étoit cette crainte qui avoit occasionné le Traité de Neutralité, conclu à la Haye vers la fin de 1709. & auquel le Roi de Pologne & le Czar avoient accédé. Mais le refus que fit le Roi de Suede d'accepter la Neutralité, ou plutôt l'envie que les Princes du Nord avoient de partager les dépouilles des Suedois, fit que personne n'observa cette Neutralité. Le Roi Auguste, pour prévenir, disoit-il, le mal dont les démarches du Roi de Suede le menaçoient, & pour la sûreté de sa Couronne & de ses terres, entreprit de chasser avec l'aide de ses Alliez les Suedois de la Pomeranie. Dix mille Saxons, six mille Moscovites & le Roi de Dannemarc à la tête de plus de vingt-cinq mille hommes de ses Troupes se jetterent sur cette Province, & après avoir enlevé

A 5

vé

La Neutralité est rompuë.

1711. vé quelques Places de peu d'importance, formèrent de concert le Siège de Stralsfund.

Faute des  
Alliez.

L'ardeur qui animoit ces deux Princes leur avoit fait regarder la conquête de la Poméranie comme plus facile qu'elle n'étoit, & par une suite de cette erreur ils avoient négligé les préparatifs nécessaires pour l'exécution de leurs desseins: la grosse Artillerie leur manquoit, ainsi que l'Infanterie. Envain le Roi de Danemarck demanda du Canon à la Ville de Rostock; soit que les Magistrats n'approuvassent pas l'expédition de Poméranie, soit qu'ils craignissent de perdre leur Artillerie; on ne put rien obtenir d'eux, ni par la douceur, ni par les menaces. Ce fut aussi inutilement que le Commandant des troupes Danoises, qui avoient été admises dans Rostock, voulut employer la violence. Les Habitans s'atrouperent & les Magistrats non contents d'avoir fait tendre des chaînes aux ruës qui aboutissoient aux Magasins, y firent encore placer des Canons chargez à mitraille. Quant au défaut d'Infanterie

rie il ne fut guere plus aisé d'y remédier: le Czar en avoit promis; mais il ne put en fournir parce qu'il en avoit besoin ailleurs. On tira un foible secours de l'expedient qu'il trouva, d'ordonner à sa Cavalerie de vendre ses Chevaux, & de servir à pied: la Cavalerie démontée ne fut jamais d'une grande ressource.

Le dessein des deux Rois n'étoit pas de s'en tenir à Stralsfund: en commençant le siège de cette Ville, ils avoient envoyé un corps de six mille Chevaux Danois devant Wismar, pour tenir cette place bloquée: ils comptoient prendre cette Ville, après s'être rendu Maîtres de Stralsfund; & ils vouloient ensuite se jeter sur l'Isle de Rugen, qui est voisine. Il y eut à decompter. Il falut enfin abandonner le Siège de Stralsfund & le Blocus de Wismar. L'Armée Danoise qui avoit beaucoup souffert se retira dans le Holstein, & les Saxons restèrent avec les Moscovites dans la Poméranie pour y garder les Postes dont ils s'étoient emparez. A l'égard des deux Rois, ils se retirèrent, l'un à Dref-

Leurs  
desseins  
échouent.

1711. Dresde &amp; l'autre dans le Holstein.

Danger  
dont se ti-  
re le Czar.

Si Auguste ne tira pas grande gloire de son expédition de Poméranie, il eut de quoi s'en consoler par le Traité que le Czar eut l'habileté de conclure avec les Turcs, dans le tems que ceux-ci se voyoient les maîtres de rétablir le Roi de Suède dans ses Etats, de remettre la Couronne de Pologne sur la tête du Roi Stanislas & de se procurer à eux-mêmes des avantages considérables le long de la Mer Noire & jusqu'en Moscovie, s'ils l'eussent voulu. Le grand Seigneur ayant déclaré la guerre aux Moscovites, le Czar s'étoit avancé jusqu'à Falezin bien avant dans la Moldavie, à la tête de plus de quatre vingt-mille hommes. Les Turcs allèrent le chercher au nombre de cent cinquante mille, sans compter près de quarante mille Tartares. Ils le trouvèrent posté désavantageusement, ayant derrière lui la Pruth: ils l'attaquèrent le 20. de Juillet après avoir foudroyé ses retranchemens, & le 21. ils se virent à la veille de le faire perir par le fer ou de le faire Prisonnier,

1711. nier, lui, sa femme, ses enfans, toute sa cour & toute son armée. Il fut prendre le Grand-Vifir par son foible: il lui envoya un présent considérable avec une Lettre dans laquelle il demandoit une suspension d'armes, & offroit de faire cesser toutes les plaintes de la Porte. Le Général Ottoman lui accorda lâchement la paix, à condition que la Forteresse d'Asoph seroit renduë aux Turcs, que les Forts nouvellement construits sur la Rivière de Samau seroient démolis; que les Russiens ne se mêleroient en aucune manière des affaires des Polonois & qu'ils se retireroient chez eux & laisseroient au Roi de Suede un passage libre & sûr pour retourner dans ses Etats.

Ce Traité que la nécessité avoit obligé le Czar de signer, n'eut pas grand effet, au moins par rapport aux affaires de Pologne. Le Czar avoit toujours des Troupes nombreuses dans ce Royaume, & si à la fin, plutôt pour se delivrer des plaintes continuelles des Polonois, que pour satisfaire à sa parole, il rappella quel-ques-

Il élude les  
conditions  
du Traité.

1711. ques-unes de ces troupes, qui se trouvoient dans la grande & la petite Pologne, il en laissa toujours dans les Places de la République, où il avoit mis garnison: il se contenta de promettre de les retirer, lorsqu'il auroit fait sa paix avec la Suede; paix dans laquelle, disoit-il, la Pologne devoit être comprise.

1712. Comme ce n'étoit pas là tout ce qu'on souhaitoit du Moscovite: Dans la Diète que le Roi tint à Varsovie le cinq d'Avril 1712. il fut proposé de prier ce Prince avant toute chose de vouloir exhorter le Czar à achever de retirer ses troupes & d'évacuer toutes les Places où il avoit garnison. Plusieurs personnes à la vérité s'opposèrent à cette proposition, sous prétexte qu'il y avoit d'autres affaires plus pressées que celle-là & par lesquelles il falloit commencer; mais après de grands débats qui firent craindre plus d'une fois que la Diète se séparât tumultueusement; & après que le Sénat & la Noblesse furent convenus de reconnoître de nouveau le Roi Auguste pour seul Roi légitime

Instances pour engager le Czar à retirer ses Troupes.

me de Pologne, & de confirmer de rechef la Confédération de Sendomir; on résolut: „ Que pour faire sortir les Troupes Moscovites du Royaume, on enverroit une Députation solennelle au Czar; qu'on ne fourniroit plus de vivres à ses Troupes depuis le jour de la séparation de la Diète; que le Roi tâcheroit de trouver les moyens de parvenir à une bonne paix avec le Roi de Suede; que l'on dépêcheroit le Palatin de Mazovie, avec le Caractère d'Ambassadeur Extraordinaire à la Porte Ottomane, pour y veiller aux intérêts du Roi & de la République; & que les Troupes Saxones que le Roi employeroit pour la sûreté de la Nation Polonoise, continueroient à avoir des vivres & des quartiers comme par le passé “.

Qui ne se seroit pas attendu après cela à voir le Royaume netoyé de tout Soldat Moscovite? La plupart des particuliers le demandoient avec instance; la Diète l'avoit résolu; le Roi y consentoit, ou feignoit du moins

1712. moins d'y consentir; le dernier Traité de Paix fait entre la Porte & la Moscovie l'ordonnoit; le Sultan alloit même jusqu'à offrir d'entretenir la Paix avec la Pologne, & de reconnoître le Roi Auguste, pourvû qu'on accordât un libre passage au Roi de Suede pour retourner dans ses Etats, & que tous les Moscovites sortissent des terres de la République; mais comme ces deux conditions ne venoient dans le fond ni au Roi de Pologne ni au Czar, qui appréhendoient le retour de Charles XII, ils trouvèrent l'un & l'autre tant de défaites, qu'ils réussirent à amuser la Porte & à maintenir les Moscovites dans la Pologne, où ils fermoient tout passage au Roi de Suede. Ils y étoient d'autant plus nécessaires pour la sureté d'Auguste, qu'ils tenoient en respect les Polonois attachez secrètement au parti du Roi Stanislas, & pouvoient seuls, arrêter les entreprises du Palatin de Kiovie, qui ne cherchoit qu'à remuer. Il s'avança même au mois d'Avril dans la Pologne, à la tête de six mille hommes, prit

Cette sortie ne convient ni au Czar, ni à Auguste.

Snia-

1712. Sniatin & en fit la garnison prisonnière. Quelque temps après un détachement de trois ou quatre mille hommes, envoyé par le même Palatin, sous la conduite du Staroste Grudzinski, trouva moyen de pénétrer jusque dans le Palatinat de Posnanie & d'y enlever un Regiment entier d'Infanterie Moscovite.

Auguste & le Czar ne se contentèrent pas de jouer la Porte par le séjour des Troupes Moscovites dans la Pologne: Ils la jouèrent encore en se jettant comme ils firent sur la Pomeranie. Ils voyoient que le but principal du Grand Seigneur étoit de faciliter au Roi de Suede le retour dans ses Etats: ils crurent rendre ce retour impossible, si après avoir fermé les passages par la Pologne & la Moscovie, & après avoir occupé la Livonie, on enlevoit encore les autres Etats que la Suede possédoit en Allemagne. Cependant soit qu'ils craignissent d'offenser l'Empire, qui étoit tenu par les traitez de donner aux Rois de Suede toute sureté pour ces Etats & de les conserver & maintenir

Ces deux Princes se jouent de la Porte.

Tome IV.

B

tenir

1712. tenir inviolablement contre qui que ce fût; soit qu'ils se délassent de leurs propres forces; après avoir long-tems délibéré s'il seroit le Siège de Stralfund ou bien celui de Stetin, ils jugèrent à propos d'essayer s'ils pourroient attirer le Roi de Prusse dans leur ligue, par la cession de Stetin, l'une des principales clefs de la Pomeranie. Quelques-uns prétendent néanmoins qu'Auguste & le Czar voulant agir avec prudence dans leur entreprise sur la Pomeranie, ne firent cette offre au Roi de Prusse, qu'afin de sonder si ce Prince étoit dans les intérêts du Roi de Suede, & pour dissiper l'ombrage qu'il pourroit avoir d'une guerre allumée dans son voisinage.

Le Roi de Prusse rejette les offres qui lui sont faites.

Quoiqu'il en soit, le Roi de Prusse qui voyoit les Suedois faire leurs derniers efforts pour la défense de la Pomeranie, ferma pour quelque tems les oreilles aux offres qui lui étoient faites: peut-être jugeoit-il que les deux partis en viendroient infailliblement bien-tôt aux mains, & que suivant l'issue du combat, il seroit

tems

tems de se déclarer pour l'un ou pour l'autre. 1712.

Le Roi de Dannemarck fut moins réservé. Sous le prétexte frivole que le Roi de Suede avoit refusé la Neutralité, peu équitable en elle même de l'aveu de tout le monde, les Troupes Danoises firent irruption dans le Duché de Brême. En vain quelques Princes d'Allemagne voulurent s'opposer à la violation de la Neutralité de l'Elbe: le Danois qui cherchoit à se dédommager à quelque prix que ce fût du peu de succès que ses armes avoient eu, prétextua que les Peuples du Duché de Brême avoient inquiété le commerce de ses Sujets sur l'Elbe: il assiégea Stade, réduisit en cendres la plus grande partie de cette Ville, obligea la Garnison de se rendre à discrétion le dix huitieme jour du Siège, & s'empara ensuite du reste du Duché.

Irruption des Danois dans le Duché de Brême.

Il s'en faloit de beaucoup que les Troupes Saxones & Moscovites ne fissent les mêmes progrès dans la Pomeranie. Malgré leur nombre supérieur à celui des Suedois, elles furent

Inaction des Saxons & des Moscovites.

1712. réduites à se tenir sur la défensive. Il se pourroit faire néanmoins, que l'inaction des troupes d'Auguste & du Czar eût été un effet de leur politique. Ne voulant pas paroître à la Porte s'opposer au retour de Charles, il ne falloit pas travailler à lui enlever ses Etats d'Allemagne. Comme le Roi de Prusse, sur le compte de qui ils auroient mis l'expédition de Poméranie, avoit manqué, ils firent en sorte d'être en état de desavouer à Constantinople tous les reproches qu'on auroit pu leur faire.

Cependant, malgré toutes leurs précautions, on fut informé à la Porte de leurs hostilités, & l'on y apprit en même tems, que les armées du Czar étoient encore en Pologne. A ces nouvelles le Sultan indigné de tant de manquemens de parole, fait mettre aux sept tours les Ambassadeurs Moscovites, déclare la guerre au Czar, donne des ordres pour qu'on assemble une armée de deux cens mille hommes, quitte Constantinople & se rend à Andrinople pour être plus à la portée du Théâtre de la guerre.

Indigna-  
tion du  
grand  
Seigneur.

L'orage allarma le Czar. Pour le 1712. conjurer il eut recours aux Négociations: il renouvela les promesses qu'il avoit faites; ses Ambassadeurs & ceux d'Auguste, s'engagèrent au nom de leurs maîtres de ne point troubler le passage du Roi de Suede, & s'offrirent de répondre de la sûreté de sa personne. Comme le Grand Visir étoit déjà gagné, il ne fut pas difficile de persuader au Sultan d'accepter ces soumissions apparentes. La paix fut jurée de nouveau entre le Turc & le Moscovite.

Il est  
trompé par  
de nouvel-  
les pro-  
messes.

Si on en croit certaines Relations, les Ambassadeurs qui offrirent de répondre de la sûreté de la personne du Roi Charles, couroient de grands risques. On prétend que Flemming Ministre rusé avoit une intelligence avec le Kan des Tartares, qui devoit livrer Charles aux Saxons en le conduisant en Pologne. Il y eut de forts indices qui firent soupçonner la trahison: elle ne fut pourtant jamais bien avérée; & il est difficile de se persuader que Flemming ait été capable d'exposer la tête du Palatin de

Conspira-  
tion Char-  
les XII.



1712. Mazovie & celle de près de trois cens Gentilshommes Polonois qui étoient à sa fuite. Ce Palatin avoit été envoyé en qualité d'Ambassadeur auprès du Grand Seigneur, au nom d'Auguste & de la République de Pologne. En arrivant auprès d'Andrinople, il avoit été arrêté & retenu Prisonnier avec toute sa suite, dans le tems des préparatifs de guerre, qui se faisoient contre la Moscovic.

1713. Pendant ce tems & le Czar & le Roi de Pologne, qui avoient renoncés au Siège de Stetin, sur le refus qu'avoit fait le Roi de Prusse de concourir à la prise de cette Place, s'étoient attachés au siège de Stralsund & au blocus de Wismar; mais ils se portèrent avec tant de nonchalance à ces deux expéditions, que le Général Steinbock étant passé de l'Isle de Rugen à Stralsund, ne craignit point de laisser la défense de cette Place à la Garnison & d'aller attaquer les Danois dans le Mecklenbourg. Il força sa marche, & rencontra auprès de Gadebusch un détachement

Steinbock  
bat les  
Danois &  
les Saxons.

1713. ment de six mille Saxons & toute l'Armée Danoise qui se dispoit à aller presser le Siège de Stralsund. Quoique son armée fût d'environ d'un tiers moins forte que celle des ennemis, il ne laissa pas d'engager le combat, qui fut un des plus sanglans & des plus acharnés qui se fût encore donné depuis le commencement de la guerre. Après une mêlée de trois heures, où l'Infanterie Danoise combattit avec courage & où chaque Suedois depuis le premier jusqu'au dernier montra une valeur peu commune, les Danois & les Saxons furent enfoncés. Ils laissèrent près de trois mille morts sur le Champ de Bataille; ils eurent environ quatre mille Prisonniers, perdirent vingt-quatre pièces de Canon & les tentes avec une partie du bagage.

Steinbock après cette Victoire s'avança dans le Holstein, où il fit de grands ravages, en repréailles de ceux que les Saxons, les Moscovites & les Danois avoient faits tant dans la Pomeranie que dans le Duché de Brême. Il détruisit entre autres par

Incendie  
d'Altena.  
le

1713. le feu la Ville d'Altena, voisine de  
Hambourg & appartenante aux Da-  
nois. Le Général Suedois avoit ap-  
pris qu'on faisoit à Altena de gros  
Magasins pour y cuire du pain &  
brasser de la bière à l'usage des  
troupes Moscovites & Saxannes : il  
crut devoir détruire cet amas de pro-  
visions préjudiciable aux intérêts de  
son Maître. Comme l'approche de  
l'ennemi & le défaut de voitures ne  
lui permettoit pas d'enlever ces pro-  
visions, il y fit mettre le feu. Une  
autre raison le porta encore à cette  
extremité; il vouloit venger les bou-  
lets rouges qui avoient été tirez dans  
Stralsund & dans Wismar, & rendre  
la pareille pour l'incendie de la Ville  
de Stade dans le Duché de Brême.

Nouveau  
projet de  
Neutralité.

On entreprit de combattre ces rai-  
sons, mais on ne put les détruire. On  
crut devoir recourir à un moyen qui  
pût prévenir de pareils désordres sur  
les terres de l'Empire. Le projet de  
la Neutralité de la Poméranie & du  
Holstein fut mis de nouveau sur le  
tapis, & l'Empereur parut vouloir  
l'appuyer fortement. La faute que  
fit

fit Steinbock de s'enfoncer dans le 1713.  
Holstein, où il étoit aisé de lui cou-  
per toute communication avec les  
Etats de son Maître, fit que toutes  
ces mesures n'eurent aucun succès.  
Auguste & le Czar qui s'étoient  
avancés dans le Holstein, pour cou-  
per le retour des Suedois dans la Po-  
meranie, passèrent l'Eyder & après  
une action assez vive forcèrent Stein-  
bock, qui ne céda qu'à la multitude,  
d'aller chercher un poste avantageux  
auprès de Tonningen. Les Alliez  
s'étant mis en devoir d'aller l'attaquer  
dans ses retranchemens, il fit échouer  
leurs desseins par la prise de Tonnin-  
gen, qui lui ouvrit ses portes trop  
facilement, pour qu'on ne pût pas  
soupçonner une intelligence. Mais  
ce fut une foible ressource: outre que  
cette Ville n'étoit pas fort bien four-  
nie de vivres, Steinbock s'y vit ren-  
fermé & bien-tôt réduit à l'humilian-  
te démarche de se livrer prisonnier  
aussi bien que son Armée à ceux dont  
il avoit plusieurs fois triomphé.

Le Roi Auguste & le Czar déli-  
vrez de l'embarras que leur avoit  
don-

La Ville  
de Steirn  
est assié-  
gée.

1713. donné l'Armée Suedoise, tournèrent leurs armes du côté de la Poméranie & s'attachèrent au Siège de Stetin. Deja cette Ville étoit à la veille de tomber entre leurs mains, lorsque le Roi de Prusse, sous prétexte de conserver au Roi de Suede cette Place, aussi-bien que le reste de la Poméranie, offrit de se charger du sequestre de cette Province, & engagea le Prince de Menzikow Velt-Maréchal Général du Czar à consentir, avec l'approbation du Comte de Welling de la part de la Suede, que la Ville de Stetin reçût une Garnison composée des troupes de Brandebourg & de celles du Duc de Holstein Gottorp; avec cette condition, que si la Couronne de Suede vouloit pareillement laisser entrer dans Wismar & dans Stralsund, une garnison composée des mêmes Troupes, les ennemis de la Suede n'entreprendroient plus rien contre la Poméranie jusqu'à la paix, & les Suedois n'exerceroient plus aucune hostilité de ce côté là, ni contre la Pologne, ni contre la Saxe, ni contre le Holstein Danois.

II

Elle est  
mise en  
sequestre  
entre les  
mains du  
Roi de  
Prusse.

Il y eut deux grandes difficultez 1713. pour l'exécution de ce Traité. Auguste & le Czar, avant que de rappeler leurs troupes, demandoient qu'on leur payât comptant une somme de huit cens mille Risdals pour les frais de la guerre de Poméranie. En second lieu ces deux Princes exigeoient que le Roi de Prusse leur garantît, que tant que dureroit la guerre du Nord, aucunes Troupes Suedoises ne passeroient de la Poméranie, ni en Saxe, ni en Pologne. Il y eut quelque modération par rapport à la somme demandée, & quant à la garantie, le Roi de Prusse la donna telle qu'on la souhaitoit.

Difficultez  
pour l'exécution  
du sequestre.

Que ce fût véritablement dans la vue de restituer la Poméranie au Roi de Suede, ou dans le dessein de la garder pour lui-même, que le Roi de Prusse demanda le sequestre, il est du moins certain, qu'il lui convenoit mieux qu'à qui que ce fût de s'en mettre en possession. On prétend même, que le Roi de Prusse ne demanda le sequestre, que pour éluder une convention par laquelle la Maison

Motifs du  
Roi de  
Prusse dans  
cette occasion.

son

1713. son de Holstein étoit prête à céder au Roi Auguste toute la Poméranie Suédoise, avec l'Isle de Rugen. Ce qui pourroit néanmoins faire douter du désintéressement du Roi de Prusse, c'est la facilité qu'il apporta au séquestre des Duchez de Sleswich & de Holstein, entre les mains du Roi de Dannemarc, pour assurer d'autant plus celui qui lui étoit fait de la Poméranie.

La Neutralité de cette dernière Province étant en quelque manière assurée par le séquestre, le Czar alla porter toute la fureur de la guerre dans la Finlande, où les Suédois, que la confiance abandonnoit, lui laisserent faire de grandes conquêtes. Pendant ce tems-là le Roi Auguste travailloit à appaiser les plaintes des Polonois & à prévenir l'effet des menaces réitérées du Turc. Dès le mois de Mars il s'étoit tenu une Diète générale à Varsovie & l'on y avoit agité des matières assez délicates. Il y avoit eu entre-autes de grandes contestations touchant la réforme des Troupes, & par rapport à l'autorité des Généraux

raux, qui se donnoient plus de licence 1713. qu'on n'eût voulu & qui en laissoient aussi trop prendre à leurs Troupes. Un Député de Sendomir s'étoit même avancé jusqu'à demander avec une certaine hauteur: 1. Pour quelle fin & avec quelles instructions les Palatins de Podolie & de Belts étoient envoyez sur la frontiere de Turquie; puisqu'on apprenoit qu'ils devoient y conférer avec des Commissaires Turcs? 2. Par qui les Regimens Saxons avoient été incorporés dans l'Armée de la Couronne; & que si c'étoit par le grand Général, ou par le Trésorier, celui des deux qui l'avoit fait, devoit en être responsable à la République: 3. De quelle manière le Roi vouloit à l'avenir employer ses Troupes?

Ces propositions sorties de la bouche d'un particulier devinrent bientôt des demandes générales. Tous les Députez prièrent le Grand Maréchal de les communiquer au Roi & de rapporter la Réponse qui y seroit faite. Pour les contenter, Auguste leur fit savoir; Que les deux Palatins

Demandes  
faites à  
Auguste.

Reponse  
de ce  
Prince.

1713. tins avoient été envoyez sur la Frontière de Podolie pour recevoir quelques Commissaires Turcs qui devoient s'y rendre, & qu'à l'égard des Instructions dont ils étoient chargés, Sa Majesté avoit été autorisée par la Diète à envoyer des Députés avec des instructions secrètes, & à ne les communiquer à la République, qu'après le retour des Députés qu'elle en auroit chargez. Auguste remettoit à répondre sur les deux autres chefs, lorsque les Députés seroient réunis avec les Sénateurs. Mais au lieu de cette réunion il s'éleva de nouveaux différens, qui ne permirent pas même de s'accorder sur les précautions qu'il convenoit de prendre pour la sûreté de la République, dans un tems où l'on favoit que les Turcs avoient assemblé une armée formidable sur la frontière. Auguste fut néanmoins assez heureux pour détourner l'orage qui s'éleva plus d'une fois de ce côté-là. Les Négociations de ses Ministres & son argent désarmèrent le Turc toutes les

les fois qu'il fit mine de vouloir envahir la Pologne. 1713.

Il étoit plus aisé à Auguste de s'accommoder avec le Turc, que de réduire les Polonois à se conformer à sa volonté. Il y en eut qui furent soupçonnés de regarder ce Prince comme un Usurpateur & de s'imaginer qu'il leur étoit permis de recourir aux voies les plus odieuses, pour délivrer leur Patrie du Tyran. Soit simple soupçon, soit vraisemblance, on prétendit qu'il y avoit une conspiration contre la personne d'Auguste, & Jablonowski, Palatin de Russie, fut accusé d'être le Chef du complot. Il fut arrêté, & conduit prisonnier en Saxe, sous l'escorte de trois Officiers Saxons & d'un détachement des Gardes du Corps à Cheval. Cependant les accusations se contredisoient; les unes portoient que Jablonowski, sous prétexte de traiter le Roi dans son Hôtel, avoit pris des mesures pour l'y faire assassiner; d'autres vouloient que l'on eût projeté seulement de livrer Auguste entre les mains du Roi de Suede, lors qu'il passeroit

par

Conspira-  
tion contre  
Auguste.

1713. par la Pologne avec l'escorte que les Turcs lui promettoient. Mais comme dans des occasions de cette nature les soupçons sont sujets à être changez en certitude, il n'y a guères de fonds à faire sur de semblables accusations, lorsqu'elles ne sont pas bien constatées.

1714. Ceux des Polonois qui reconnoissoient de bonne foi Auguste pour leur Roi, ne lui donnoient guères moins d'embarras. Comme les Moscovites & les Saxons depuis l'évacuation de la Poméranie, avoient pris leurs quartiers d'Hiver dans le Nord de la Pologne & dans la Lithuanie, les murmures recommencèrent & les contributions firent éclater en plaintes très-vives. Le Primat du Royaume fut obligé d'en écrire au Roi, qui étoit passé en Saxe vers la fin de Décembre. Il lui représenta la nécessité qu'il y avoit de faire cesser les plaintes, en retirant sur-tout ses troupes Saxonnes, sans quoi il étoit à craindre que les Polonois réduits au desespoir ne prissent des Résolutions funestes au bien de l'Etat. La Noblesse

Embarras  
que lui  
donnent  
les Polo-  
nois.

blesse en général demandoit une Diète à Cheval; & celle de Cracovie & de Sandomir tenoient des Diètes particulieres où l'on parloit de prendre des Résolutions capables de donner de l'inquietude à la Cour.

La Lettre du Primat n'ayant pas eu un grand succès, le Comte de Denhoff Sous-Chancelier de Lithuanie, & quelques autres Deputez de la République de Pologne, furent chargez de se rendre à Dresde, & d'y insister sur trois points; savoir: 1. Le retour d'Auguste en Pologne: 2. La tenuë d'une Diète Générale: 3. Le rappel des Troupes Saxonnes. On crut que pour la première fois Auguste accorderoit les demandes qui lui étoient faites. Il se mit en effet en route; mais c'étoit pour se rendre à Reydzin, où il convoqua une Assemblée des Senateurs. Ce fut un nouveau grief. Le Primat refusa de se rendre à l'Assemblée, il protesta contre ce Conseil trop éloigné du centre de l'Etat, & déclara qu'il regarderoit comme nulles toutes les Résolutions qui y seroient prises.

Demands  
qui lui  
sont faites.

1714. Cette protestation appuyée du refus que firent plusieurs Sénateurs de se rendre à Reydzin ; & le mécontentement de la Noblesse des Palatinats de Sandomir, de Lublin & de Volhinie, qui avoit pris les armes & étoit montée à Cheval ; tout cela obligea le Roi Auguste de se rendre à Varsovie, où il employa d'abord les menaces, & ensuite la force pour reduire les Mécontents. Mais les voyes de douceur auxquelles il eut enfin recours eurent un meilleur effet : il eut à peine déclaré qu'il accordoit à la Noblesse de Pologne & à celle de Lithuanie la diminution d'un tiers des Contributions exigées par le passé, que la tranquillité se rétablit du moins pour un tems. On paya ponctuellement le reste des Contributions, pour faire hâter le départ des Troupes Saxonnnes, dont on voyoit qu'une partie avoit commencé à évacuer la Pologne, en se retirant vers la Haute Hongrie.

Demander de la Noblesse.

Cependant la Noblesse ne laissoit pas de demander que les deux autres tiers des contributions fussent pareillement

1714. sous AUGUSTE II. Liv. VII. 35  
ment ôtez ; que les Etats de la République & du grand Duché de Lithuanie fussent entierement déchargés des Troupes Saxonnnes ; & que l'on convoquât une Diète générale, dans laquelle les Sénateurs qui avoient été en Ambassade feroient le rapport de leurs Commissions. D'autre-part le Nonce du Pape sollicitoit, quoique assez foiblement, pour que les Biens des Ecclesiastiques fussent déchargés des Quartiers d'hiver.

Il étoit moins aisé que jamais à Auguste de satisfaire les Polonois sur toutes ces demandes. S'il avoit eu l'avantage de conclure avec la Porte un Traité par lequel le Sultan se desistoit de ses prétentions sur l'Ukraine, & consentoit au renouvellement de la Paix à condition, qu'au cas que la Porte vînt à prendre le parti de renvoyer le Roi de Suede dans ses Etats & de le faire escorter par la Pologne, on nommeroit à cet effet des Commissaires de part & d'autre pour régler le passage. D'un autre côté, le retour effectif du Roi de Suede en Poméranie jettoit Auguste dans un

Traité entre Auguste & le Grand Seigneur.

1714. nouvel embarras, & demandoit qu'il eût sur pied une armée capable de le maintenir sur le Trône & de faire cesser les divisions intestines.

Le Roi de Suede refuse de sortir de la Turquie.

Charles XII., à qui dès le 11. de Fevrier 1713. les Turcs avoient intimé un ordre de la Porte qui enjoignoit de le faire partir incessamment, en avoit fait refus, sous prétexte qu'il étoit averti que ses ennemis avoient tout disposé pour l'enlever sur la route. Malgré de nouveaux ordres de la Porte qui enjoignoient de passer au fil de l'épée les Partisans de ce Prince s'ils faisoient la moindre résistance, & de ne ménager pas même la vie du Roi; au hazard d'exposer à un massacre certain les malheureux restes de Pultova, & sa personne même, il avoit entrepris de se défendre avec trois cens Suedois, dans un poste dont la force consistoit seulement en quelques foibles retranchemens élevés pour la sûreté de la Maison qu'il avoit fait bâtir. Une Armée entiere de Turcs & de Tartares; dix pièces de Canon & deux Mortiers qui commencerent à jouer comme s'il eût été

Il est affligé dans son Palais.

1714. été question de reduire une forteresse; les prières des Officiers qui étoient auprès de lui; les remontrances de ses Ministres; rien ne fut suffisant pour le faire changer de dessein. Ses retranchemens forcés & la Maison en feu ne l'allarmèrent pas: persuadé qu'il lui étoit plus glorieux d'être brulé, ou de perir les armes à la main, que d'être fait Prisonnier, il soutint l'assaut avec une intrepidité sans exemple. Heureusement on lui proposa de passer dans la Chancellerie, qui étant couverte de pierre, seroit à l'épreuve du feu & lui permettroit de faire une plus longue résistance: Il accepta le parti; mais en gagnant cette maison, il se laissa tomber par l'entre-lacement de ses éperons, ce qui donna occasion au Turcs de le saisir & de le conduire à Bender. De là, lors qu'il fut guéri de quelques blessures, on le mena à Andrinople & ensuite à Demir-Toca. Il y fit quelque séjour dans l'esperance d'engager la Porte à lui donner une escorte telle qu'il la souhaitoit. Enfin frustré de ses esperances, le 1. d'Octobre

Il est fait Prisonnier.



1714. bre 1714. il partit de Demir-Toca pour quitter la Turquie. Il prit la route de l'Allemagne, qu'il traversa *incognito*, & arriva à Stralsund le 22. au matin, suivi seulement d'un Officier.

Le Roi Stanislas est arrêté en Turquie.

Le Roi Stanislas, qui après avoir défendu avec force les Etats de son Bienfaiteur n'avoit plus vû aucun jour à son rétablissement, étoit passé en Turquie pour engager Charles à consentir qu'il sacrifîât ses interêts au repos de la Pologne en renonçant à la Couronne; il arriva aux frontières dans le temps que l'on transféroit Charles XII. à Andrinople; on l'arrêta, lorsqu'il se fût dit Suedois, & on le conduisit prisonnier à Bender. Il y fut reçu pourtant au bruit de l'Artillerie, & à la liberté près dont il ne jouit pas de quelque tems, on eut pour lui toutes sortes d'égards. Il ne demeura pas en Turquie aussi long-tems que le Roi de Suede. Il prit les devans, & se retira en Allemagne dans le Duché de Deux-Ponts, où il étoit dès le 4. de Juillet. Le Revenu de ce Duché, qui appartenoit aux Rois

Il se retire dans le Duché de Deux-Ponts.

Rois de Suede depuis Charles X. qui l'avoit uni à la Couronne de Suede, fut cédé au Roi Stanislas par Charles XII. Ce Duché valoit environ alors soixante & dix mille écus. Ce fut tout le dédommagement qu'il eut des terres & des biens réels qu'il perdoit dans sa patrie, pour complaire à Charles, qui le forçoit de conserver le titre de Roi de Pologne.

1715. Les grands préparatifs que fit le Roi de Suede, dès qu'il fut arrivé dans ses Etats, engagerent Auguste à tenir un *Senatus Consilium*, dans lequel il fit régler que l'on conserveroit les Troupes étrangères pour la défense de la haute Pologne & de la Prusse Polonoise, de crainte que les Suedois ne tentassent de rentrer par là dans le Royaume. C'étoit un prétexte: Auguste savoit bien que Charles XII. seroit réduit à se tenir sur la défensive dans la Pomeranie, où il alloit avoir sur les bras les forces de divers Princes.

Le Roi de Suede, en arrivant à Stralsund, avoit pensé à retirer Ste-tin des mains du Roi de Prusse, qui con-

1715. Auguste fait régler que ses troupes Saxonnnes resteront en Pologne.

Charles XII. demande la restitution de Stetin, qui lui est refusée.

1715. consentit à remettre cette Place, à condition qu'on le rembourseroit des quatre cens mille Risdals qu'il avoit payées tant au Roi Auguste qu'au Czar; & que de plus on lui donneroit des assurances qu'on ne se serviroit point de ce passage, pour rentrer ni en Saxe, ni en Pologne. Charles ayant rejeté cette dernière condition; le Roi de Prusse lui déclara la guerre & se joignit à l'Electeur d'Hanover devenu depuis peu Roi d'Angleterre & son Condirecteur dans le Cercle de la Basse-Saxe, aux Cercles de Westphalie & aux Etats de la Haute Saxe, avec lesquels il agissoit de concert pour s'opposer, disoit-il, aux entreprises du Roi de Suede & pour rétablir un repos stable dans cette partie de l'Allemagne. De plus le Roi de Prusse s'étoit encore ligué avec le Roi de Dannemarck, & avec le Czar qui en cas de besoin devoit être de la fête.

Tant d'Ennemis, dont un seul eût peut-être suffi pour arrêter le Roi de Suede dans la Poméranie, ne devoient pas permettre à Auguste de crain-

craindre une irruption des Suedois dans la Pologne. Mais ce Prince vouloit conserver les troupes étrangères dans le Royaume, pour appuyer son autorité, & pour reprimer les mécontents qui s'élevoient contre le pouvoir arbitraire. En effet on commença déjà à entendre parler d'une Contédération de la Noblesse des Palatinats de Cracovie, de Ruffie, de Siradie & de Sendomir, qui promettoient de s'affister mutuellement & de monter à Cheval avant la fin de Juillet pour maintenir la liberté de la République que l'on disoit en danger, & pour empêcher qu'Auguste ne s'appropriât un pouvoir despotique avec l'appui du Czar. Ce complot ayant été decouvert par des lettres interceptées, Auguste fit revenir en Pologne une partie de ses Troupes Saxonnnes, pour observer les démarches des Mécontents. Il n'eut pas la peine de les attaquer; un grand nombre d'entre eux se brouillèrent tellement qu'ils en vinrent aux mains: ainsi avortèrent ces premiers efforts de la Confédération.

Confédération de quelques Palatinats en Pologne avortée.

1715.

Mouve-  
mens des  
Lithua-  
niens re-  
primez.

Les mouvemens des Mecontens de Lithuanie eurent à peu près le même fort. Ils avoient tenu une Assemblée tumultuaire à Wilna & avoient pris des mesures pour ne plus payer de contributions. Vingt-mille Russiens qui s'approchèrent de Grodno, les tinrent en bride & les obligèrent d'accepter les propositions que l'Evêque de Cujavie leur apporta de la Cour; savoir: „ Que l'Assemblée „ de Wilna seroit tenuë pour illégitime; que tout ce qui y avoit été „ fait seroit déclaré nul; que les „ Troupes auxiliaires de Saxe percevroient les deux tiers des nouvelles contributions, qui étoient de „ quinze florins par cheminée; que „ l'autre tiers du provenu de ces contributions seroit pour l'entretien de „ l'Armée de Lithuanie; que la Noblesse du Grand Duché enverroit „ des Députés au Roi pour lui demander pardon du passé, & promettre qu'à l'avenir elle se comporteroit „ comme il convenoit à de fidèles „ sujets “.

Nouvelle  
Confédé-  
ration.

La tranquillité de la Pologne ainsi réta-

rétablie en apparence, Auguste se rendit en Saxe, où il n'étoit point allé depuis quinze mois. Son absence enhardit les Mécontens. On vit aussitôt éclater une nouvelle Confédération fomentée par des ressorts étrangers, & dans laquelle entra l'Armée de la Couronne, sous le prétexte du maintien de la liberté publique, & pour se défendre contre ceux qui par des exécutions Militaires voudroient exiger les nouvelles Contributions. Le Palatin de Sendomir étoit à la tête de cette Confédération. On ne demeura pas long-tems dans l'oïveté. Une partie considérable de l'Armée de la Couronne, qui s'étoit soustraite à l'obéissance des Généraux qu'Auguste lui avoit donnez, se joignit à la Noblesse mécontente & se mit en marche pour chasser les Saxons du Royaume. Il y eut plusieurs rencontres, où les Conféderez eurent assez souvent le dessus.

Pour arrêter ces désordres, le Général Baudits, qui commandoit un Corps de Troupes Saxones proposa une suspension d'Armes que les Chefs

Suspension  
d'armes  
rompue.

1715. Chefs de la Confédération acceptèrent. La petite Noblesse qui n'y trouvoit pas son compte, n'en fut pas contente. Elle attaqua les Faux-bourgs de Varsovie la nuit du 8. de Novembre; mais elle fut vivement repoussée par la Garnison & par les Domestiques des Sénateurs qui s'y trouvoient, & contrainte de se retirer avec perte.

Desordres  
dans le  
Royaume.

Cet échec aigrit de nouveau les esprits. On oublia qu'il y eût une suspension d'armes. La Noblesse confédérée qui montoit à plus de trente mille hommes, y compris les Vassaux & les Domestiques, envoya des Partis de tous côtes pour exterminer tous les Saxons qu'ils rencontreroient, sans ménager les Polonois qui les favorisoient. Une infinité de Villages furent pillés & réduits en cendres. Les chemins étoient semés de Corps de Polonois & de Saxons. Tous les jours quelque Parti de l'Armée confédérée en venoit aux mains avec quelques Corps détachés de l'Armée d'Auguste.

Nouvelle  
suspension  
d'armes.

Pendant comme les Saxons avoient

avoient le plus souvent l'avantage sur les Confédérés, ceux-ci rebutez de leurs pertes & craignans d'exposer le Royaume à une ruine totale, envoyèrent quelques Trompettes demander au Velt-Maréchal Flemming une suspension d'armes, au nom des deux Palatins de Podolie & de Czernikow. Flemming ayant refusé de donner aucune réponse, ces deux Palatins l'allèrent trouver le 26. de Decembre de la part des Confédérés, qu'ils dirent être disposés à une Pacification, & présentèrent un projet pour une suspension d'armes de 3. jours. Flemming qui n'approuva point ce projet, leur en donna un autre, qui fut porté aux Confédérés; & comme ils l'acceptèrent, la suspension d'armes fut conclue.

Les deux Palatins de Podolie & de Czernikow eurent le lendemain une Conférence avec le même Général; les premiers y déduisirent leurs griefs, & Flemming s'efforça de faire voir l'injure que la Confédération avoit faite au Roi: le résultat fut que les Confédérés lui feroient une réparation

Conféren-  
ce pour un  
accommo-  
dement.

tion

1715. tion, à condition qu'on leur donneroit des assurances que les Troupes Saxonnnes fortiroient du Royaume & que le jour de leur départ seroit fixé. De son côté Flemming fit entendre qu'Augutte étoit dans la disposition de donner cette satisfaction aux Polonois: „ Il n'y a, ajouta-t-il, que les „ troubles du Royaume qui l'ayent „ empêché jusqu'ici de contenter la „ Nation à cet égard “: Afin de le mieux persuader, il déclara qu'il avoit des ordres précis pour traiter avec quelques Princes étrangers de la cession d'une partie des Troupes Saxonnnes.

Rufe du  
Général  
Flem-  
ming.

Pendant qu'on déliberoit sur les conditions de la satisfaction que les Polonois feroient à leur maître, le terme de la suspension d'armes avançoit. Les Palatins en demandèrent la prolongation, & Flemming, esprit délié, y consentit; mais il stipula qu'elle ne commenceroit que le 30, parce qu'il songeoit à faire une tentative sur la Forteresse de Zamosc, qu'il surprit effectivement le 29. Il y fit Prisonnier Gruzinski, qui avoit été

sous AUGUSTE II. Liv. VII. 47  
été Marechal de la Confédération, & 1715.  
qui avoit été deposé, pour mettre en la place Braniki.

Après cette expédition les Troupes Saxonnnes se séparèrent, pour prendre les quartiers qui leur avoient été assignez aux environs de Zamosc. Quant à l'Armée des Conféderez, elle tint toujours la Campagne malgré la rigueur du froid & la grande quantité de neige qui couvroit la terre.

Il avoit été dit par la suspension 1716.  
d'armes qu'on avoit prolongée jusqu'au 15. de Janvier, qu'on s'assembleroit le 4. à Rava. Les Palatins de Podolié & de Czernikow voulurent faire remettre la Conférence jusqu'au 6. Mais le Comte de Flemming, ayant témoigné que ce changement ne lui paroïssoit pas de bon augurè; pour lever tout soupçon, ils se rendirent à Rava le 5. Ils y présentèrent un projet d'accommodement, qui consistoit dans sept Articles: 1. Les Palatins de Posnanie & de Czernikow consentirent, que le Primat & les Senateurs fissent une Députation au Roi Auguste, pour lui demander pardon au

Autre  
Confé-  
rence.

1716.

au nom du Peuple, de ce qui s'étoit passé durant la guerre entreprise contre les Troupes Saxones : 2. Que l'Armée confédérée de la Couronne feroit une pareille Députation au Roi. 3. Que les Palatinats conféderez en faisoient aussi une semblable Députation, demanderoient une amnistie sans exception, & prioient le Roi de convoquer une Diète générale pour y delibérer & convenir de ce qui étoit nécessaire, tant pour la sûreté de Sa Majesté, que pour celle de la République : 4. Que les Garnisons Saxones, qui étoient dans les Villes & forteresses de la petite Pologne entre autres à Cracovie, à Sandomir & à Zamosc feroient pourvûes par le Pays des vivres nécessaires, à condition que ces Garnisons n'exigeroient point de contributions en argent, qu'elles ne s'empareroient d'autres places, & qu'elles ne transporteroient point l'Artillerie ni les munitions des Villes : 5. Les deux Palatins demandoient au nom de tous les Conféderez, que le reste de l'Armée Saxonne fortît du Royaume &

se

1716.

& se contentât des vivres dont elle auroit besoin dans sa marche, sans exiger aucun argent. 6. Que le Comte de Flemming promettrait que toutes les Troupes Saxones qui étoient en garnison, soit dans le Royaume de Pologne, ou dans le grand Duché de Lithuanie, en sortiroient absolument le dernier d'Avril. 7. Que l'on payeroit à l'Armée confédérée de la Couronne les arrerages qui lui étoient dus, & qu'il ne lui seroit fait aucun dommage par les Troupes Saxones, comme de son côté l'Armée de la Couronne promettoit de ne leur en faire aucun; s'engageant même, pour éviter toute rencontre fâcheuse, de passer l'hyver dans les Palatinats de la petite Pologne.

Flemming qui attendoit tout du bénéfice du tems & de son habileté, ne répondit point à ces Articles. Il se contenta de proposer de la part de son maître une suspension d'armes jusqu'au premier de Mai; pendant lequel tems les Conféderez demeureroient armez, & de leur côté les Saxons percevroient douze Timphes

Tome IV.

D

par

Flemming  
cherche à  
amuser les  
Confédé-  
rez.

1716. par chaque cheminée; après quoi ils se retireroient en Saxe. Les deux Palatinats approuvèrent cette proposition; mais les Conféderez à qui elle parut avoir été faite uniquement pour les amuser, n'en voulurent point entendre parler. Ils la rejetèrent, & après avoir protesté qu'ils ne vouloient aucun accommodement jusqu'à ce que les troupes Etrangères fussent entièrement forties du Royaume, ils recommencèrent les hostilités, & se jettèrent de tous côtez sur les Partis Saxons qu'ils rencontroient.

Auguste, qui dans ces entrefaites s'étoit rendu à Varsovie, apprit à son arrivée que la Noblesse de Lithuanie s'étoit aussi confédérée. Cette facheuse nouvelle, les avantages que les Conféderez de Pologne remportoient sur ses Troupes, & les menaces qu'ils faisoient d'appeller les Turcs, tout cela l'obligea de penser au moyens d'appaiser ces troubles. Il fut arrêté dans un Conseil qu'il tint à Varsovie le 12. de Fevrier, que l'on reprendroit la voie de la Négociation. Auguste étoit

Auguste cherche sérieusement à appaiser les Troubles.

1716. étoit accoutumé à en venir à de semblables démarches avec les Polonois. Il envoya offrir aux Conféderez par l'Evêque de Cujavie, une Amnistie générale de tout le passé; il y joignit même une promesse de renvoyer les troupes, pourvu seulement que les Conféderez consentissent que la République entretînt un corps de six mille Saxons; & il fit représenter les funestes suites que pourroient avoir ces troubles intestins, si les Turcs entreprennent de se mettre de la partie, comme il paroissoit qu'ils en avoient le dessein. Mais les Conféderez qui vdyoient leur nombre s'augmenter continuellement, à mesure que celui des Saxons diminueoit, s'obstinèrent à demander, qu'on cessât la levée des contributions & que les Saxons sortissent tous du Royaume, avant que l'on entamât de nouvelles Conférences pour l'accordement.

Ces demandes furent faites au Roi même, par Ciechonski Député de l'Armée de la Couronne, & il les accompagna de diverses plaintes. Plaintes qu'il lui font faites.

1716. Après avoir envié le bonheur, dont l'Armée de la Couronne & celle du grand Duché de Lithuanie avoient joui sous les regnes précédens; il faisoit voir que tant qu'on avoit eu soin d'encourager & de recompenser ces troupes, elles n'avoient jamais manqué de soumission, ni de fidélité, ni de courage, quand il s'étoit agi des intérêts de leurs Rois ou de la liberté de la République. Il ajoutoit que lorsqu'Auguste étoit monté sur le Trône, les gens de guerre avoient conçu de plus grandes espérances que jamais. „ On donnoit des louanges, „ disoit-il, à cet accès facile qu'on „ trouvoit auprès de Vôtre Majesté; on admiroit sa liberalité vraiment Royale, les égards particuliers qu'elle avoit pour les gens d'épée, & une infinité d'autres vertus, qui méritoient des Eloges. „ Mais, poursuivoit-il, nous ignorons quel fatal destin a privé nos Armées de votre faveur; car sans parler de quelques millions promis à cette Armée dans l'Élection de „ Votre Majesté & qui ne sont pas en-

„ encore payez, non plus que la solde, qui est retenuë contre les régles de la justice distributive; „ après le ravage total que les troupes Saxonnes ont fait des biens de la Couronne pendant cette guerre civile qui a duré plus de dix ans, „ nous espérions au moins quelque soulagement pour ce qui concerne les biens Héréditaires de la Noblesse; mais bien loin de trouver quelque repos, les troupes de Vôtre Majesté nous chassent de nos domiciles, pillent nos heritages & enlèvent tout ce que nous employions ci-devant à combattre en faveur de la République & de vôtre Couronne. „ Enfin après avoir détaillé tous les services que l'Armée avoit rendus au Roi Auguste en différentes occasions, & ceux qu'il pouvoit encore s'en promettre, il ajouta ce Conseil libre; mais salutaire: „ Commandez & repandez vos faveurs sur les Polonois dans la Pologne & sur les Saxons dans la Saxe: Laissez manier les affaires de Pologne aux Polonois & celles de



1716. „ Saxe aux Saxons; & confiez-vous  
 „ mieux desormais en notre fidelité,  
 „ pour vivre en paix & regner heu-  
 „ reusement & long-tems “.

Reponse  
 à ces  
 plaintes.

Il parut bien-tôt après une Ré-  
 ponse à ces griefs. On y disoit au  
 nom du Roi Auguste, que la Confé-  
 deration de la Noblesse Polonoise s'é-  
 toit faite à peu près dans le tems que  
 le Roi avoit promis qu'il feroit sortir  
 du Royaume ses troupes Saxonnnes,  
 immédiatement après l'expédition de  
 Poméranie; que comme les Confé-  
 derez de leur aveu ne demandoient  
 rien que la sortie des Saxons & l'ex-  
 emption des contributions, ils avoient  
 eu tort de se soulever lorsqu'on pro-  
 mettoit de les satisfaire; qu'ils avoient  
 par conséquent fait dépendre leurs  
 prétentions du sort de la guerre;  
 qu'ils avoient demandé les premiers  
 une suspension d'armes, ensuite une  
 prolongation de cette suspension &  
 même offert d'entrer en accommodement;  
 & que cet accommodement  
 ayant été conclu de part & d'autre,  
 & volontairement signé par leurs Plé-  
 nipotentiaires, ils l'avoient honteuse-  
 ment

SOUS AUGUSTE II. Liv. VII. 55  
 ment rejeté, contre la foi promise & 1716.  
 contre le droit des gens.

Il s'en falloit de beaucoup que cet  
 Ecrit répondit solidement à tous les  
 griefs que l'on avoit alleguez: aussi  
 les Conféderez ne crurent-ils pas  
 devoir y repliquer. Ils prirent une  
 autre voye: ils publièrent un Ma-  
 nifeste adressé aux Puissances étran-  
 geres, devant qui ils portèrent leur  
 cause. „ Qu'il nous soit permis,  
 „ disoient-ils, d'exposer en peu de  
 „ mots nos calamitez & la malig-  
 „ ne cruauté des Saxons “. Ils  
 mettoient de ce nombre l'emprison-  
 nement des Princes Jacques &  
 Constantin, la détention de quelques  
 Evêques, l'exil des Senateurs chas-  
 sez du Royaume, le mépris des loix,  
 le renversement de l'Etat, les guerres  
 intentées sans l'aveu de la Républi-  
 que, les alliances faites sans son con-  
 sentement & contre ses intérêts, l'envoi  
 des Ambassadeurs au nom de la Na-  
 tion sans lui avoir communiqué les  
 Instructions, l'injuste extorsion des  
 contributions, l'invasion des domai-  
 nes & des maisons de la Noblesse,  
 D 4                    contre

Manifeste  
 des Con-  
 féderez.

1716. contre ses immunités & privilèges, les meurtres commis de toutes parts, les violences exercées contre toutes sortes de personnes. „ Tous ces „ maux, ajoutoient-ils, nous ont „ fait prendre les armes pour empê- „ cher la ruine totale de notre Pa- „ trie. “ Ils prenoient Dieu à témoin, le Pape, l'Empereur, le Roi Très-Chrétien, tous les Rois, Princes, Républiques, principalement le Czar, & enfin tout le monde Chrétien, que leur Confédération n'avoit été faite que dans un besoin extrême; & n'avoit d'autres motifs que le rétablissement de la sainteté de la Religion, la tranquillité de la République & la sûreté de ses Membres.

Confédération de la Noblesse de Lithuanie.

Par toutes ces démarches les Confédérés de Pologne enhardirent ceux de Lithuanie. Les Députés des Palatinats de ce Grand Duché tinrent au mois de Mai une Assemblée à Wilna, & y résolurent de se joindre aux Confédérés de Pologne pour chasser les Saxons. Cette assemblée fut suivie d'une convocation générale de la Noblesse: chacun prêta serment

ment d'observer exactement la Confédération & l'on nomma des Députés, qui furent chargés d'aller trouver le Roi Auguste & de lui faire les demandes suivantes: 1. L'Évacuation des Troupes Saxonnnes: 2. La cessation de la levée des contributions: 3. La satisfaction des dommages causés par les Saxons: 4. L'évacuation de toutes les Places qu'ils occupoient & la restitution de l'Artillerie enlevée: 5. La tenuë d'une Diète du Royaume: 6. La restitution des biens donnés à la Princesse de Neubourg: 7. La liberté de tous ceux qui étoient ou aux arrêts ou en prison.

Cependant les Confédérés de Pologne, qui se voyoient maîtres de la Campagne, profitoient de leur avantage. Ils bloquerent Posnanie & se préparèrent à en faire le Siège, lors que leur Artillerie seroit venue. Un corps de leurs troupes surprit Fraustad & y passa au fil de l'épée une centaine de Saxons qui y étoient en garnison: Un autre corps traita de la même façon deux cens quarante Sa-

Hostilités commises par les Confédérés.

1716. xons qui furent surpris dans le Château de Sclytowieski : un Parti de ces mêmes Conféderez fit main basse à Praag sur une cinquantaine de Saxons : Un autre Parti ayant attaqué le Regiment de Prebendau, près de Christowa, en tua une partie & fit presque tout le reste prisonnier. D'autres Saxons eurent à peu près le même sort entre Dombrowa & Tarnowa ; & un Corps considerable de Conféderez s'étant approché de Varsovie tenoit cette Ville comme bloquée, de sorte que le Général Comte de Wakerbarth, qui y commandoit les Saxons, eut beaucoup de peine à rassurer les Habitans contre la frayeur du Siège dont ils se croyoient menacez.

Au milieu de tous ces troubles, Auguste reçut un Bref du Pape, qui l'exhortoit à accorder les demandes des Conféderez pour les desarmer : En même-tems le Primat affligé de la désolation de sa Patrie, écrivit à ce Prince, pour l'engager à donner les mains à un accommodement ; & d'un autre côté, des Députez de

Li-

Lithuanie, de Volhinie, de Podolie 1716. & de la Russie Polonoise, allèrent trouver le Czar, & le prierent d'employer ses bons offices pour donner la Paix à la Pologne.

Le Czar voulut savoir si la Confédération ne cachoit point quelque entreprise secrète en faveur du Roi de Suede. Mais lorsque les Députez l'eurent assuré que les Conféderez ne pensoient qu'à rétablir la paix dans le Royaume ; ce Prince leur promit de se rendre Mediateur entre le Roi Auguste & les Conféderez & de travailler à terminer les troubles du Royaume.

Mediation  
du Czar.

On ne fut pas long-tems à voir le fruit de ces promesses. Un Médiateur qui avoit cent Galeres auprès de Dantzic & quatre-vingt mille hommes sur les frontières de Pologne, étoit en état de se faire écouter. Bien-tôt on convint de tenir à Jarosflow une Conférence, qui fut pourtant transférée à Lublin, où se rendirent de la part d'Auguste l'Evêque de Cujavie & le Général Flemming ; & de la part des Conféderez, le Pa-

Conféren-  
ce de Lu-  
blin.

la-

1716. latin de Cracovie, & le Castellan de Nowogrodeck, accompagnez de quelques autres Députez. Le Prince Dolgoroucki s'y rendit pareillement, pour y présider en qualité de Mediateur de la part du Czar. Il ouvrit la première séance par un discours, qui tendoit à porter tous les esprits à la Paix. On crut d'abord qu'il réussiroit dans son dessein. Après quelques débats sur les plein-pouvoirs, sur les griefs des Conféderez, & sur le titre de la Confédération, à laquelle on accorda celui d'*Etats Conféderez de la République*, au lieu du titre de *Palatinats Conféderez*, on reçut la nouvelle que le Comte de Wackerbarth avoit envoyé des ordres à tous les Officiers des Troupes Saxonnnes, pour faire cesser les hostilités & les contributions pendant le Congrez; Dès-lors on résolut d'enjoindre aux Troupes des deux Partis de ne fourager plus sur les terres cultivées, & de ne plus brûler aucune maison, attendu qu'on espéroit de convenir d'une suspension d'armes, aussi-tôt qu'on auroit achevé de régler

13. Juin.

gler les préliminaires de la Paix. 1716.

En effet dans la troisième séance le Mediateur réussit à faire accepter la suspension d'armes malgré la réputation de quelques Députez qui la regardoient comme un artifice des Ministres d'Auguste, pour traîner les choses en longueur. Cette suspension d'armes portoit en substance:

17. Juin.  
Suspension  
d'armes  
convenue.

I. Qu'on n'arrêteroit aucun Polonois sous quelque prétexte que ce fût.

II. Que toutes les hostilités & les levées des contributions cesseroient.

III. Que les Villes de Léopol & de Zamosc seroient évacuées par les Saxons.

IV. Que l'Artillerie de la Couronne seroit renduë.

V. Que l'Armée Saxonne camperoit à Golop ou Colonb & y subsisteroit à ses depens.

VI. Qu'on observeroit de part & d'autre une exacte Discipline.

VII. Qu'on donneroit satisfaction à tous ceux qui avoient été opprimés ou qui avoient de justes griefs.

VIII.

1716. VIII. Que les droits & les Péages seroient payez comme avant les troubles.

Tous ces articles furent approuvez, à la reserve du dernier que les Députez de Lithuanie refuserent de passer, jusqu'à ce que le Maréchal de la Confédération du grand Duché y eût consenti; parce qu'il avoit donné à ferme ces Droits & ces Péages au profit de la Confédération. Du reste la suspension d'armes fut publiée tant à Lublin, qu'à Varsovie. Mais non-obstant cette publication, & l'évacuation des Places d'où les Saxons devoient fortir, les Conféderez ne laissèrent pas de prendre d'assaut la Ville de Pofnanie. Selon quelques Relations ils donnèrent pour raison de cette contravention, que le Général Seidlitz qui y commandoit, n'avoit pas voulu l'évacuer, sans en avoir reçu l'ordre: Mais comme cette Place n'étoit pas du nombre de celles que la suspension d'armes vouloit qui fussent évacuées, il se pourroit que la contravention n'avoit d'autre cause que le desir qu'avoient les

Les Conféderez surprinent Pofnanie.

63 sous AUGUSTE II. Liv. VII. 63  
les Conféderez d'accelerer la pacification, qui languissoit en quelque maniere par les suspensions d'armes si souvent accordées.

1716. Quoiqu'il en soit, le Général Seidlitz qui s'étoit retiré dans le Château fut fait prisonnier de guerre avec deux cens Saxons. Mais ce qu'on ne peut rapporter sans horreur, le Soldat Polonois, non content de piller les maisons de ses Compatriotes, tua ou blessa de sang froid plusieurs habitans, & massacra environ soixante Juifs. Cette conquête coûta près de sept cens hommes aux Conféderez. Ils se consolèrent de cette perte par le butin qu'ils firent. Ils trouvèrent entre autres des armes pour environ huit mille hommes, avec quantité de munitions.

Cruantez qu'ils y exercent.

Ces premiers exemples d'hostilitez en attirèrent d'autres dans les deux partis. Les Deputez des Conféderez en prirent occasion de quitter Lublin, & à leur imitation l'Evêque de Cujavie & le Comte de Flemming en firent autant. Ce ne fut qu'avec bien de la peine que le Mediateur engagea

Hostilitez des deux partis.

1716. gagea les Conféderez à renvoyer leurs Plenipotentiaires à Lublin, où l'Evêque de Cujavie & le Comte de Flemming se rendirent dès qu'ils furent que les premiers y étoient arrivés. Les Conférences furent ainsi renouvelées & l'on convint de part & d'autre de prolonger la suspension d'armes jusqu'au 27. d'Août.

Les Conférences se renouèrent.

Ce qui les fait tirer en longueur.

Les prétentions reciproques des deux partis, la multiplicité des Chefs des Conféderez & sur tout la diversité de leurs intérêts particuliers, tout cela fit traîner le Traité de pacification. Quoique les Plenipotentiaires d'Auguste, se fussent engagés que les Troupes Saxonnnes sortiroient du Royaume un mois après la signature du Traité auquel on travailloit, qu'elles vivoient jusque-là à leurs propres dépens, sans prendre de quartiers ni dans les Villes, ni dans les Villages, & sans faire aucune exaction sur les terres de la Noblesse, ni sur celles du Clergé, se contentant de la paille & du fourage qu'on leur donneroit; quoique de plus ces Plenipotentiaires eussent consenti à

diverses conditions, propres à assurer 1716. les libertez de la Nation: les Deputés des Conféderez qui ne se confioient pas infiniment dans ces promesses, refusoient de donner les mains à la suppression de la Confédération de la Noblesse & des Armées, suppression sans laquelle les Plenipotentiaires d'Auguste declaroient qu'il ne pouvoit y avoir de Traité entre les deux Partis, ni de rétablissement de tranquillité dans le Royaume.

Auguste étoit assuré que le Mediateur trouvoit ses offres raisonnables, & qu'en cas de rupture du Congrès le Czar se déclareroit contre les Conféderez: il en devint plus ferme, & commença à faire connoître à son tour qu'il s'ennuyoit & de combattre contre ses sujets & de négocier avec eux: impatient même de ce qu'après les promesses qu'il avoit faites on n'en venoit à aucune conclusion, il alla joindre son armée à Janowitz, pour être plus à portée, disoit-il, de pacifier les esprits & d'affoupir le de-

Auguste devient plus ferme.

1716. mêlé entre les Conféderez & ses Troupes auxiliaires.

Partialité  
du Media-  
teur.

L'entrevûe qu'eut le Mediateur avec Auguste à Janowitz, acheva de faire connoître de quel côté il panchoit. il représenta entre autres choses à ce Prince, que l'Evêque de Cujavie & le Comte de Flemming avoient fait leur possible pour terminer les differens, & que de son côté il n'avoit rien negligé pour parvenir à une si heureuse fin, conformément aux ordres du Czar son Maître; mais qu'il voyoit à regret l'accommodement encore fort reculé. Il demanda cependant à Auguste de ne point ralentir ses soins, & le pria de lui donner par écrit une Déclaration de ses sentimens pour le rétablissement de la paix, dans l'esperance que cette nouvelle demarche seroit un acheminement à la pacification.

Declara-  
tion que  
donne  
Auguste.

Auguste donna cette Déclaration telle que le Prince Dolgorouki la vouloit. Elle portoit en substance: Que nonobstant l'éloignement que les Conféderez témoignioient pour la paix, il étoit toujours résolu d'y don-

1716. donner les mains le plutôt qu'il seroit possible pour délivrer ses sujets du déplorable état où ils se trouvoient, & d'envoyer pour cet effet les ordres nécessaires à ses Troupes Allemandes de sortir du Royaume au tems marqué. Il disoit qu'il esperoit que sur les instances du Prince Dolgorouki, qui s'acquittoit si bien de son emploi de Mediateur, les Conféderez touchés de la ruine de leur Patrie, ne rejetteroient pas les propositions raisonnables que l'Evêque de Cujavie & le Comte de Flemming leur avoient faites. Il ajoutoit qu'en cas que le Parti contraire ne trouvât pas à propos de conclure à ces conditions le Traité de Paix, & qu'il voulût plutôt qu'on convoquât une Diète Générale, il vouloit bien y consentir, afin que tout le monde pût connoître qu'il n'avoit rien oublié de ce qui pouvoit tendre à la pacification des troubles. Il finissoit en disant, qu'il ne doutoit point que les Etats Conféderez ne lui envoyassent des Commissaires avec plein-pouvoir de conclure un Traité d'accommodement,

1716. ment, ou du-moins pour convenir des quartiers qu'on assigneroit aux deux armées & des autres expediens nécessaires pour parvenir à ce but.

Auguste fit joindre à cette Déclaration un projet concernant la suppression de la Confédération. Le tout fut remis au Mediateur, qui envoya l'une & l'autre de ces Pièces aux Marchaux de la Confédération, pour avoir plutôt leur réponse. Il retourna ensuite à Lublin auprès des Députés, à qui il représenta la justice de la cause du Roi, ajoutant qu'il avoit reçu un Exprès du Czar, avec ordre de leur denoncer qu'un Corps de Moscovites entreroit incessamment en Pologne, & prendroit parti contre ceux qui s'opposeroient à la paix.

Ces menaces ne hâterent point l'accommodement : au contraire si-tôt que le terme de la suspension d'armes fut expiré, les deux partis recommencèrent à se harceler & en vinrent aux mains en différentes rencontres. Il n'y eut que l'entrée effective de quelques Troupes Moscovites dans le

Menaces  
du Mediateur.

Il les  
exécute.

le Royaume, qui détermina les Conféderez à demander une nouvelle assemblée à Casimir. Auguste n'eut pas de peine à y envoyer ses Ministres. Mais comme on s'étoit appercû à Lublin, que le grand nombre des Députés des Conféderez avoit contribué à embrouiller les affaires, il fut convenu que ces derniers n'envoyeroient que six Députés.

On commença alors à concevoir quelques esperances d'un accommodement; on ne douta plus même de la conclusion prochaine d'un Traité, lorsque le Prince Dolgorouki Mediateur, le Général Goltz & le Palatin de Mazovie Plenipotentiaires du Roi Auguste à Cazimir, se rendirent à Vartovie le 22. de Septembre, pour y reprendre les Conférences avec les Députés des Conféderez qui y arrivèrent deux jours après. Lorsque ces derniers furent admis le 25. à l'audience du Roi, le Palatin de Podolie qui portoit la parole lui représenta le triste état où le Royaume étoit réduit, & détailla la plupart des griefs de la Nation. Le Staroste

1716.

Esperances  
d'une Pacification.



1716. Belzki se joignit ensuite à lui, & pria le Roi de vouloir oublier le passé, & d'éloigner de son esprit toutes les idées qui pourroient mettre quelque obstacle au rétablissement de la concorde. Sur quoi Auguste ayant témoigné avoir des dispositions très sincères pour la paix; il fut arrêté que ses Commissaires & les Deputez des Conféderez s'assembleroient le lendemain au Cloître des Bernardins.

26. Sept.

Preliminaires de l'accordement.

Dès l'entrée de la Conférence, les Plenipotentiaires du Roi demandèrent pour préliminaire que les Deputez donnassent leur dernière Résolution touchant la dissolution de la Confédération, ajoutant que puisqu'il étoit fondé sur cette dissolution, & de l'autre sur la sortie des Troupes Saxonnnes déjà consentie par le Roi, il étoit juste que les Conféderez déclarassent nettement s'ils étoient dans la résolution d'exécuter l'article qui les concernoit.

Difficulté à ce sujet.

La difficulté n'étoit pas de consentir à la dissolution de la Confédération: Le point de l'affaire étoit seulement

lement de savoir quand elle se feroit. 1716. Les Deputez vouloient que la Confédération de la Noblesse subsistât, jusqu'à la tenuë de la Diète Générale, ou du moins jusqu'à ce que les Troupes Saxonnnes eussent évacuë la Pologne. D'autre part les Plenipotentiaires disoient que le Roi ne consentiroit jamais que l'évacuation eût lieu avant la séparation de l'Armée & la dissolution de la Confédération. Ces débats qui durèrent plusieurs jours furent terminés par quelques tempérans que l'on apporta de part & d'autre. On convint que toutes les Confédérations; savoir celles de la petite Pologne du 26. Novembre 1715. celle de la grande Pologne du 27. Avril 1716. & celle du Grand Duché de Lithuanie, seroient entièrement cassées & annullées; qu'il se tiendroit incessamment une Diète de Pacification; que pour la sûreté du Roi, & afin de pouvoir se passer des Troupes Saxonnnes & autres Troupes étrangères, on en entiendoit un certain nombre de Nationales qui seroient reparties dans les

Tempérament que l'on trouve.

1716. Palatinats, du consentement des deux parties contractantes; que le nombre de ces Troupes seroit fixe & permanent, & que les troupes des Conféderez aussi-tôt après la ratification du Traité, se retireroient dans les lieux qui leur seroient assignez, & que ceux des Soldats qui ne seroient pas compris dans le nombre des Troupes à conserver & qui n'auroient point de lettres du Roi, ne seroient plus censez être au service de la République.

Promesses  
de la part  
du Roi.

L'Article de l'évacuation de la Pologne par les Troupes Saxonnnes, ne souffrit pas à beaucoup près tant de difficultez. Il fut réglé dans le tems que l'on debattoit celui de la dissolution de la Confédération. Les Plenipotentiaires du Roi promirent qu'à la reserve de douze cens hommes que ce Prince pourroit retenir pour sa Garde, & qu'il entretiendroit à ses dépens, toutes les Troupes Saxonnnes sortiroient des Terres du Royaume de Pologne & du Grand Duché de Lithuanie, sans qu'on pût les faire rentrer sur aucun territoire de

de la République, sous quelque pré- 1716.  
texte que ce fût, pas même en vertu d'une délibération du Sénat. On donnoit à ces Troupes vingt-cinq jours de marche, à compter du jour de la ratification du Traité; & le vingt-sixième jour tous les Saxons généralement devoient être hors des Frontières. A l'égard des Officiers Saxons qui étoient auprès du Roi, soit pour des emplois Militaires, soit pour le Commissariat, Sa Majesté afin d'éviter les brouilleries qui pourroient naître s'ils se mêloient des affaires des Bailliages, des Colléges, ou du Ministère, declaroit qu'Elle les enverroit en même tems que l'Armée, à la reserve de ceux qui étoient employez dans la Chancellerie de Saxe, laquelle devoit être administrée par six Officiers Saxons. On exceptoit aussi quelques personnes de moindre condition, qui pouvoient être employées dans de moindres charges; à la charge que ni les uns, ni les autres ne pourroient s'ingérer dans les affaires civiles, militaires ou œconomiques du Royaume, ou du

74 HISTOIRE DE POLOGNE  
1716. Grand-Duché de Lithuanie, ni se  
mêler des Salines, des Douanes ou  
des Impôts.

L'Am-  
nistie ac-  
cordée.

L'Article  
de la Re-  
ligion  
convenu.

C'étoit beaucoup que d'être d'ac-  
cord sur les deux points fondamen-  
taux du Traité. Cependant il restoit  
encore tant d'articles sur lesquels il  
falloit nécessairement statuer, qu'on  
fut plusieurs fois à la veille de voir  
rompre entièrement la Négociation.  
A chaque pas que l'on faisoit il nais-  
soit de nouvelles difficultez: Il fallut  
avoir recours à une infinité d'expé-  
diens & de temperamens, pour venir  
à bout de ce grand ouvrage. L'Ar-  
ticle de l'Amnistie entre autres aussi-  
bien que celui de la Religion, furent  
vivement débattus: Les Députés des  
Conféderez vouloient exclure de  
l'Amnistie le Palatin de Culm, mais  
le Roi fut inébranlable; & l'exclusion  
n'eut pas lieu. Malgré les defenses  
faites par les loix & par diverses  
Confédérations, les Non-Conformis-  
tes prenant avantage des troubles du  
Royaume, avoient bâti plusieurs  
Eglises dans les Villes & dans les Vil-  
lages: De plus le Comte Flemming & le

SOUS AUGUSTE II. Liv. VII. 75  
le Lieutenant-Général de Goltz sou- 1716.  
tenoient que l'exercice des Religions  
différentes de la Catholique étoit au-  
torisé par les loix; ce que nioient  
formellement la plupart des Deputés  
des Conféderez. Comme on ne pou-  
voit convenir, sur cet article, on eut  
encore recours à un temperament qui  
fut de dire: Que toutes les Eglises  
nouvellement bâties seroient abattues  
n'étant point permis à ceux d'une  
Religion différente de la Catholique-  
Romaine de s'assembler, soit en pu-  
blic, soit en particulier, non plus  
que de chanter, ni de prêcher; cou-  
tumes qui néanmoins s'étoient intro-  
duites abusivement pendant la guer-  
re de Suede.

Enfin après bien des débats, le <sup>Signature</sup>  
Traité entre le Roi & les Conféde- <sup>du Traité.</sup>  
rez fut signé à Varsovie le troisié-  
me de Novembre sur les sept heures  
du soir. Le Staroste de Belski &  
celui de Glozimir partirent aussi-  
tôt pour en porter la Nouvelle à  
Wengrow au Maréchal Ledukowski,  
& pour en demander la ratification.  
Ils ne revinrent que le 13. & l'on fut  
sur-

1716. surpris de voir qu'au lieu de la ratification, le Maréchal & les autres Chefs de la Confédération faisoient beaucoup de difficultez sur plusieurs points du Traité. A leur arrivée ils eurent une Conférence avec les Plenipotentiaires du Roi: après quoi il se forma chez le Prince Mediateur une Assemblée, où le Staroste Kopaniewski déclara que les Etats Conféderez avoient fait le Traité souhaité qu'on leur accordât les dix-huit points suivans.

Articles demandez avant la ratification.

I. Que dans l'Article qui concernoit la sortie des Troupes Saxonnes, on fit aussi mention de la sortie des Russiens.

II. Que le terme de vingt-cinq jours fixé pour la sortie des Saxons seroit abrégé.

III. Qu'il y eût peu de Saxons dans les douze cens hommes, que le Roi pouvoit retenir pour sa garde.

IV. Que pendant l'absence du Roi, l'administration des affaires de la Régence seroit remise entre les mains du Primat.

V. Que dans le troisième Article qui

qui défendoit la convocation de l'Arrière Ban, il seroit dit qu'on n'entendoit pas ôter aux Palatinats le droit de faire des revuës.

VI. Que l'on changeât ces paroles, *in locum copiarum Saxoniarum*; parce qu'elles donnoient lieu aux Conféderez de craindre qu'on ne voulût par là autoriser le séjour que les Troupes Saxonnes avoient fait dans le Royaume.

VII. Que tous les Officiers de l'Armée de la Couronne seroient récompensez.

VIII. Qu'à l'égard des jugemens qu'on devoit rendre contre ceux qui entretiendroient des correspondances avec les ennemis du Roi & de l'Etat, ou qui enfreindroient le Traité de Pacification, depuis la signature de ce Traité, jusqu'à la conclusion de la Paix avec la Suede, il devoit être spécifié que ces Jugemens dureroient seulement d'une Diète à l'autre.

IX. Qu'il convenoit de déclarer, que ces mots *ad latus Regium*, s'entendoient de Varsovie & non de la Saxe.

X.

1716. X. Qu'il seroit inferé dans le Traité que les Accufateurs devoient être habitans du Royaume, afin qu'en cas de fausse accusation, ils pussent être punis.

XI. Qu'on se relâcherait de quelque chose par rapport à l'Article qui concernoit la Religion; ce que les Conféderez exigeoient sur les fortes instances des Non-Conformistes.

XII. Que l'affaire de Dantzic seroit renvoyée au jugement de la Diète.

XIII. Qu'on ne comprendroit point dans l'Amnistie, ceux qui n'y devoient point entrer; & qu'on en exclurroit sur tout ceux qui s'étoient exemptez de payer les Contributions aussi-bien que les Polonois qui avoient pris les armes contre la République.

XIV. Que les Troupes Confédérées pourroient exiger du Pays les deux quartiers qui leur avoient été accordez par la Confédération de Krastrotaw.

XV. Qu'on specifieroit expressément dans le Traité que le Palatin de

de Russie seroit remis en liberté, & qu'il comparoitroit en personne à la Diète. 1716.

XVI. Qu'on retrancheroit les éloges donnez à la Confédération de Sandomir.

XVII. Qu'aussi-tôt après la ratification du Traité, l'Armée passeroit sous l'obéissance des Généraux, & non sous celle de quelques Régimentaires; & qu'en cas de refus de la part des Généraux, leurs charges seroient déclarées vacantes.

XVIII. Qu'avant la ratification du Traité, on termineroit l'article qui concernoit la Religion, de même que l'affaire qui regardoit Mr. Lasciszewski.

Les Deputez ajoutèrent en présentant ces Articles que dès qu'on auroit donné aux Etats Conféderez la satisfaction qu'ils demandoient, ils ne tarderoient pas un moment à envoyer la ratification du Traité.

Comme on n'entendoit plus parler d'hostilité depuis quelque tems, & que les esprits devenus plus tranquilles, ne faisoient plus éclatter ces mar-

1716. marques d'animosité qui ne font qu'exciter le feu de la division, on regarda ces demandes des Deutez, comme les derniers soupirs de la Confédération expirante. Aussi les Plenipotentiaires du Roi, bien loin d'être allarmez de ce deluge d'articles, répondirent avec fermeté :

„ Que ces demandes renouvelloient  
 „ l'étonnement que les Conféderez  
 „ leur avoient souvent causé, en fai-  
 „ sant des difficultez sur des points  
 „ dont on étoit convenu; Qu'ils ne  
 „ pouvoient comprendre pourquoi  
 „ les Maréchaux de la Confédéra-  
 „ tion cherchoient à faire des chan-  
 „ gemens dans un Traité, dont il  
 „ n'y avoit pas un Article qui n'eût  
 „ été dressé de leur sù & avec leur  
 „ approbation; Qu'on avoit esperé  
 „ que les Conféderez suivroient l'ex-  
 „ emple du Roi, qui étoit inébran-  
 „ lable dans ses résolutions sincères  
 „ pour le bien public; Qu'ils réper-  
 „ toient que Sa Majesté ne pouvoit,  
 „ ni ne vouloit, permettre qu'on fit  
 „ aucun changement au Traité; par-  
 „ ce que l'on n'auroit jamais fini, si  
 „ l'on

„ l'on consentoit à changer les articles 1716.  
 „ suivant les divers sentimens d'un  
 „ chacun “.

Quoique les Deutez eussent paru assez contens de cette réponse, ils ne laissèrent pas d'insister encore sur quelques articles. Ils demandèrent par une Deputation, formée du Palatin de Podolie & du Staroste de Koral, qu'il plût au Roi de convoquer incessamment la Diète Générale; qu'il fit sortir au plûtôt du Royaume les Saxons & les Russiens; qu'on assignât une paye régulière aux Troupes de la Couronne, & qu'on rétablît les finances sur un meilleur pied. Mais le Roi qui voyoit désormais les choses trop avancées pour qu'on pût reculer, prit le parti de ne rien changer. Il répondit qu'il convoqueroit la Diète Générale dans un tems convenable, & qu'à l'égard des autres points, on les exécuteroit de la manière qu'il avoit été convenu dans le Traité.

Une réponse si ferme ne permettoit pas de croire que le Roi voulût écouter d'autres demandes. Cepen-

1716. dant durant tout le mois de Decembre en n'entendit parler que de nouvelles difficultez, soit de la part des Deputez, soit de celle des Conféderez, de leurs Marechaux, ou des Généraux de l'Armée de la Couronne & de Lithuanie. Le vingt-neuf de Decembre même, où tout paroiffoit d'accord, dans une audience solennelle que le Roi accorda aux Deputez des Conféderez, ils lui presenterent un Ecrit contenant les trois demandes suivantes :

Autres demandes.

I. Que comme les Troupes de la Couronne & celles du Grand Duché de Lithuanie rompoient leur Confédération, & qu'elles devoient rentrer sous les ordres de leurs Généraux, les Conféderez supplioient très instamment que ces Généraux fussent obligez de prêter le serment spécifié dans le Traité.

II. Que lorsque la Confédération des Troupes seroit rompuë, les Saxons & les Moscovites auroient à sortir aussi-tôt du Royaume.

III. Que la ratification du Traité seroit remise de part & d'autre, sans au-

SOUS AUGUSTE II. Liv. VII. 83  
aucun délai au Prince Dolgorouki, 1716.  
en qualité de Mediateur.

Comme ces trois points ne souffroient pas grande difficulté, le Roi les accorda. Il promit non seulement de ne point s'opposer à la prestation du Serment exigé des Généraux, mais même de la procurer. En effet il envoya le Sieur Steki à Praag pour exhorter de sa part les Généraux de la Couronne à se desister du refus dans lequel ils persistoient encore de prêter ce serment; & quant aux deux autres points, il assura que l'ordre pour la sortie des troupes Saxonnnes & Moscovites seroit expédié en même tems qu'on délivreroit les ratifications; & que dès que les Conféderez les auroient remises au Prince Mediateur, il en seroit fait autant de la part du Roi.

Au moyen de ces promesses il ne restoit plus aucun article contesté entre le Roi & les Conféderez; mais les Chefs de la Confédération n'étoient pas d'accord ensemble; leur desunion étoit même si grande, qu'Auguste fut obligé de leur prescrire un

Auguste  
les accor-  
de.

1717.

4 Janvier.

Desunion  
entre les  
Confédé-  
rez.

1717. terme pour declarer leur derniere résolution, touchant la paix ou la guerre; & d'un autre côté leur Maréchal Leduchowski fut contraint de les menacer qu'il alloit les abandonner & se démettre de sa Commission. Ces menaces eurent plus de force que les exhortations. Bien-tôt on vit les deux Généraux de l'Armée prêter le serment tant désiré, les Chefs de la Confédération ratifier le Traité & le Marechal Leduchowski prendre congé des Conféderez. On dit qu'il leur declara que si dans la suite les affaires du Royaume venoient à prendre un mauvais tour, les Conféderez ne pourroient en aucune façon l'en rendre responsable ni lui en imputer la faute, puis qu'il n'avoit jamais rien fait que ce qu'ils avoient eux-mêmes jugé être le plus convenable pour le bien public. Le Palatin de Cracovie au nom du Sénat; le Staroste Trawenstat au nom de la petite Pologne, le Staroste de Kowalkis au nom de la Grande Pologne & Monsieur Scipio au nom du Grand Duché de Lithuanie remercièrent le

le Marechal Leduchowski des soins qu'il avoit pris pour la réussite du Traité. 1717.

Il ne fut plus question alors que de se rendre à Varsovie pour faire ses soumissions au Roi, d'autant que ce Prince, après avoir reçu la nouvelle de la ratification du Traité, avoit ordonné la tenuë d'une Diète pour le premier de Fevrier.

L'échange des ratifications s'étoit fait le 30. de Janvier en presence des Ministres étrangers. Le 31. le Maréchal Leduchowski fit son entrée publique à Varsovie, accompagné des Principaux Conféderez au nombre d'environ cinq cens tous bien montez. Il alla descendre au Monastere des Bernardins, où il reçut un grand nombre de visites; & le lendemain sur les dix heures du matin, il se rendit avec une suite nombreuse au Château, où il trouva dans la grande Sale le Roi assis sur son Trône & environné des Senateurs.

On avoit donné à cette Assemblée le nom de Diète Générale des Etats du Royaume; & l'on y observa les

Echange  
des ratifi-  
cations.

Diète de  
Pacifica-  
tion.



1717. Ceremonies accoutumées dans les Diètes. La lecture du Traité y fut faite & la Confederation y fut déclarée rompuë. Le Grand Maréchal des Conféderez fit alors ses soumissions au Roi & remit aux pieds de Sa Majesté son bâton de Commandement. Il accompagna cette démarche d'un discours où il dit entre autres choses : Qu'il avoit toujours été fidele au Roi, & qu'il demeureroit pareillement fidele à l'avenir, pourvû qu'il plût à Sa Majesté de faire retirer les Troupes étrangères qui avoient causé tant de mal au Pays; de ne se servir desormais que des Troupes du Royaume, & de vouloir faire plus d'état de la Nation Polonoise qu'elle n'avoit fait par le passé.

Le Chancelier de la Couronne ayant répondu, que le Roi avoit une extrême joie de voir la paix & la concorde rétablies & qu'elle ne souhaitoit rien plus ardemment que d'effectuer ce que les Etats Conféderez avoient eux-mêmes stipulé dans le Traité de pacification, les deux Députez de l'Armée assurèrent le Roi  
de

de leur fidelité & le prièrent de vouloir bien rétablir une partie des Compagnies qui étoient congédiées par le Traité. Le Chancelier leur répondit que le Roi ne manqueroit point d'avancer un chacun selon ses merites. Après quoi Monsieur Leduchowski ayant pris la parole prononça un petit discours de conclusion, dans lequel il remercia Sa Majesté d'avoir accordé la Paix à la République & demanda la permission de le faire savoir à ses freres qui étoient restez chez eux & de les assurer que le Traité seroit religieusement observé. Le Chancelier ajouta au nom du Roi que Sa Majesté seroit la premiere à donner un bon exemple, & qu'elle regleroit toutes choses pour le plus grand bien de la République.

D'ordinaire les Diètes ne durent pas moins de six semaines : Celle-ci fut terminée en six heures de tems. La lecture du Traité & les soumissions des Conféderez en étoient l'objet. Ces deux choses étant faites, le Marechal, les Senateurs & la Noblesse furent admis à baiser la main du Roi,  
F 4 &

Elle est terminée en six heures.

1717. & ensuite ils accompagnerent Sa Majesté à la Grande Eglise, où le *Te Deum* fut chanté en actions de grâces, au bruit des salves de Canon, & le soir il y eut des jouissances & des illuminations dans toute la Ville.

Telle fut la conclusion de cette grande affaire: ouvrage d'autant plus épineux qu'il s'agissoit de calmer les craintes d'une République jalouse de sa liberté, & d'obliger un Monarque à se conformer aux Traités qu'il avoit faits avec ses Peuples. Les Négociations n'ayant pû avoir aucune issue favorable, le Roi & les Sujets en étoient venus à une rupture ouverte, qui mit plus d'une fois le premier à la veille de descendre une seconde fois du Trône, & ceux-ci en danger de voir la ruine entière de leur Patrie. Il n'y eut que la force étrangère qui put éteindre le feu de ces divisions. Peut être la Providence le permit-elle pour faire perdre à Auguste l'avantage qu'il prétendoit avoir sur Stanislas.

Les Saxons  
sortent du  
Royaume.

Quoiqu'il en soit, Auguste tranquille sur le Trône, parut vouloir  
em-

employer tous ses soins pour affermir la paix qui venoit d'être établie avec tant de peine. Dès le jour même de la Diète il fit expédier des Lettres circulaires pour la sortie des Troupes Saxonnes qui se mirent en marche le lendemain. Peu de tems après il fit de fortes instances auprès du Prince Dolgorouki pour faire retirer les troupes Russiennes, & la réponse qu'il en reçut, fit espérer que la Nation n'auroit pas à se plaindre de ce côté-là. En voyant l'exécution du Traité commencée de bonne foi, on se flattoit que le reste ne souffriroit pas plus de difficulté. Mais on ne faisoit pas attention que le Czar étoit habile à trouver des défauts pour éluder l'accomplissement de ses promesses & que parmi la Noblesse Polonoise, il y avoit des esprits inquiets, qui n'avoient renoncé ni à leur jalousie, ni à leur avarice.

Quelques Seigneurs mécontents de ce que l'on avoit cassé un certain nombre de Compagnies, s'avisèrent de loger sur leurs terres les Soldats congédiez & de les entretenir à leur dépens;

1717. pens; & bien-tôt ces premières éteintes prennent tellement vigueur qu'elles font craindre un embrasement: On apprit qu'il se formoit de nouveau une sorte de Confédération, & que l'on commençoit à exiger des espèces de contributions. Pour arrêter ces desordres, le Roi se crut obligé d'écrire au Général Sieniawski, qu'il eût à faire arrêter les Soldats congédiés qui rodoient dans le Pays, de même que ceux qu'il trouveroit cantonnés sur les terres des Seigneurs mécontents. En conséquence de ces ordres plusieurs Soldats furent arrêtés, ainsi que quelques-uns de leurs Chefs que l'on conduisit à Varsovie, pour leur faire leur procès.

Sevérité à cette occasion.

Le dessein étoit de faire un exemple, qui fût capable d'arrêter de pareilles entreprises que l'espérance de l'impunité sembloit favoriser. On s'attaqua à un Colonel de Dragons nommé Overbeck, qui avoit eu l'imprudence de se joindre aux Mécontents. L'affaire fut portée au Conseil de guerre & par la sentence il fut condamné à être arquebusé. L'exécution qui

qui fut remise au lendemain donna lieu d'espérer que l'on obtiendrait sa 1717. grace; mais ce délai n'avoit été ménagé, que pour mieux faire éclater la fermeté du Roi. Envain plusieurs Seigneurs & Dames de la première qualité employèrent les sollicitations les plus pressantes: Auguste fut inexorable. Le temeraire Overbeck subit toute la rigueur de sa sentence. On le mit dans un carosse, accompagné de l'Auditeur, d'un Prêtre & d'un Major, & on le conduisit derrière l'Arsenal, où étoit dressé l'Echaffaut. L'Auditeur ayant lu sa sentence, quatre Officiers subalternes lui déchargèrent chacun un coup de Mousqueton; & comme il parut donner encore quelques marques de vie, le Major qui l'avoit accompagné lui tira un dernier coup dont il mourut. Son corps fut mis aussi-tôt dans un cercueil & enterré dans le Cimetière public.

Cet exemple de sévérité eut l'effet qu'on en avoit attendu. Les Mécontents semblerent se tourner entièrement au maintien de la tranquillité: le

La tranquillité se rétablit.

1717. le souvenir des malheurs précédens y contribua; mais plus encore le séjour des Troupes Russiennes en Pologne. D'abord le Prince Dolgorouki avoit allegué la rigueur de la saison, pour se dispenser de les faire sortir du Royaume: il trouva ensuite dans ces premiers troubles un pretexte pour les retenir. Quelques-uns soupçonnerent même Auguste d'être d'intelligence à cet égard avec le Czar, & de vouloir au défaut des Saxons, appuyer son pouvoir de la presence des Moscovites. Le voyage qu'il fit en Saxe & le tems considerable qu'il y demeura, fomentoient ces soupçons. On crut qu'il se tenoit éloigné du Royaume pour être moins importuné des plaintes de la Nation.

Cependant la Noblesse étoit si mécontente des contributions que les Moscovites continuoient à lever, qu'on fut à la veille de voir éclore une nouvelle Confédération. Les assurances que le Prince Dolgorouki donnoit de rappeler au plutôt ces troupes, les exhortations du Primat, & celles de Mr. Leduchowski, arrê-

terent

tèrent pour quelque tems les plaintes. 1717. Mais comme on ne voyoit aucun effet de ces promesses, on prit le parti de s'adresser directement au Czar: on lui envoya à Paris le Staroste de Coponitz, qui après de grandes difficultés, obtint un ordre du Czar pour la sortie de ses Troupes. L'ordre étoit datté du 18. Mai. Le Czar y confirmoit tous les ordres & commandemens qu'il avoit déjà donnez à ce sujet: il enjoignoit au Velt-Marechal Czeremethow de faire marcher ses troupes le plutôt qu'il seroit possible vers les frontieres, observant néanmoins un bon ordre pendant la marche; afin que les peuples n'en souffrissent aucun dommage. „ Pour cet effet, ajoutoit-il, il est nécessaire que vous agissiez de concert avec les Commissaires de la République, & que vous regiez avec eux la route par où la marche se pourra faire plus commodement. „ Enfin il ordonnoit de ne point mettre ses troupes en quartiers sur les terres de la Noblesse, ni dans les Villes, Bourgs ou villages, mais de les faire

Ordres du Czar pour la sortie de ses Troupes.

1717. faire camper & marcher en deux ou trois Colonnes pour la commodité des habitans.

Ces ordres demeurent sans effet.

Des ordres auffi precis, les promesses des Ministres du Czar & les paroles que donnoit à tous momens le Prince Dolgorouki ; tout cela ne permettoit pas de douter qu'on ne vît au premier jour les Moscovites évacuer les terres de la République. Mais le Czar & ses Ministres à son exemple ne regardoient guere les paroles qu'ils donnoient, que comme des expediens propres à le tirer d'embaras & à amuser ceux à qui ils avoient à faire. On eut lieu de se le persuader, lors qu'on vit publier en Pologne une Lettre du Czar dans la quelle il disoit, qu'il étoit obligé de laisser le Général Bauer en Pologne, parce qu'il avoit vû qu'aussi-tôt que les Saxons avoient été hors du Royaume il s'y étoit formé une nouvelle Confédération. Par grace néanmoins, il disoit que le Velt-Marechal Czeremethow se retireroit avec quelques Bataillons.

Dans une autre Lettre qui parut à peu

peu près dans le même tems ce Prince trouvoit une nouvelle défaite : 1717.

» Ne pouvant, disoit-il, abandonner les interêts de la Duchesse  
 » Douairière de Courlande le jour de mes troupes est encore  
 » nécessaire en Pologne. Cependant, ajoutoit-il, si le Roi & la  
 » République, veulent employer leur autorité, pour forcer le Duc  
 » Ferdinand à payer à la Duchesse  
 » Douairière les arrerages qui lui  
 » sont dus, & à restituer la dot de  
 » cette Princesse, je consens à faire  
 » retirer mes troupes des Places  
 » qu'elles occupent “.

On fut étonné après cela, en apprenant que le Velt-Marechal Czeremethow s'étoit mis en marche pour sortir du Royaume. Cette démarche renouvela dans les esprits les esperances que l'on avoit tant de fois conquises de se voir delivré des troupes étrangères. Mais on s'abusoit beaucoup. Cette démarche cachoit un dessein d'intimider la Ville de Dantzic en s'approchant de son territoire, &

1717. & de la reduire à faire ce que le Czar exigeoit d'elle.

La Ville de Dantzic inquiétée par le Czar.

Dès l'année précédente ce Prince avoit cherché à lui faire une querelle. Il avoit supposé que pendant tout le tems de la guerre elle avoit donné une infinité de preuves de sa partialité pour la Suede, & oublié jusqu'au respect dû aux têtes Couronnées qui avoient la guerre contre les Suedois. Par grandeur d'ame, disoient les Ministres du Czar, nôtre maître méprisant les injures impuissantes des Inférieurs se contente de vouloir ramener la Ville de Dantzic à son devoir : Membre de la République de Pologne, elle ne peut s'exempter sans injustice de prendre le parti que tout le Corps de la République a pris, de concourir au soutien de ses Alliez & de rompre tout commerce avec ses ennemis. En conséquence le Czar avoit demandé que la Regence, pour les intérêts communs de l'alliance du Nord, rompît tout commerce avec la Suede, & s'en déclarât ouvertement l'Ennemie par l'équipement de quatre

quatre Armateurs contre cette Couronne, faute de quoi il la regarderoit comme ennemie & agiroit contre elle en cette qualité. 1717.

En vain la Régence pour arrêter les plaintes du Czar, avoit offert d'armer quatre frégattes & de les mettre en mer pour courir sur les Vaisseaux Suedois, ces offres ne furent point regardées comme une satisfaction. Le Czar même n'insista plus sur cet Armement, d'abord qu'il le vit consenti. C'étoit une somme d'argent qu'il vouloit, & même il fit insinuer qu'il souhaitoit que cette somme lui fût offerte volontairement. Ce fut pour hâter cette sorte de satisfaction que le Général Czeremethow eut ordre d'entrer sur le territoire de Dantzic. Enfin par le Conseil des Etats Généraux des Provinces-Unies les Magistrats chercherent à desabuser le Czar des mauvaises impressions qu'il avoit conçûes contre leur Ville. Ils en vinrent à bout moyennant une somme de cent cinquante mille rixdales qui fut payée comptant & une promesse de fournir trois frégates aux

Somme d'argent qu'elle est contrainte de lui payer.

1717. Moscovites. A ces conditions le Czar fit retirer ses troupes & promit de ne plus inquiéter la Ville de Dantzig.

Dans la supposition même que la Ville de Dantzig fût membre de la Pologne, on regarda cette démarche des Moscovites comme partant d'un fond d'avarice & d'un esprit qui ne respiroit que la violence : Des Etrangers ne devoient pas se mêler des affaires d'un Pays qui n'étoit point de leur dependance. C'en étoit assez pour faire ouvrir les yeux à la République de Pologne & lui faire prévoir d'autres suites plus fâcheuses contre ses libertez. Mais le souvenir des maux que les Polonois avoient soufferts, les forçoit à souffrir les plus criantes injustices. Ils étoient réduits à tourner les yeux sur les besoins de leurs Provinces, & à travailler pour obtenir la retraite des Troupes Etrangères.

1718. Pendant qu'on prenoit ces mesures, on vit arriver à Varsovie Mustafa Thoiliski Aga, Ambassadeur de la Porte Ottomane, Auguste qui étoit

Ambassadeur de la Porte à Varsovie.

1718. étoit toujours à Dresde eut la pensée d'y donner audience à cet Ambassadeur. Mais plusieurs Grands du Royaume ayant fait connoître que ce Ministre étant envoyé au Roi & à la République, il n'étoit nullement convenable de lui donner audience dans un lieu qui étoit étranger, soit par rapport à la personne de Sa Majesté comme Roi, soit par rapport à la République; Auguste se détermina à se rendre au Château de Reussen, qui est sur les terres de Pologne, afin d'y écouter les propositions de la Porte.

L'Ambassadeur Turc s'étant rendu à Reussen le 4. de Juin, fut introduit le même jour à l'audience du Roi à qui il présenta une lettre du Sultan son Maître. Sa Hauteffe y declaroit que la guerre qu'elle avoit avec l'Empereur, paroissant tendre à une pacification prochaine, à la faveur de la Mediation des Ambassadeurs d'Angleterre & de Hollande, & même s'il étoit besoin par l'entremise de l'Ambassadeur de France; & que d'un autre côté ayant appelé à la Porte le Roi François Ragotzki, épousé

Le Roi lui donne audience.

1718. ses intérêts & reconnu la justice de ses droits, Elle se trouvoit obligée de soutenir le prétentions de ce Prince pour le remettre en grace avec l'Empereur & pour lui faire restituer ses Etats. Elle ajoutoit que comme il n'étoit pas moins de l'intérêt du Roi de Pologne de penser dans une pareille conjoncture à faire insérer ses prétentions dans le Traité qui alloit se conclure & à faire rétablir Ragotzki dans ses Etats, Elle sollicitoit Sa Majesté d'accepter la médiation qu'Elle lui offroit pareillement, dans la persuasion que son équité naturelle lui suggereroit aisément les moyens de terminer heureusement cette Négociation. Cette Lettre finissoit en demandant que de part & d'autre on veillât à la sûreté des Marchands qui trafiquoient dans les deux Etats.

Reponse  
faite à ses  
demandes.

Le Grand Chancelier de la Couronne répondit au nom du Roi que Sa Majesté souhaitoit que les Négociations de Paix entre l'Empereur & Sa Hautesse pussent avoir un heureux succès; qu'Elle auroit soin d'informer l'Ambassadeur Turc des résolutions qui seroient

1718. roient prises par la Diète Générale de Grodno, touchant les demandes du Sultan son Maître, qu'il pouvoit s'assurer qu'on protégeroit les Marchands de Turquie qui viendroient négocier en Pologne; mais que Sa Majesté & la République avoient à se plaindre des infractions faites au Traité de Carlowits par les fortifications de Bender, de Choczim & de quelques autres Places; & qu'on souhaitoit fort qu'il fût inséré dans le nouveau Traité un Article, par lequel il seroit stipulé que les Fortifications de ces Places seroient rasées.

Cet Ambassadeur n'attendit pas que l'on eût délibéré sur les propositions dont il étoit chargé. Il partit pour la Turquie presque aussi-tôt qu'il eût été admis à l'audience; mais il fut en même tems relevé par Ahlim Mehemet Envoyé du Grand Seigneur, qui eut sa première audience du Roi le 17. d'Août: Il parut par son Discours qu'il n'étoit chargé que de la même Commission dont son Prédécesseur s'étoit acquitté à Reussen.

Il est relevé par  
Ahlim  
Mehemet.

Auguste s'étoit rendu en Pologne pour

Diète de  
Grodno.



1718. pour se trouver à la Diète de Grodno. L'ouverture s'en fit le trois d'Octobre. Dès la première séance la plupart des Deputez declarerent qu'ils étoient chargez par leurs Instructions de faire instance avant toutes choses sur le départ des troupes Moscovites, parce qu'il étoit contraire à la dignité de la République, qu'il se fît des délibérations, tant que les Troupes étrangères resteroient dans le Pays. Ils ajouterent qu'avant toutes choses il falloit faire une Députation au Roi pour lui demander s'il savoit quelque moyen pour remédier à ce mal.

Tous les autres Deputez avoient de pareilles Instructions: ils jugerent néanmoins qu'on devoit commencer par l'Élection d'un Maréchal; ce qui passa à la pluralité des voix. Après quelques débats les suffrages se réunirent en faveur du Comte Zawisza. Mais on convint que le premier article sur lequel on traiteroit seroit l'évacuation des troupes Moscovites.

Flemming On ne soupçonnoit plus Auguste de

de vouloir que les Moscovites restassent dans le Royaume. Fleming le plus défiant de tous les Ministres avoit pénétré une partie des vastes projets que formoient le Czar & le Roi de Suede, en négociant leur paix dans l'Isle d'Aland. Il voyoit le Czar se liguier avec son ancien Ennemi, pour se rendre maître de tout le Nord, pour mettre le Chevalier de St. Georges fils de Jacques II. sur le Thrône de la Grande-Bretagne, pour attaquer le Roi d'Angleterre dans ses Etats de Hanover & sur-tout dans les Duchez de Brême & de Werden, & pour forcer le Roi de Prusse à rendre tout ce qu'il avoit pris sur les Suedois.

Flemming avoit soupçonné que cette ligue cachoit un dessein formé de remettre le Roi Stanislas aux prises avec le Roi Auguste. Il n'en douta plus quand il apprit que Charles XII. demandoit hautement à l'Empereur l'exécution du Traité d'Alt-Ranstad. Pour parer le coup, il chercha à faire enlever le Roi Stanislas dans le Duché de Deux-Ponts & à le

1718.

penetre les  
desseins du  
Czar & du  
Roi de  
Suede.

1718  
de  
1718  
1718  
1718

De quelle  
maniere il  
cherche à  
les preven-  
ir.

1718. faire conduire prisonnier à Dresde. Un de ces François, qui quand la fortune leur tourne le dos dans leur Patrie, vont la chercher dans les Pays étrangers, se chargea de l'entreprise. Son nom étoit Sciffan. Il s'associe de trente Officiers François, gens determinez & qui comme lui étoient au service du Roi Auguste : il se rend dans le Duché de deux Ponts, dispose ses hommes & s'assure de ses relais. Mais le complot fut découvert la veille de l'exécution; desorte qu'il ne resta à Flemming que le regret d'avoir travaillé à faire éclater la moderation & la générosité du Rival de son maître; car Stanislas au lieu de punir les Conjurez, se contenta de leur faire connoître leur faute & donna même à quelques-uns de l'argent pour se conduire.

La difficulté n'étoit donc plus que de trouver les moyens de faire sortir les Moscovites. Il eût été inutile de se flatter de pouvoir rien obtenir par les voies de douceur; & on ne voyoit pas trop de sûreté à recourir à une Déclaration de guerre. Le par-

Le complot pour enlever le Roi Stanislas échoué.

ti que prit la Diète fut de consulter le Roi. Lorsque les Membres de la Diète furent admis à baiser la main de Sa Majesté, le Maréchal lui déclara que la Chambre des Nonces ne pouvoit continuer ses délibérations, que préalablement on ne fût convenu des moyens pour procurer cette fortune. A quoi le Grand Chancelier de la Couronne répondit : que le Roi avoit fait plusieurs instances auprès du Czar, & sollicité diverses Cours de l'Europe pour le même sujet; & que Sa Majesté étoit encore disposée à concourir avec la République pour parvenir à une fin si désirable; que pour cet effet elle leur recommandoit toute la diligence possible, tant par rapport à cette affaire, que par rapport à celles sur lesquelles le Roi souhaitoit qu'on délibérât. Ces dernières étoient au nombre de dix :

I. La confirmation & l'exécution de tout ce qui avoit été résolu dans la dernière Diète de Varsovie.

II. Le payement régulier des Troupes, suivant le dernier règlement.

1718.

La Diète consulte le Roi.

Reponse qu'elle devoit.

1718. III. Le payement des arrearages dus aux Officiers de l'Armée.

IV. L'établissement d'un nouveau fonds pour la liquidation de ces arrearages, pour la réparation des fortresses sur les frontieres, pour l'entretien des Arsenaux & de l'Artillerie, pour le rachat d'Elbing & de certaines tapisseries engagées & appartenantes à la Couronne: Enfin pour rendre la Vistule & le Saan navigables, sur-tout dans un endroit de la Prusse, où cette derniere riviere est dangereuse.

V. La reformation de plusieurs abus qui s'étoient introduits.

VI. La reduction des especes d'argent à leur valeur intrinsèque; la suppression de la petite monnoie de cuivre; la nécessité de battre de nouvelles especes, & de travailler pour cet effet aux mines d'argent qui sont dans le Royaume.

VII. La réparation des Magasins publics.

VIII. La prohibition pour la sortie des laines hors du Royaume, & l'établissement des Manufactures pour

pour les draps & autres étoffes. 1718.

IX. Le rétablissement des biens appartenans à la table Royale.

X. L'accommodement des anciens differens avec la Cour de Rome, touchant le droit de patronage.

De son côté le Primat proposa divers autres points sur lesquels la Diète avoit à delibérer. Il dit entre autres, qu'il falloit envoyer une Députation à la Porte Ottomane pour y demander la demolition de Choczim & l'exécution de ses promesses; qu'il falloit s'accommoder avec la Cour de Prusse au sujet du titre de Roi, si quelqu'un venoit de sa part à la Diète avec des propositions raisonnables; qu'on devoit confirmer les droits de la République à l'égard de la Courlande; qu'on devoit demander au Roi qu'il protegât les Villes du Royaume, afin qu'il ne fût plus fait d'infractions à leurs privileges; que quoique le Traité & la dernière Diète de Varsovie dussent être regardez comme la source du rétablissement de la Paix, cependant comme on n'y avoit pas observé les principales for-

Points proposés à la Diète par le Primat.

mali-

1718. malitez usitées dans les Diètes, il étoit nécessaire de prendre des mesures dans celle-ci pour que la même chose n'arrivât plus à l'avenir; que comme plusieurs Gentilshommes recevoient sur leurs terres des gens qui n'étoient pas Catholiques, la Diète devoit y remédier & régler qu'on poursuivroit ceux qui seroient coupables à cet égard; qu'il convenoit de défendre par une loi publique les brigues qui se faisoient dans l'Élection des Députés pour les Tribunaux & autres Juges du Pays; & qu'on devoit prévenir l'augmentation des Juifs, tant en ne recevant plus de Colonies de ces gens-là, qu'en empêchant l'augmentation des anciennes.

Quelque importans que fussent tous ces points, ils ne firent point perdre de vûe l'objet principal que s'étoit fait la Diète. Le Primat lui-même déclara qu'il falloit absolument faire de nouvelles instances pour procurer la sortie des Russiens; qu'il falloit agir, soit par lettres, soit par une Ambassade au Czar; & qu'en cas que les représentations ne fussent d'aucun effet,

1718. effet, on ne pouvoit s'empêcher de prendre la résolution de convoquer l'Arriere-Ban. Il fut aussi d'avis de s'adresser en même tems aux Cours étrangères pour les prier d'agir auprès du Czar à cet égard; & que pour mieux empêcher l'entrée d'un plus grand nombre de Moscovites dans le Royaume, il falloit mieux veiller sur les frontieres qu'on n'avoit fait par le passé.

L'Evêque de Cujavie dit que sans attendre la fin de la Diète, ni la convocation de l'Arriere-Ban, on devoit seulement deputer quelqu'un vers le Czar avec des Lettres des Etats de la République pour lui demander :

- I. S'il vouloit retirer les Troupes qu'il avoit introduites sur les terres de Pologne directement contre les Traitez :
- II. S'il étoit dans l'intention de rester dans l'Alliance qu'il avoit avec la République, comme la République de son côté étoit resoluë d'y rester. Il ajouta qu'il approuvoit qu'on envoyât ensuite une Ambassade au Czar; mais que cette Ambassade devoit avoir prin-

Propositions de l'Evêque de Cujavie.

1718. principalement pour but la restitution de la Livonie, la renonciation du Czar à ses prétentions sur la Courlande, le maintien des alliances, le paiement de plusieurs millions qu'il avoit promis à la République & la restitution des Canons pris dans la Forteresse de Bialocerkiew.

Expès  
envoyé au  
Czar par  
la Diète.

Boqof  
eb 2001  
2002  
2003

Les autres Evêques, les Senateurs feculiers & tous les Nonces s'étant conformez à ces avis, la Diète prit la résolution d'envoyer un Expès au Czar, avec des lettres par lesquelles elle declaroit, que si Sa Majesté Czarienne ne retiroit pas ses Troupes des terres de la Pologne, le Roi & la République se trouveroient obligez de repousser la force par la force. Comme cette affaire étoit celle qui intéressoit le plus la Diète, plusieurs Nonces furent d'avis de suspendre les délibérations jusqu'au retour de l'Expès: d'autres vouloient qu'au cas que la réponse du Czar n'arrivât pas avant la fin de la Diète, on fixât un jour où les Membres qui la composoient se rassembleroient sous

sous le même Marechal pour prendre une résolution finale. La démarche que fit le Nonce d'Oczan décida: il protesta contre les deliberations que l'on feroit, se retira & ôta ainsi à la Diète son activité. 1718.

Outre la résolution de dépêcher un Expès au Czar, la Diète étoit convenüe de quelques autres points. Les principaux étoient: 1. La Ratification du Traité de Varsovie & de la Diète qui s'y étoit tenuë en consequence: 2. La Convocation de l'Arriere-Ban, si le Roi le jugeoit nécessaire pour le bien public: 3. Le renouvellement des assurances de la liberté pour donner sa voix dans les Diètes tant générales que particulieres.

Points sur  
lesquels  
elle prend  
des résolu-  
tions.

Dans une des premieres séances de la Diète, le Marechal avoit déclaré que le Roi se plaignoit de certains discours que le Prince Dolgorouki avoit tenus en presence de diverses personnes; que ces discours tendoient à semer de la mesintelligence & de la discorde entre le Roi & les Etats de

Plaintes  
contre le  
Prince  
Dolgorou-  
ki.

1718. de la République; & que Sa Majesté souhaitoit que les Nonces envoyassent une Députation au Prince, pour lui demander les raisons qui l'avoient pû porter à tenir un pareil langage. Chacun fut d'avis de donner cette satisfaction au Roi. Sur le champ on nomma six Députez; savoir deux de la Grande-Pologne, deux de la Petite-Pologne, deux du Grand Duché de Lithuanie; & le Roi ayant été prié par le Maréchal de la Diète de nommer quelques Sénateurs qui se mettroient à la tête de la Députation, Sa Majesté nomma le Prince Wisniowieski Palatin de Cracovie, le Palatin de Kalisz, & le Palatin de Trisk.

Deputez nommez pour lui demander une Explication.

Le Roi lui refuse audience.

Informé de cette Députation, le Prince Dolgorouki crut devoir la prévenir. Il se rendit à la Cour le 16. d'Octobre & demanda une audience du Roi. Elle lui fut refusée. Cependant les Députez nommez pour lui demander une explication sur les discours qu'il avoit tenus, l'ayant rencontré, lui proposèrent d'entrer en

en Conférence sur cette matiere. Il 1718. y consentit; & il fut convenu que la Conférence se tiendroit dans la Maison des Jesuites. On s'y rendit; & les Députez demanderent au Prince qu'il voulût s'expliquer sur ce qu'il avoit dit devant plusieurs personnes; savoir: *Que le Roi avoit dessein d'opprimer la liberté de la République & de faire entrer quarante mille Impériaux dans le Royaume.*

Ses réponses aux Députez.

La réponse du Prince ayant été qu'il n'avoit jamais dit, ni pensé que le Roi eût un pareil dessein, & que son intention n'avoit jamais été de causer aucune mesintelligence entre le Roi & les Etats; les Députez ajouterent qu'il avoit invité chez lui plusieurs personnes & même quelques-uns de ceux qui étoient presens, lors qu'il avoit tenu ces discours, & que de plus il avoit promis de leur révéler plusieurs autres choses sur le même sujet. Mais le Prince nia qu'il eût invité personne à se rendre chez lui; Et quand un des Deputez voulut lui soutenir, qu'il l'avoit invité lui-même:

Tome IV.

H

Eh!

1718. „ Eh ! comment cela seroit-il, re-  
 „ pliqua le Prince, je ne vous con-  
 „ nois pas, & je ne vous ai jamais  
 „ vû ? “ Les Deputez lui demande-  
 rent ensuite de procurer la sortie des  
 Troupes Moscovites ; mais il déclara  
 que cette sortie ne dépendoit pas  
 de lui & que c'étoit au Czar qu'il fal-  
 loit s'adresser.

Demandes  
 qu'il fait.

A son tour le Prince demanda que  
 la République approuvât la Conven-  
 tion que le Czar avoit faite avec la  
 Ville de Dantzic & par laquelle cette  
 Ville s'étoit engagée d'armer trois  
 Frégates pour courir sur les Vais-  
 seaux Suedois. Mais on lui fit en-  
 tendre que Dantzic étant une Ville  
 dépendante de la République, elle n'a-  
 voit pû faire de convention à son in-  
 sçu, & qu'ainsi on ne pouvoit ni ne  
 vouloit l'approuver.

Mort de  
 Charles  
 XII.

On oublia aisément ces petits dé-  
 melez pour penser à des choses plus  
 sérieuses. La Mort de Charles XII.  
 Roi de Suede faisoit changer toute la  
 face des affaires dans le Nord. Ce  
 Prince qui à son retour de Turquie  
 s'étoit

s'étoit enfermé dans Stralsund, l'avoit 1718.  
 défendue en personne avec sa valeur  
 ordinaire, en étoit sorti secrètement  
 sur une petite Fregate deux jours  
 avant que la Place capitulât, & étoit  
 repassé en Suede, où il avoit formé  
 de nouveaux projets. Peu effrayé du  
 danger de voir au premier jour les  
 Moscovites, les Danois, les Prussiens  
 les Saxons, & les Anglois mêmes, faire  
 descente en Suede & inonder ses Pro-  
 vinces, il étoit en Norwege au mois  
 de Mars 1716. à la tête de vingt mil-  
 le hommes & y avoit passé au fil de  
 l'épée plus de dix-mille Danois. La  
 disette des vivres l'obligea de retour-  
 ner en Suede, où résolu d'acheter la  
 paix du Czar à quelque prix que ce  
 fût, il commença de negocier avec ce  
 Prince une Ligue, qui tendoit à une  
 des plus grandes révolutions qui se  
 soient jamais vûes. La conquête de  
 la Norwege en devoit être le prelude.  
 Charles y passa pour la seconde fois  
 en 1718. au mois d'Octobre : il comp-  
 toit la foudre en six mois de tems.  
 Malgré la rigueur de la saison, il en-  
 treprit

1718. treprit, le Siege de Friderikshall, où le 11. Decembre, visitant la tranchée sur les neuf heures du soir, une balle qui pesoit à ce qu'on dit une demi-livre, l'ayant atteint à la temple droite, termina ses jours, & mit fin à toutes ses grandes entreprises.

*Fin du Livre Septième.*



HIS-



HISTOIRE  
DE  
POLOGNE  
SOUS LE REGNE  
D'AUGUSTE II.

LIVRE VIII.



Près la mort de Charles XII. Ulrique Eléonore sa sœur, qui lui succeda, ne songea qu'à acheter la paix aux conditions les moins onereuses qu'elle pourroit obtenir. Celles qui avoient été convenues dans l'isle d'Ahland entre les Plenipotentiaires de Suede & de Moscovie, ne pouvoient plus subsister. Flatté de ses grandes idées

1719.

*Situation des affaires en Suede.*

H 3

Char.



1719. Charles avoit cédé au Czar la Livonie avec une partie de l'Ingrie & de la Carelie. La cession de ces Provinces parut trop humiliante. La Reine & son Conseil, qui ne trouvoient pas dans l'Alliance du Czar tous les avantages que Charles s'en étoit promis, refuserent d'acheter la paix à un si haut prix. La guerre recommença entre les deux Nations; le Czar se proposa d'attaquer la Suede avec tant de vigueur, qu'elle seroit obligée d'accepter les conditions qu'il vouloit lui imposer; & par une suite naturelle de ce dessein il prit le parti de demeurer en Alliance avec le Roi Auguste, que deux jours auparavant il cherchoit à détrôner.

Le Czar demeure en alliance avec Auguste.

Sa Lettre à la Diète de Grodno.

On ne connut point ce changement par la lettre que ce Prince donna à l'Exprès, que la Diète de Grodno lui avoit dépêché; car cette Lettre étoit antérieure à la mort de Charles XII. Il y déclaroit à la vérité qu'il n'avoit laissé si long-tems ses troupes en Pologne, que parce que la Ville de Dantzic n'avoit pas encore mis en mer les trois Fregattes qu'elle avoit

avoit promis de fournir: que néanmoins il ne prétendoit point s'opposer à la demande du Roi & de la République, ni donner lieu à aucune mésintelligence; qu'au contraire il vouloit observer religieusement les conventions qui avoient été faites avec la République & que pour en donner des preuves certaines, il envoyoit des ordres au Prince Dolgorouki, pour faire sortir incessamment ses troupes du Royaume, le Roi ni la République n'ayant plus besoin de ce secours contre leurs ennemis. Mais on savoit que toutes ces promesses ne tendoient qu'à amuser les Polonois.

On fut réduit à feindre d'ignorer tout ce que le Czar négocioit de contraire aux intérêts du Roi & de la République de Pologne dans l'Isle d'Ahland. On ne songea qu'à hâter l'exécution des ordres pour la sortie de ses troupes. L'Evêque de Cujavie & un Ministre d'Etat furent chargez d'agir auprès du Prince Dolgorouki, de qui ils obtinrent la délivrance de l'ordre du Czar au Général Moscovi-

On feint de ne pas connoître ses desseins.

1719. te pour évacuer le Royaume. L'ordre étoit conçu dans ces termes.

Ordre du Czar pour la sortie de ses troupes.

*Lorsque le présent ordre vous aura été envoyé de notre part par le Prince Dolgorouki, notre Ambassadeur Extraordinaire & Plénipotentiaire, qui se trouve à la Cour du Roi de Pologne, & qui doit aussi vous écrire dans quel tems vous sortirez avec votre Division, notre volonté est que vous suiviez nos ordres sans aucun délai & que vous fassiez observer une exacte discipline à vos troupes dans leur retraite, afin que les Peuples n'ayent aucun sujet de se plaindre. Donné à St. Petersbourg le 20. Novembre 1718.*

Quelque précis que fussent ces ordres, ils n'en furent pas plus ponctuellement exécutés. Le Czar qui avoit sujet de croire qu'on avoit découvert une bonne partie de ses menées, craignit que si la Pologne étoit une fois évacuée, Auguste ne se liguât à son tour contre la Suede. Il chercha à amuser les Polonois. Il fit demander par le Prince Dolgorouki, que la Ville de Dantzig lui fournît les trois fregates qu'elle lui avoit promises; &

Il cherche à amuser les Polonois par de nouvelles demandes.

pour

pour embrouiller davantage les choses, il proposa une nomination provisionnelle pour la succession au Duché de Courlande, nomination déjà convenüe entre le Czar & le Roi de Prusse.

1719.

Le Roi ni la République ne pouvoient consentir, que la Ville de Dantzig fournit les trois fregates demandées par le Czar, parce que dans les Traitez qu'on avoit faits avec ce Prince, on ne s'étoit point engagé de fournir aucun armement naval, mais seulement des secours par terre; outre que l'on savoit qu'il avoit déjà tiré des contributions extraordinaires de cette Ville: & quant à la Courlande, personne n'en pouvoit disposer pendant la vie du Duc Ferdinand, encore moins après sa mort, puisque ce Duché devoit retourner à la Pologne, en vertu d'une Constitution faite en 1589. du consentement de la Noblesse de Courlande.

Raisons qu'on a de les rejeter.

A peine avoit-on fait ces réponses, que le Czar chercha une nouvelle détermination. Il écrivit au Primat qu'il avoit été informé, que le Roi étoit entré

Autre détermination faite du Czar.

H 5

en

1719. en alliance contre lui avec quelques autres Puissances; ce qui étoit contraire aux Traitez conclus entre la Moscovie & la Pologne. Il prioit le Primat de vouloir lui découvrir tout ce qui avoit été négocié par le Comte de Flemming à la Cour Impériale, & cependant de tâcher de disposer le Roi à faire en sorte que cette alliance n'eût point lieu. Il écrivit aussi au Roi, qui s'étoit rendu en Saxe, où les préparatifs du Mariage du Prince Electoral avec l'Archiduchesse fille aînée de l'Empereur Joseph l'avoient appelé.

Auguste  
lui répond  
vivement.

Auguste à qui l'alliance de l'Empereur commençoit à relever le cœur, & qui ne cherchoit plus qu'à sortir de dessous la tutèle du Czar, répondit à ce Prince d'une manière assez vive. Après s'être plaint de ce que la lettre qu'il lui avoit écrite, avoit été répandue dans toute la Pologne à dessein de semer des sentimens de haine & de division dans l'esprit des Membres de la République; il disoit que s'il étoit entré en alliance avec l'Empereur & le Roi de la Gran-

Grande-Bretagne, il ne l'avoit point fait pour rendre la Couronne de Pologne Héréditaire dans sa famille, comme la Lettre en question l'insinuoit, mais uniquement pour maintenir le Royaume dans ses droits; & que le Comte Flemming n'avoit rien négocié à Vienne au préjudice du Czar.

Dans une audience qu'Auguste donna au Prince Dolgorouki, il s'expliqua encore plus clairement. Il dit que l'Envoyé de la République à la Porte n'avoit été chargé d'aucune autre Commission que d'acheter quelques Chevaux Turcs & de ménager une sureté pour le commerce, mais que s'il arrivoit qu'on lui demandât si les Moscovites étoient encore dans la Pologne, ils devoit dire la vérité; qu'on ne s'en étoit point plaint à l'Envoyé des Tartares, quoique cependant le Kan eût fait offrir cent mille sabres à la République contre ceux qui lui feroient le moindre tort; que l'on avoit communiqué par écrit aux Ministres du Czar toutes les Conférences que l'on avoit eues avec

Et s'explique encore plus clairement dans une audience.

les

1719. les Puissances étrangères, quoique le Czar eût tenu fort secret tout ce qui avoit été négocié en France, & ce qui s'étoit passé dans l'Isle d'Ahland; qu'enfin comme il souhaitoit de vivre en bonne amitié avec le Czar, il étoit disposé à lever tout sujet de mécontentement, pourvû que le Czar exécutât les Traitez, qu'il rendît les Provinces enlevées à la République, qu'il renonçât à ses entreprises sur la Courlande, qu'il payât à la République les millions qu'il lui avoit promis; qu'il fit retirer ses Troupes de la Pologne, de la Lithuanie & de la Courlande; qu'il réparât les dommages qu'elles avoient causez & qu'il restituât à la Ville de Dantzic les sommes qui lui avoient été extorquées par force.

Plaintes  
du Czar.

Le Czar n'apprit pas tranquillement ce changement de langage. Il fit faire grand bruit à Varsovie. Le Prince Dolgorouki eut ordre de rémoigner hautement que la Cour de Russie étoit mécontente du Roi & de la République, & de déclarer que la Pologne seroit regardée comme la prin-

principale cause de la guerre que les 1719. Turcs étoient à la veille de déclarer aux Moscovites.

Ce n'étoit qu'une fausse allarme, occasionnée par quelques préparatifs de guerre que sembloit faire la Porte. Mais le Czar profitoit de tout pour faire voir que la Pologne lui donnoit des sujets d'inquiétude, & qu'il ne pouvoit en sûreté rappeler ses troupes. Il eut pourtant bien-tôt un motif réel de concevoir de l'ombrage. Depuis quelques mois le Général Poniatowski négocioit au nom du Roi & de la République un Traité de Paix à Stockholm; & les Articles préliminaires qui commençoient à paroître, n'étoient rien moins que favorables au Czar. Ils n'avoient pas même été fort difficiles à régler; la Reine de Suede, n'ayant pas les mêmes raisons que son frere à pousser sa vengeance contre le Roi Auguste, étoit portée à traiter avec une Puissance de qui elle pouvoit se promettre du secours; & Auguste qui ne demandoit qu'à être reconnu, y trouvoit son compte.

Ruse à laquelle il a recours.

Entre

1719.

Prelimi-  
naires de  
paix entre  
la Suede  
& la Po-  
gne.

Entre autres conditions le Général Poniatowski avoit proposé : I. un engagement reciproque pour une suspension d'armes, afin de parvenir ensuite à une paix solide. II. Que leurs Majestez Polonoise & Suedoise renonceroient reciproquement à toutes sortes de prétentions; à la charge néanmoins que si la Suede étoit obligée de céder une partie des Provinces qu'elle avoit perduës, elle n'empêcheroit pas que le Roi de Pologne n'en pût obtenir une partie. III. Que comme le Roi de Pologne s'appliquoit uniquement à la conservation de la liberté du Royaume de Pologne & du Grand Duché de Lithuanie, la Reine de Suede qui avoit le même interêt à la conservation de cette liberté, y contribueroit de son côté, & se déclareroit contre tous ceux qui entreprendroient d'y donner atteinte. IV. Que pour cet effet la Reine de Suede ne reconnoitroit d'autre Roi de Pologne qu'Auguste II, Electeur de Saxe, & après son décès celui que la République auroit élu légitimement, promettant de ne plus soutenir le Comte

1719.

Comte Stanislas Leszcynski, contre le Roi Auguste, qui par générosité s'engageoit de ne plus empêcher que la République pourvût à la subsistance de ce Comte. V. Que leurs Majestez s'engageroient de s'en tenir à ces conditions, soit que les autres ennemis de la Suede fissent leur paix ou non.

La Reine de Suede avoit consenti purement & simplement à ces cinq Articles. Elle avoit pourtant ajouté au quatrieme: qu'en sa considération, Auguste promettroit de ne point s'opposer à ce que le Roi Stanislas retînt sa vie durant, le nom & les honneurs de Roi, sans pouvoir néanmoins porter le nom ni les armes de Pologne; que tous ses biens Héritaires lui seroient entièrement rendus; que de plus le Roi Auguste feroit ensorte que le Roi Stanislas fût pourvû d'une subsistance convenable; & qu'à cet effet on lui donneroit une fois pour toutes un million d'Ecus: secondement elle demandoit que le Roi Auguste accordât une amnistie générale à tous ceux qui avoient sui-  
vi

1719. vi le parti du Roi Stanislas, & qu'il leur fit restituer les terres, biens & charges qu'ils possédoient avant les troubles: En troisième lieu elle représentoit que comme il n'y avoit pas d'apparence que ces troubles pussent être terminez avant qu'on eût réduit dans de justes bornes la trop grande Puissance du Czar, laquelle étoit aussi préjudiciable à la Pologne qu'à la Suede, leurs Majestez Suedoise & Polonoise & les autres Puissances qui y étoient interessées, devoient concerter les mesures convenables à ce dessein; & que le Roi Auguste promettoit d'employer tout son pouvoir, pour engager la République à entrer dans les mêmes mesures. En quatrième lieu elle stipuloit que le Traité d'Oliva seroit confirmé dans tous ses points. Enfin de part & d'autre, après que ces articles eurent été convenus, on se promit le secret & l'on se reserva d'en convenir plus particulièrement par un étroite alliance qui seroit conclûe pour la sureté & l'avantage des deux Royaumes, immédiatement après que cette Convention

tion auroit été signée ou dans le même tems qu'on la signeroit. 1719.

Ces Préliminaires de Paix & diverses autres affaires d'importance engagerent Auguste à se rendre, vers la fin de l'année, de Dresde à Varsovie; pour y tenir une Diète Générale. Il y arriva le 26. de Decembre, & le 30. l'ouverture de la Diète fut faite. On y devoit delibérer sur quantité de matieres interessantes qui regardoient le dedans du Royaume; comme la liquidation de ce qui étoit dû aux Armées de Pologne & de Lithuanie, & aux Régimens qui avoient été congédiés; la répartition des contributions pour leur subsistance; & les dommages causez par le séjour des Moscovites dans le Royaume & dans le Grand Duché. On y devoit aussi examiner les demandes faites par le Czar & par le Roi de Prusse touchant la succession éventuelle du Duché de Courlande; le Traité conclu à Vienne par le Comte Flemming entre le Roi & l'Empereur; les affaires de la Religion; & les prétentions de la Maison Palatine sur la principa-

Diète à  
Varsovie.

1720.

le partie des biens de la Maison de Radziwil. Toutes ces matieres furent agitées; mais lorsqu'il fut question de faire la jonction des Nonces avec le Sénat pour prendre des résolutions, cette jonction ne se fit qu'à condition de ne traiter d'aucune affaire qu'après que celle du Commandement des Troupes auroit été réglée.

Demandes  
du Grand  
Général.

Le grand Général de la Couronne demandoit à être rétabli dans tous les droits & prérogatives de sa Charge, tant sur les Troupes Polonoises que sur les Troupes Etrangères. Il demandoit en conséquence la suppression de la Charge de Généralissime des Troupes Etrangères, créée en faveur du Comte Flemming; Charge nouvelle, disoit-il, qui pouvoit tirer à de grandes conséquences contre la liberté de la Nation, qui ne connoît point d'autres Commandans en Chef, que les Grands & Petits Généraux de Pologne & de Lithuanie, lors que l'Armée est assemblée, & les Palatins, chacun dans son Palatinat, lors qu'elle n'est pas en Campagne.

II

Il y avoit partage parmi la Noblesse par rapport à ce différent. Ceux qui étoient dans le parti du Grand Général disoient que dans les occasions où le Royaume s'étoit trouvé en péril, les Rois avoient fortifié leurs armées de Troupes Etrangères; mais que ces Troupes avoient été congédiées aussi-tôt que leur service n'avoit plus été nécessaire & principalement en tems de Paix; que les Généraux Etrangers n'avoient pas été indépendans, & qu'au contraire ils avoient été soumis au Grand-Général & même aux Palatins des Provinces où ces Troupes se trouvoient.

Ceux qui étoient dans le Parti de la Cour, soutenoient que les Rois avoient quelquefois donné le Commandement des Troupes Etrangères & même celui des Troupes Nationales à des Etrangers; qu'ils faisoient commander en Chef les Troupes Polonoises par ceux qu'ils jugeoient les plus capables; que l'autorité des Généraux finissoit en même tems que la guerre; qu'anciennement la Charge de Grand-Général n'étoit point con-

I 2

nué

1720.

Partage  
d'opinions  
parmi la  
Noblesse.

1720. nuë & n'étoit point donnée à perpétuité; que par cette raison elle n'étoit point regardée comme une Charge de la Couronne, & ne donnoit point séance dans le Sénat; que l'autorité dont le Grand Général jouissoit, n'étoit pas si bien établie qu'elle n'eût reçu quelque diminution, puisque dans la Diète de 1653. elle avoit été partagée également avec celle du Petit-Général qui fut reduite l'année suivante, comme elle l'a été depuis, à donner le Commandement dans l'absence du Grand Général; enfin que le pouvoir de cette Charge avoit été limité en diverses occasions & qu'il pouvoit encore l'être.

Resolution qui fut prise.

Ces differens sentimens furent soutenus de part & d'autre avec beaucoup de chaleur; la résolution qui fut prise à la pluralité des voix de faire rétablir le Grand Général ne ramena point les esprits, qui s'aigrirent au contraire de plus en plus par un incident qui survint le 3. de Fevrier. Comme le Grand Général revenoit du Palais, son carosse se rencontra sous la Porte avec celui de Mr. Potoski,

1720. toski, Notaire de la Couronne, qui alloit au Palais. Le Capitaine des Gardes du Grand Général voulut faire retirer le cocher de Mr. Potoski. Ce dernier étant sorti de son Carosse, tua d'un coup de sabre le Capitaine, blessa cinq hommes de sa suite, & coupa le visage du Castelan de Crakovie. Cet incident influa d'autant plus sur le différent de la Diète, que Mr. Potoski déclara, que ni lui, ni ceux de sa Maison ne consentiroient jamais que le Grand Général obtînt ce qu'il demandoit.

Ce fut inutilement que le Primat & un grand nombre de Senateurs représentèrent au Roi, que dans l'Etat où se trouvoient les affaires, il seroit fâcheux que la Diète se séparât sans rien conclurre, & que pour éviter cet inconvenient il devoit maintenir le Grand-Maréchal dans sa première autorité. Mais Auguste aussi jaloux de la gloire de son favori que de la sienne propre, répondit que le Commandement des Troupes Etrangères donné au Comte Flemming avoit été approuvé par le Traité de Varsovie,

Représentations du Primat & des Senateurs.

Fermeté d'Auguste.



1720. & qu'il ne pouvoit pas souffrir qu'on fit à ce Comte l'injustice de lui ôter une chose qui lui avoit été accordée. Il offrit seulement de consentir que des Commissaires du Senat & de la Noblesse travaillassent à regler les pouvoirs du Grand-Marechal de la Couronne & ceux du Comte Flemming.

Rupture de  
la Diète.

Cette fermeté du Roi ne servit qu'à roidir d'avantage le parti qui lui étoit opposé. On refusa d'entrer en aucun accommodement; les Nonces de Braclaw & de Rava s'opposèrent même à la proposition qui fut faite de travailler à d'autres affaires & de laisser celle-là en suspens; & comme le Maréchal voulut proposer d'autres articles, la plupart des Nonces protestèrent & se retirèrent. Quelques-uns allèrent jusqu'à dire que puisque ceux qui devoient soutenir les intérêts de la Patrie, les abandonnoient, il falloit employer les ressources que les loix leur donnoient en pareille occasion & faire des Confédérations dans les Palatinats pour la défense commune.

On

On ne perdit point courage après 1720. la séparation de la Diète: on chercha des temperamens pour terminer à l'amiable ce différent. Mais ni les Saxons ni les Moscovites n'étoient plus en Pologne, pour opprimer la liberté. Ces derniers après des retardemens infinis s'étoient retirés. Quelques Sénateurs par complaisance pour le Roi portèrent à la vérité le Comte Flemming à visiter le Grand Général de la Couronne, dans l'esperance que cette demarche l'engageroit à renoncer au Commandement des Troupes Etrangères. La tentative fut vaine. Le Grand Général dit que pour le bien de la paix il avoit consenti à l'établissement de la charge de Général des Troupes Etrangères, dans le tems que le Royaume étoit agité de grands troubles; qu'il l'avoit fait à la priere du Roi & sur-ce-que dans l'état où étoient alors les affaires, il étoit nécessaire pour la sûreté de la personne de Sa Majesté qu'il restât un corps de Troupes Etrangères & qu'elles fussent commandées par un Officier de confiance. Mais que comme ces rai-

Negociation, pour accommoder l'affaire du Commandement.

I 4 sons

1720. fons ne subsistoient plus, que sa condescendance n'avoit pas été approuvée de la République, & qu'on lui reprochoit de ne pas soutenir les droits de sa charge, tout ce qu'il pouvoit faire, c'étoit de demeurer tranquille jusqu'à la prochaine Diète où il falloit esperer que le Roi & la République pourroient s'accorder.

Le Czar fait occuper la Courlande par ses troupes.

Ambassade qui lui est envoyée.

Si le Czar, comme on vient de le voir, avoit fait sortir ses troupes des terres de la République, leur retraite n'avoit pas delivré les Polonois de toute inquiétude. Elles étoient encore aux frontieres, & quelques-unes s'étoient comme emparées de la Courlande. Cette nouvelle entreprise occasionna en partie l'Ambassade solennelle, qu'on envoya à St. Petersbourg. Le Palatin de Mazovie, qui en étoit le Chef, devoit faire des instances pour que les Moscovites évacuassent la Courlande. Il étoit aussi chargé de demander la restitution de la Livonie, le paiement de quelques millions, & la cessation des chicanes que les Moscovites faisoient à la Ville de Dantzic, de laquelle ils vouloient éxi-

exiger une nouvelle somme d'argent 1720. parce-qu'elle n'avoit pas fourni les trois fregates qu'on lui avoit demandées. Aux reponses qui furent faites sur ces quatre articles, il étoit aisé de juger que le Czar ne vouloit se relâcher sur aucun. Les Commissaires qu'il avoit nommez pour conférer avec l'Ambassadeur Polonois, dirent que les Moscovites n'étoient entrez dans la Courlande que pour maintenir les droits de la Duchesse Douairiere; que les Troupes qui étoient dans la Livonie y restoit pour la sûreté du Pays que les Polonois ne seroient pas en état de garder; qu'il falloit que la Ville de Dantzic executât la convention qu'elle avoit faite avec les Généraux Russiens; & que le Conseil des finances examinerait en quoi consistoit ce que la Russie devoit à la République, & ce que la République devoit à la Russie. Le Palatin de Mazovie retourna en Pologne avec cette reponse, plus satisfait des honneurs qu'il avoit reçus que du succès de sa Commission.

Reponse des Commissaires Moscovites.

On s'attendoit d'examiner cette re-  
ponse

L'affaire du Com-

1720. mandement remis sur le tapis. posée dans la Diète Générale que le Roi avoit convoquée pour le 30. de Septembre. Mais la plus grande partie des Nonces déclarerent dès l'entrée de la Diète, que suivant les Instructions qui leur avoient été données dans leurs Palatinats, ils ne pouvoient consentir qu'on traitât d'aucune affaire, ni même qu'on procedât à l'Élection d'un nouveau Maréchal, avant que le Grand-Général de la Couronne eût été rétabli dans sa charge & que le Commandement des Troupes Etrangères eut été ôté au Comte Flemming; ce qui empêcha qu'on ne pût mettre aucune matière sur le tapis. L'ancien Maréchal secondé de quelques Deputez leur representa inutilement que c'étoit changer la forme du Gouvernement que d'entamer les deliberations avant que de proceder à l'Élection d'un Marechal, il ne put rien gagner: envain après diverses instances réitérées dans plusieurs séances, il menaça de mettre fin à la Diète, si on ne vouloit pas élire un nouveau Maréchal: on lui dit qu'il pouvoit congédier

Et fait rompre la Diète.

SOUS AUGUSTE II. Liv. VIII. 139  
dier l'Assemblée; ce qu'il fit & cha- 1720.  
cun se retira.

Auguste fut d'autant plus mécontent de la rupture de cette Diète, que la plupart des Palatinats du Royaume menaçoient de former une Confédération pour retabli à quelque prix que ce fût les Généraux de Pologne & de Lithuanie dans leurs anciens droits. Les Senateurs ne trouverent point d'autre remede pour empêcher l'orage de grossir, que de conseiller au Roi de contenter la Nation. La necessité le força de prendre ce parti. Cependant pour qu'il ne parût pas qu'il cedoit entierement, l'affaire fut mise en Négociation. Le Comte de Flemming s'aboucha avec les Généraux de la Couronne & de Lithuanie qui consentirent qu'il continuât à commander les Troupes Etrangères, jusqu'à la prochaine Diète Générale, à condition qu'il dependroit du Grand Général de l'Armée de la Couronne, & qu'au cas qu'il sortit du Royaume le Grand Général pourroit disposer du Commandement de ses troupes & préférer les Polonois pour les charges mili-

Accommodement provisionnel.

1720. militaires. Cet accord provisionnel fut signé par le Roi & par les deux Généraux: après quoi ce Prince qui n'attendoit que la conclusion de cette affaire pour se rendre en Saxe, se mit en route vers la fin de Decembre.

1721. Ce Prince ne revint de Dresde que le 2. d'Avril; & que pour effuyer de nouveaux deplaisirs. La plupart des petites Diètes s'étoient séparées infructueusement, tant à cause d'une Commission qu'Auguste avoit envoyée à Dubno, qu'à cause du Commandement des Troupes Etrangères qu'on ne vouloit pas laisser entre les mains du Velt-Marechal Comte de Flemming.

Affaire de Dubno.

Dubno est une forteresse de Lithuanie, & qui, à ce que la Cour prétendoit, devoit revenir à la Couronne après la mort du Prince Lubomirski Staroste de Sendomir. Auguste par le Conseil de ses Ministres, avoit envoyé à Dubno le Palatin de Lublin & le Général Poniatowski pour en prendre possession en son nom. Ces Commissaires trouverent en arrivant que le Prince Sangusko, Mari de la Prin-

1721. Princesse Lubomirski, Heritière du Staroste de Sendomir s'étoit mis en possession de cette Forteresse, qu'il étoit dans la résolution de s'y défendre jusqu'à la dernière extrémité & que les peuples des environs étoient disposés en sa faveur. C'en étoit trop pour qu'ils osassent rien entreprendre. Ils retournerent à Varsovie & conseillèrent au Roi d'éviter les suites fâcheuses que pouvoit avoir cette entreprise, d'autant que la Noblesse du voisinage paroissoit disposée à monter à cheval pour la défense du Prince Sangusko. Mais Auguste ne consultant que son honneur qu'il croyoit offensé, ordonna à quatre Regimens d'Infanterie & à trois de Cavalerie de se mettre en marche vers Dubno, avec quelque Artillerie & de déloger de cette Forteresse les gens du Prince qui s'y étoient retranchés. L'entremise de l'Evêque & du Palatin de Cracovie, du Palatin de Mazovie & du Grand Général de la Couronne arrêta pourtant l'effet de ces ordres. Auguste consentit que l'affaire fût réglée à l'amiable. La deci-

1721. decision ne fut que provisionelle. Les Commissaires adjugerent au Prince Sangusko la possession de la Forteresse qui étoit en litige; enjoignant néanmoins en même tems au Prince de faire excuse au Roi & à ses Ministres & de remercier les Commissaires de l'avoir mis à l'abri des poursuites du Tribunal.

Le Com-  
mande-  
ment des  
Troupes  
Etrangères  
partagé.

Auguste fut aussi contraint de se relâcher par rapport au Commandement des Troupes Etrangères qu'il avoit conféré au Comte de Flemming. Ce Commandement fut partagé entre le Prince Lubomirski & le Comte de Denhoff: le premier fut chargé de commander la Cavalerie & le second l'Infanterie. Mais comme ce fut le Comte de Flemming lui même qui fit ce partage, il étoit assez visible que le Commandement des Troupes Etrangères étoit toujours à sa disposition. Cependant le Grand Général de la Couronne ne fut pas plutôt informé de la demission du Comte de Flemming qu'il defendit aux deux Lieutenans-Généraux de transporter ce Commandement à au-  
cune

cune autre personne sans un ordre ex- 1721.  
près de sa part.

Dans ces entrefaites Auguste tint à Varsovie un grand Conseil; mais quoiqu'il l'eût indiqué par une Lettre qu'il avoit écrite de Dresde, & qu'il eût invité les Sénateurs de s'y rendre, afin de prendre des mesures efficaces par rapport à la situation actuelle des affaires & aux suites qui pourroient en résulter, l'assemblée fut peu nombreuse; ce qui fut cause qu'il ne s'y regla rien de bien essentiel. Deux jours après il partit pour la Saxe.

Grand  
Conseil à  
Varsovie.

21. Mai.

Depuis quelque tems les Turcs remuoient sur la Frontière, commettoient de tems en tems des hostilités, obligeoient les Villages des environs de Choczim de leur fournir un grand nombre de travailleurs pour augmenter les fortifications de cette Place, & cependant prétendoient vouloir maintenir la paix & la bonne intelligence. Leur conduite qui repondoit si peu à ces assurances, obligea les Polonois d'en venir aux plaintes. Il y eut à ce sujet une Conférence à  
Ca-

Demêlé  
avec les  
Turcs.

1721. Caminieck entre les Commissaires de la République & ceux de la Porte. L'Aga Ali Deputé du Bacha de Choczim y declara au Palatin de Podolie, que la République ne devoit prendre aucun ombrage des fortifications que la Porte faisoit faire à Choczim; les Turcs, disoit-il, n'ayant d'autre dessein que de s'opposer aux courses des Tartares & de maintenir la tranquillité dans le Pays. Le Palatin répondit que les Turcs en fortifiant Choczim, violoient le Traité de Carlowitz, suivant lequel ils ne pouvoient avoir de Places fortes dans la Moldavie. L'Aga ne repondit que foiblement à ce reproche, & partit sur le champ pour Choczim, sous prétexte d'y aller rendre compte au Bacha du succès de la Conférence. Comme il n'étoit pas aisé de juger quelle étoit l'intention des Turcs, le Roi prit le parti d'envoyer un Ministre à Constantinople & d'écrire à toutes les Puissances qui avoient des Ministres à la Porte. Il les prioit de faire entendre au Grand Seigneur, que s'il avoit quelques pretentions sur la Pologne,

logne, le plus court moyen pour les régler étoit de nommer de part & d'autre des Commissaires chargez de plein-pouvoirs; mais en attendant l'effet de ces lettres, il ne laissa pas d'ordonner que l'Armée de la Couronne se tint prête à marcher au premier ordre, de faire poster des troupes sur les frontieres, & de faire pourvoir Kamienieck & Godzum de tout ce qui est nécessaire pour une bonne defense.

Le Czar inquiettoit pareillement les Polonois. Quoique ce Prince eût conclu sa paix avec la Suede, ce qui devoit le dispenser de tenir sur pied un aussi grand nombre de troupes que par le passé, il songeoit à les augmenter, & entretenoit toujours un corps considerable dans le Duché de Courlande & d'autres le long du Nieper & sur les Frontieres de l'Ukraine. Il avoit beau faire assurer la République qu'elle ne devoit prendre aucun ombrage de la marche de ses Troupes vers les frontieres du Royaume, & promettre qu'il leur feroit observer une discipline si severe,

1722.

Et avec  
le Czar.

1722. que les habitans n'auroient aucun sujet de se plaindre. Toutes ces belles paroles ne pouvoient calmer les craintes: on étoit si accoutumé à lui voir fauffer ses promesses, qu'on ne pouvoit plus s'y fier; d'ailleurs, comme on commençoit à parler d'une nouvelle Confédération, on jugeoit que c'étoit pour l'appuyer qu'il faisoit approcher ses Troupes. En effet depuis l'Alliance qu'Auguste avoit contractée avec l'Empereur, il regnoit une certaine mesintelligence entre les Cours de Pologne & de Moscovie & cette dernière ne contribuoit pas peu à entretenir la division entre le Roi & ses sujets.

Cause du mécontentement de la Noblesse.

La disposition où paroissoit être la Noblesse d'en venir à une Confédération, étoit encore causée par des bruits qui couroient, que le Roi au préjudice des privileges de la Nation, travailloit secrètement à rendre héréditaire dans la Maison de Saxe la Succession au Thrône de la Pologne. On vouloit même que le Comte de Kinski Ministre de l'Empereur à Varsovie fût chargé d'appuyer cette

Négociation; & l'on étoit d'aurant plus porté à le croire que la Maison d'Autriche fournissoit plus d'un exemple de pareilles entreprises sur la liberté des Peuples. Mais comme Auguste négocia toujours cette affaire avec une extrême secret, on fut souvent embarrassé pour décider s'il pensoit réellement à transmettre la Couronne à ses descendans, ou si les bruits que l'on semoit à cet égard n'avoient d'autres fondemens que la malice de ses ennemis, qui cherchoient à le rendre odieux à la Nation.

Quoiqu'il en soit les troubles du dedans fomentez par une Puissance redoutable, faisoient craindre que la Diète Générale que le Roi avoit convoquée pour le 5. d'Octobre, ne se termineroit pas tranquillement. Cependant à quelques dissentions près, qui firent traîner les affaires en longueur & qui firent échouer les principales matieres des deliberations, les choses s'y passerent assez paisiblement, quoique sans aucun fruit. Le Commandement des Troupes Etrangères fut encore la pierre d'achoppement.

Diète infructueuse.

1722. Les Nonces refusèrent d'entrer en aucune délibération que cette affaire ne fût réglée. Auguste heureux jusqu'à en tempéramens, crut trouver la même ressource dans cette occasion, en consentant que le Comte Flemming renoncât au Commandement, à condition que les deux Grands Généraux en seroient aussi exclus, & qu'il seroit conféré à quelque autre Seigneur Polonois.

Plaintes  
des Grands  
Généraux.

Cet expédient fournit aux Grands Généraux une nouvelle matière de plainte, du peu de confiance que le Roi témoignoit avoir en eux. Les Nonces entrant dans leurs intérêts, firent de si grandes difficultés sur ce projet, que d'un jour à l'autre l'activité de la Diète se trouvoit suspendue, tantôt sur un prétexte, tantôt sur un autre; de sorte que le terme de six semaines prescrit par les loix pour la tenuë des Diètes, étoit sur le point d'expirer. Lassés de cette résistance Auguste & son Ministre prirent enfin le parti de céder. Flemming offrit de se demettre absolument du Commandement. Mais on ne lui fut

fut aucun gré d'un sacrifice qui avoit tant tardé. Les esprits se trouverent si fort aigris le 16. de Novembre, que le Maréchal ne voyant aucune espérance de concorde, congédia les Nonces & mit fin à la Diète. 1722.

Ce caprice des Nonces fit que le Commandement des Troupes Etrangères demeura encore entre les mains du Comte Flemming: il eut à ce sujet une Conférence avec les Grands Généraux à qui il temoigna qu'il n'avoit jamais été éloigné de se demettre de sa Charge de Généralissime, mais qu'il auroit voulu qu'on s'y fût pris d'une autre manière pour avoir sa demission. Il ajouta qu'il étoit toujours dans la résolution de s'en défaire, conformément à la Déclaration que le Roi en avoit donnée à la dernière Diète & qu'il ne s'agissoit que de la manière & du tems. Il fut convenu entre eux à cet égard que cette affaire comme toutes celles qui regardoient l'armée demeureroient dans l'état où elles se trouvoient.

Nouvel  
accommodement  
provisionnel.

Comme la Noblesse paroissoit souhaiter



1722. haïter que l'on convoquât une nouvelle Diète Générale, le Roi qui craignoit qu'il n'en arrivât comme aux Diètes précédentes, crut devoir auparavant user de quelques précautions.

Exhortations du Roi.

Il exhorta les Grands du Royaume à faire en sorte, Que les Nonces ne vinssent à cette Diète que dans un esprit d'union & dans la résolution de s'y comporter suivant les loix, en donnant chacun son suffrage suivant son rang & suivant ses instructions; Que ceux qui auroient quelque chose à proposer ne le fissent pas en menaçant d'abord de rompre les Conférences, si on ne suivoit par leur opinion; Que ceux qui auroient des querelles se soumettroient au jugement du Sénat; Enfin il ajouta que si les exhortations paternelles n'avoient aucun effet, il seroit obligé de prendre les mesures convenables pour le bien commun du Royaume.

Auguste étoit véritablement mortifié du peu de succès de toutes les peines qu'il se donnoit pour le bien du Royaume. Il supportoit sur-tout

im-

impatiemment le peu de complaisance que les sujets témoignoient pour ce qu'il paroïssoit souhaiter. Aussi prit-il bien-tôt le parti d'aller se consoler en Saxe des disgrâces qu'il trouvoit en Pologne.

Avant son départ il distribua les Charges vacantes & les bénéfices. Le Primat Zaluski entre autres étoit mort dès le 3. d'Août 1721. Depuis ce tems là cette première Dignité du Royaume n'avoit point été remplie. Ce fut le Comte Potocki, Evêque de Warmie qui y fut élevé. Le Roi en la lui conférant lui dit: „ Mr. „ l'Evêque de Warmie, je vous déclare Primat du Royaume; il y a „ long-tems que je vous destinois „ cette dignité; plusieurs raisons „ m'en ont fait différer la Déclaration. Je suis persuadé que vous „ aurez soin de la Patrie; & je ne „ veux pas que vous fassiez rien pour „ moi, qui soit injuste & contre les „ loix “.

Durant son séjour en Saxe Auguste tint avec plusieurs Sénateurs diverses Conférences infructueuses sur les affaires

K 4

res

Mort du Primat.

6. Janvier.  
L'Evêque de Warmie lui succède.

1723. res de Pologne ; mais comme il voyoit que plus il y donnoit de soins, plus elles s'embrouilloient dans le Royaume ; parce que les Mécontents ne travailloient de leur côté qu'à augmenter la division ; il eut recours au Sénat. Il lui adressa un Rescrit où il representoit : Que quoiqu'il eût fait son possible pour procurer le bien & le repos du Royaume, tant par une régence pleine de douceur que par le sacrifice de plusieurs sommes considérables qu'il avoit tirées de son Electorat ; Cependant il apprenoit avec douleur que plusieurs mal-intentionnez ne cessoient de fomentér des factions dangereuses & entretenoient des correspondances illicites, au grand préjudice de la Couronne & de la République : „ Et comme il importoit, ajoutoit-il, de prévenir à tems „ les mauvaises suites qui en pourroient „ résulter, Nous vous recommandons „ serieusement de n'épargner ni soins, „ ni peines pour ramener les Mecontents, afin que nous ne soyons pas „ contraints d'employer des moyens „ plus efficaces, mais plus défagréables<sup>16</sup>. Ce

Rescrit du  
Roi au  
Sénat.

Ce rescrit précéda l'arrivée du Roi 1723. à Varsovie, & ne produisit pas grand fruit. Les Sénateurs s'ennuyoient de délibérer sans succès sur le bien public, & de faire de vains efforts pour l'affermissement de la tranquillité du Royaume.

Dégoût  
des Sénateurs.

Lorsqu'Auguste arriva, bien loin 16. Janv. de trouver dans les esprits toute la 1724. déférence qu'il attendoit de ses exhortations & de ses menaces, il ne vit qu'un éloignement dans la plupart des Grands pour tout ce qu'il proposoit, & les divisions éclatèrent parmi la Noblesse, & même parmi les Troupes. Il crut que ces desordres pourroient être arrêtez par une Diète, ressource naturelle tant pour le Roi, que pour le Peuple, dans un Etat tel que la Pologne. Les Universaux furent publiez & pour qu'elle pût se terminer plus heureusement que les précédentes, de concert avec le Primat & les Sénateurs, il travailla à terminer à l'amiable l'affaire du Commandement des Troupes Etrangères, de crainte qu'elle ne devint encore un obstacle aux délibérations des Nonces.

1724. En effet le premier d'Octobre, qui étoit la veille de l'ouverture de la Diète, le Roi ayant mandé le Grand Maréchal de la dernière Diète, déclara par la bouche du Grand Chancelier du Royaume, en présence de plusieurs Sénateurs : „ Que pour le „ bien & la tranquillité de la Pa- „ trie, il vouloit lever tous les „ obstacles qui avoient paru leur „ faire quelque peine jusqu'a- „ lors. “ Ensuite le Comte de Flemming ayant pris la parole, dit : „ Que les ordres du Roi étant pour „ lui des Loix inviolables, il s'y sou- „ mettoit aveuglément : Que Sa „ Majesté pourtant savoit qu'elle ne „ lui avoit pas donné le Commandement des Troupes Etrangères ; „ mais que comme elle avoit ap- „ prouvé pour le bien public l'offre „ que le Grand Général lui avoit faite de prendre ce Commandement, „ il n'avoit pas cru devoir le refu- „ ser : Que chacun lui rendoit justi- „ ce sur la manière dont il s'étoit „ acquitté de cet emploi ; & que „ comme Sa Majesté approuvoit „ pré-

Accom-  
modement  
de l'affaire  
du Com-  
mande-  
ment.

„ présentement qu'il le remît entre 1724.  
„ les mains du Maréchal de la Dié-  
„ te, il y obéissoit aussi en vûe de  
„ procurer le bien public, comme  
„ il avoit cru le faire en l'acceptant :  
„ Qu'ainsi il remettoit au Maréchal  
„ par ordre de Sa Majesté le pou-  
„ voir concernant l'Armée Etrange-  
„ re, afin qu'il le remît au Mare-  
„ chal de la prochaine Diète, ne  
„ doutant pas que l'on ne prît toutes  
„ les mesures convenables, pour as-  
„ sûrer le repos de la Patrie, tant au  
„ dedans qu'au dehors. „ Puis s'a-  
„ dressant aux Seigneurs qui étoient  
„ présents, il les fit ressouvenir qu'ils lui  
„ avoient promis de lui faire donner par  
„ la République des marques authenti-  
„ ques de sa satisfaction, & qu'il ne  
„ doutoit pas qu'ils ne lui tinssent pa-  
„ role.

Le 2. d'Octobre, l'ouverture de la Diète de Varsovie, s'étant faite avec les cérémonies accoutumées, le Comte de Potocki Référendaire de la Couronne & frere du Primat fut élu Maréchal. Il proposa d'abord selon l'usage la jonction des Nonces aux Sénateurs pour

1724. pour aller complimenter le Roi. Mais quelques Nonces s'y opposèrent entre autres, parce que le desistement du Comte de Flemming ne levoit pas toute la difficulté: Il s'agissoit enco- de savoir à qui il devoit remettre le Commandement, & si c'étoit au Grand Général de la Couronne ou aux Nonces qu'il appartenoit de régler ce qui concernoit les Troupes. Le Maréchal eût beau représenter que le Roi lui avoit déclaré qu'il termineroit absolument cette affaire & que les Nonces pouvoient s'assurer que les Généraux seroient satisfaits de la maniere dont elle seroit réglée: les débats ne cessèrent point durant plusieurs séances.

Nouvelles  
difficultés  
au sujet du  
Commandement.

Incident  
qui sur-  
vient.

Des ordres que le Grand Général de l'Armée de la Couronne donna de son chef dans ces entrefaites aux Regimens par rapport au Commandement & dont le contenu étoit directement opposé aux Loix, causerent une nouvelle dispute. La plupart des Nonces en furent si irrités, qu'ils demanderent que le Grand Général fût obligé de rendre raison d'une con-  
dui-

uite si extraordinaire. Quelques-uns soutinrent que ces ordres donnez sans la participation du Roi, étoient non seulement opposés aux loix, mais bleffoient aussi Sa Majesté & la liberté, en ce que le Grand Général paroissoit vouloir s'arroger un pouvoir absolu, independant du Roi & de la Republique. 1724.

La crainte, que cette affaire, si elle étoit poussée plus loin & mise en delibération, ne causât de nouvelles divisions dans l'Assemblée, obligea quelques Nonces à prier le Marechal de limiter la session, dans l'esperance que cette dispute pourroit se terminer plus aisement en particulier. En effet par les soins des Sénateurs & des Ministres, on dressa une convention qui pendant que les Nonces des deux partis s'épuisoient à chercher reciproquement des preuves pour appuyer leur opinion, termina l'affaire à la satisfaction du Roi, en conservant l'autorité des Généraux. Cette convention contenuë en huit articles portoit.

Conven-  
tion qui  
termine  
l'affaire.

I. Qu'on ne pouvoit prouver par  
les

1724. les loix du Royaume que les Troupes de la Couronne & du Grand Duché de Lithuanie, qui étoient soumises à l'autorité unanime du Roi & de la République, fussent indispensablement obligées de demeurer sous le Commandement des Grands Généraux.

II. Que pour ce qui regarderoit le Conseil de guerre & les ordres qu'il s'agiroit d'expedier pour toutes les Troupes des deux Nations, ces deux choses dépendroient des Grands Généraux, excepté pour ce qui concerneroit les Gardes à pied du Roi.

III. Que quant à la Justice des Troupes, le Commandant du Régiment des Gardes continueroit à l'exercer suivant les loix militaires; mais uniquement sur les Officiers subalternes: & que dans les cas où l'honneur & la vie des Officiers Généraux se trouveroient intéressés, au lieu d'assembler le Conseil de Guerre, le jugement & l'approbation des Grands Généraux seroient expressement requis.

IV.

IV. Que ce seroit le Grand Général de la Couronne, qui donneroit au Régiment des Gardes du Corps les ordres nécessaires, sur la requisition du Roi: pour que ce Régiment eût à obéir Sa Majesté.

V. Que les Commandans de chaque Régiment seroient tenus selon la coutume de faire rapport aux Grands Généraux de l'état où se trouveroient les Régimens.

VI. Qu'avant que d'exercer la justice militaire on informeroit les Généraux des cas où elle seroit requise, comme on le pratiquoit dans toutes les Armées.

VII. Que dans la disposition de toutes les charges Militaires, le Roi auroit égard à la recommandation des Grands Généraux.

VIII. Que le Roi seroit toujours informé de l'état des Troupes de la Couronne & du Grand Duché de Lithuanie; & que ce rapport seroit fait à Sa Majesté par les Grands Généraux.

Une autre affaire qui occupa considérablement la Diète, ce fut celle de

1724. de la Ville Thorn. Dès le mois de Juillet de cette année il étoit arrivé dans cette Ville un tumulte, dont les Nonces de la Diète demandèrent une satisfaction éclatante. Voici l'origine & le progrès de cette affaire.

Origine de  
l'affaire de  
Thorn.

Le 16. de Juillet les Catholiques faisoient une Proceffion du St. Sacrement dans le Cimetiere de l'Eglise de St. Jacques, Eglise occupée par des Religieuses de St. Benoit. Il y avoit hors du Cimetiere plusieurs jeunes gens du voisinage & entre autres quelques Enfans de Bourgeois Lutheriens qui voyoient passer la proceffion. Un Ecolier des Jesuites leur dit de se mettre à genoux & donna des soufflets à quelques-uns sur ce qu'il ne le faisoient pas. Après la proceffion la querelle recommença: le même Ecolier soutenu de quelques-uns de ses Camarades, maltraita des Enfans & des valets de Lutheriens. Quelques Bourgeois ayant eu à cette occasion des paroles avec les Ecoliers, ces derniers les maltraiterent à coups de pierre & à coups de bâtons. Ce désordre finit à l'arrivée des Soldats de la Ville, qui

qui saisirent l'Auteur du tumulte 1724. & le conduisirent au Corps de Garde.

Le lendemain les Etudians jaloux de leurs immunités s'attroupèrent, firent grand bruit de l'arrêt de leur Camarade, demanderent qu'il fut mis en liberté & impatiens de ce qu'on differoit à les satisfaire, insultèrent les Bourgeois qu'ils rencontrèrent. La querelle commençant à s'échauffer, la garde marcha, se saisit du Chef de cette seconde troupe qui étoit Polonois & le conduisit en prison.

A la sollicitation du Principal du Collège des Jesuites, l'Ecolier arrêté le jour précédent fut relâché par l'ordre du Président de la Ville. Mais comme ce Magistrat differoit de remettre en liberté le nouveau Prisonnier, jusqu'à ce qu'il en eût conféré avec le Recteur du Collège; les Ecoliers se rassemblent, poursuivent un Bourgeois Lutherien le faire à la main; & comme il leur échappe, ils s'attaquent à un Ecolier Allemand qui étoit en robe de chambre devant la porte de sa maison, ils le traient

1724. par force jusqu'au College des Jesuites & l'y retiennent prisonnier. Ils firent plus: ils fondirent le sabre à la main sur des personnes qui se tenoient tranquillement devant leur College. Cet excès de fureur obligea le Président de faire marcher contre eux des Soldats, qui les mirent en fuite.

Dans la vûe de pacifier les choses, le Président envoya un Sécretaire au Recteur des Jesuites pour le prier de faire relâcher l'Ecolier Allemand, & cependant fit assembler les Bourgeois en cas qu'on en eût besoin pour maintenir la tranquillité. La précaution étoit nécessaire; car tandis que le Secrétaire conféroit avec le Recteur, qui refusoit de rendre l'Ecolier Allemand, avant qu'on eût mis le Polonois en liberté, les Ecoliers & la Populace qui s'étoit assemblée devant le Collège en vinrent à de nouvelles violences: Les premiers ayant jetté des pierres par les fenêtres, furent assaillis de la même maniere par les derniers qui cassèrent la plûpart des vitres.

La présence du Secrétaire, qui sortit du Collège dans ces entrefaites &

l'ar-

l'arrivée des Milices de la Ville arrê- 1724.  
terent pour un tems la Populace; mais les Ecoliers, des coups de pierre en étant venus aux coups de fusil, le Peuple irrité se mit en devoir de forcer les portes du College. La nouvelle qui fut apportée par le Secrétaire que l'Ecolier Allemand avoit été relâché, arrêta encore la fureur de la Populace; Mais les Ecoliers du Collège continuant à tirer, rien ne fut plus capable de la retenir. Elle force les Milices Bourgeoises qui gardoient la porte du Collège, pénétre dans les appartemens, brise tout ce qui tombe sous ses mains, & va ensuite allumer sur la place un grand feu, où elle jetta tous les meubles dont elle put se saisir.

Telle est la relation que le Sénat de Thorn présenta à la Cour Royale de Varsovie sous le titre de *Statutus Causa*. Il ne faut pas s'attendre qu'elle soit absolument conforme à celle que les Jesuites publièrent: il y auroit au contraire à s'étonner si dans une pareille conjoncture les deux parties étoient d'accord.

Diversité  
des Rela-  
tions tou-  
chant cette  
affaire.

1724. Les Jesuites convenoient que leur Ecolier avoit commencé la querelle, non pourtant en donnant des soufflets au Spectateur de la Proceffion, mais en lui ôtant simplement son Chapeau. Ils disoient qu'après la Proceffion les Lutheriens avoient maltraité leur Ecolier dans le Cimetiere à coups de bâton & que non seulement ils l'avoient mis tout en sang; mais qu'ils l'avoient fait conduire en prison; que sur le refus qu'on avoit fait de remettre en liberté leurs deux Camarades, justement irritez d'un déni de justice, les Ecoliers avoient conduit au Collège un Ecolier Lutherien, pour le garder jusqu'à ce que leurs Camarades eussent été relâchez; & qu'à peine le Secretaire de la Ville avoit été sorti du Collège avec l'Etudiant Allemand, qu'on avoit donné le signal pour forcer la maison des Jesuites.

Il seroit d'autant plus inutile de s'arrêter à juger laquelle de ces deux Relations paroît la plus digne de foi, ou approche le plus de la vraisemblance, que les particularitez qu'el-

qu'elles contiennent n'influèrent pas beaucoup sur le jugement qui fut rendu. Une circonstance d'une autre nature, quoique déniée formellement par le Sénat de Thorn fixa les esprits des juges. A peine le Tumulte de Thorn étoit-il appaisé, que les Jesuites remplirent toute la Pologne de leurs plaintes. Ils demanderent justice du crime de Leze-Majesté divine & humaine, représenterent qu'on ne pouvoit employer de trop rigoureux supplices pour venger les abominations qui avoient été commises, & crioient par-tout qu'il falloit changer le Senat, & enlever aux Lutheriens leur Eglise & leur Collège. „ On „ n'a pas épargné, disoient-ils, les Au- „ tels de la Confrairie de Marie: on „ les a mis en pièces à coups de ha- „ che: on a foulé aux pieds les ima- „ ges des Saints: on les a percez de „ coups d'épée; quelques-unes ont „ été jettées dans un bucher allu- „ mé en pleine ruë. Entre ces ima- „ ges, ajoutoient-ils, étoit celle de la „ Sainte Vierge; & dans le tems „ qu'elle étoit au milieu des flames,

Clameurs  
des Jesui-  
tes.



1724. „ on lui a adressé ces paroles insultan-  
 „ tes: *Pauvre Vierge ! fors de cette*  
 „ *flamme: delivre-toi toi-même; puis*  
 „ *que les Papistes t'appellent la libéra-*  
 „ *trice des hommes* “.

Ce qu'el-  
 les opé-  
 rent.

Ces clameurs remplirent d'indigna-  
 tion des esprits aussi zélés pour l'hon-  
 neur de leur Religion, que le sont  
 ceux des Polonois. Sans consulter si  
 l'accusation étoit véritable dans tou-  
 tes ses circonstances, toute la Na-  
 tion est en mouvement: chacun de-  
 mande une satisfaction éclatante; &  
 comme on étoit à la veille d'une Dié-  
 te Générale, on charge les Nonces  
 de faire traiter cette affaire avec tou-  
 te la sévérité possible. On en fit le  
 premier des préliminaires de la Dié-  
 te: les Nonces refusèrent d'entrer en  
 aucune délibération, qu'on n'eût eu  
 une satisfaction convenable à cet  
 égard.

Commis-  
 sion en-  
 voyée sur  
 les lieux.

Les cris de ces Nonces & les plain-  
 tes des Jesuites portèrent la Cour à  
 envoyer une Commission sur les lieux  
 pour informer du fait, à la diligence  
 du Procureur Général du Royaume.  
 Les Commissaires étoient les Evé-  
 ques

ques de Cujavie & de Plotzko; les 1724.  
 Palatins de Culm, de Mariembourg  
 & de Pomerelle; les Castellans de  
 Culm, de Gnesne & de Brzesc dans  
 la Cujavie; le Chambellan & le  
 Chancelier de la Couronne; les Do-  
 yens de Gnesne & de Varsovie; les  
 Chanoines Humansky & Wenzyk;  
 les Chambellans de Varsovie & de  
 Mariembourg; les Secretaires d'I-  
 nowladislaw & de Culm & le Maré-  
 chal de Livonie.

Tout le monde fut surpris de voir  
 le fracas avec lequel on traitoit une af-  
 faire, où bien loin de soupçonner  
 qu'il fût question de crime de Leze-  
 Majesté divine, on ne voyoit ni soule-  
 vement contre le Roi ni contre la  
 République: & où on croyoit qu'il  
 s'agissoit simplement d'un tumulte,  
 dont le jugement appartenoit aux  
 Magistrats de la Ville, en qualité de  
 Juges des affaires criminelles; & de-  
 vant qui en tout cas l'affaire devoit  
 être renvoyée, comme on en avoit  
 usé à l'égard d'une semblable affaire  
 arrivée à Dantzic en 1678. D'ailleurs  
 supposé que la Ville eût été coupable

Surprise  
 qu'elle  
 cause.

1724. ble de quelque faute, les loix fondamentales de la Prusse vouloient qu'elle fût jugée par la Cour Souveraine de la Province & non par aucun Tribunal étranger.

De quelle  
maniere  
elle se  
conduit.

Le 16. de Septembre se fit l'ouverture de la Commission, & l'on entendit les temoins. Les Lutheriens rendirent cette justice à l'Evêque de Plotzko, au Palatin de Culm & à un petit nombre d'autres Commissaires, que tant qu'ils furent présens les procédures furent conduites avec une sorte d'équité. Mais on prétend que quand ils furent retirez, l'Evêque de Cujavie & le Prince de Lubomirski, Ennemis jurez de la Ville de Thorn, ne trouvant plus aucune barriere qui pût arrêter leur ressentiment, la Commission ne fut plus qu'une sorte de brigandage. Les temoins présentez par le Conseil furent reculez : on n'admettoit que ceux qui vouloient déposer contre les Magistrats & contre les Lutheriens ; gens de néant, gens sans aveu, tout étoit reçu à témoigner contre une Ville qu'on vouloit perdre. L'irrégularité de la pro-  
ce-

cedure & la fausseté de ces dépositions parurent visiblement lorsque les Commissaires furent obligez de faire relâcher plusieurs personnes chargées par les témoins, & qui prouverent invinciblement qu'elles n'avoient pû avoir aucune part au tumulte. Le 26. de Septembre il y avoit 80. personnes en prison, & il ne s'en trouva plus que 66. quand les Commissaires se retirerent.

Chacun aspirait en Pologne à la gloire de condamner une Ville Lutherienne. La Cour Assessoriale de la Couronne prétendoit que l'affaire étoit de sa compétence : Les Nonces de la Diète vouloient qu'on en laissât la connoissance à tous les Ordres du Royaume. On contenta les uns & les autres en joignant à la Cour assessoriale quarante Députez des Provinces, quoique cette Cour ne soit ordinairement composée que du Chancelier du Royaume, du Vice-Chancelier, des Réferendaires, du Régent de la Couronne, du Protonotaire & de quelques Secrétaires Royaux.

Comme il étoit à craindre que  
L 5 les

Où l'affaire est portée.

L'affaire est brusquée.

1724. les Puissances Protestantes ne s'employaient fortement en faveur d'une Ville dont le Magistrat étoit de leur Communion, on brusqua le procès; car dans moins de six semaines le sort d'une Ville considérable, de son Gouvernement, de ses Magistrats, de ses Citoyens, de sa Religion, de ses libertez fut décidé par un jugement irrevocable. Encore ne paroît-il pas qu'elle ait eu la liberté de se défendre; du moins la sentence n'en dit-elle rien.

Teneur de  
la senten-  
ce.

Cette sentence condamnoit le Président Rösner & le Vice-Président Zernick à avoir la tête tranchée, pour ne s'être pas opposés au tumulte comme leur charge les y obligeoit: outre cela elle confisquoit tous les biens du Président, au profit de la Ville à condition qu'elle seroit tenue de payer les dommages que les Jésuites avoient soufferts.

Le Bourgrave Gerard Thomas & le Vice-Bourgrave Zimmerman, qui devoient pareillement travailler à apaiser le tumulte, suivant le devoir de leur Charge, étoient déposés, déclara-

déclarez incapables de posséder ces charges & condamnez à demeurer dans les prisons de Thorn le premier pour six mois & le second pour trois. 1724.

Les nommez Heider, Mohaupt, Hertel, Jean Christople, Becker, Mertz, Vunch, & un autre devoient être décapitez, comme ayant causé le desordre & usé de violence dans le Cimetiere, dans le Collège, dans les Classes & dans la Chapelle de la Confrairie.

Les nommez Karwis, Schultz, Hafft & Guttbrodt, qui outre les mêmes violences étoient accusez d'avoir proferé des blasphêmes & brûlé les images, étoient condamnez à avoir premièrement la main coupée & ensuite la tête tranchée; & à l'égard de Karwis il devoit être écartelé & les quartiers jettez avec les corps des trois autres Blasphémateurs sur un Bacher hors de la Ville, pour y être réduits en cendres.

Le Conseiller Mesner & le Secrétaire Wedmeyer devoient se purger par serment; le premier qu'il n'avoit eu aucu-  
ne

1724. ne connoissance du tumulte dans son origine & qu'il n'avoit connu aucun moyen de l'appaiser, lors-qu'il fut arrivé dans sa maison: le second de n'avoir point jetté de pierres contre le Collège des Jesuites; de n'avoir point excité le Peuple à en jeter; de n'avoir contribué au tumulte, ni par ses actions ni par ses conseils.

Grourock Officier de la Milice de la Ville & Silber Chef de Quartier avoient grace de la vie; mais ils étoient condamnez à demeurer l'un & l'autre prisonniers à la Tour durant un an & six semaines, & à payer aux Jesuites, savoir le premier cinquante ducats d'amende & le second cent ducats, pour avoir permis qu'on fît feu contre le Collège des Jesuites.

Les autres accusez au nombre de quarante étoient condamnez à rester Prisonniers, les uns un an & six semaines, d'autres trois mois & d'autres six: tous étoient punis d'une amende de vingt-cinq, de cinquante & même de cent ducats; & il étoit dit que ces amendes seroient employées à dres-

dresser une Colonne de marbre en 1724. l'honneur de la Sainte Vierge dans le lieu où les images avoient été brûlées, ou dans quelque autre endroit près du Collège.

Afin de tenir désormais plus aisément en bride l'insolence du Peuple Lutherien & pour prévenir de pareils attentats contre les Catholiques, il étoit ordonné qu'à l'avenir la moitié des Magistrats de Thorn seroient Catholiques; que la moitié des Soldats de la Ville & tous les Officiers seroient pareillement Catholiques.

Par forme de réparation envers la Mère de Dieu & pour l'avancement de la Foi Catholique, on adjugeoit aux Bernardins l'Eglise de Ste. Marie, comme en ayant été les derniers possesseurs, avant qu'elle eût été occupée par les Luthériens: les vases, les ornemens d'Eglise & la Bibliothèque devoient être rendus à ces Peres conformément à l'Inventaire qui en avoit été fait, lors qu'on leur avoit enlevé ces choses. On leur adjugeoit aussi le Collège des Luthériens, qui autrefois avoit été le Couvent de ces Peres.

Les

1724. Les Ecrits imprimez contenant des expressions piquantes & satiriques contre la Religion Catholique, ensemble les Hymnes composées par le Ministre Geret devoient être lacerez & brulez par la main du Bourreau. Les Ministres Geret & Olost qui n'avoient point comparu pour se défendre des accusations portées contre eux, étoient déclarez infames & bannis du Royaume. Et quant à l'Imprimerie de Thorn, il étoit défendu de mettre à l'avenir aucun ouvrage sous presse sans la permission de l'Évêque & sans l'approbation des Censeurs qui seroient établis pour cet effet.

Sous prétexte que la diversité des Ecoliers Catholiques & Non-Conformistes causoit des troubles & des querelles dans la Ville; pour les prévenir il étoit réglé qu'il n'y auroit plus dans la Ville que l'Ecole des Catholiques; permis cependant aux Non-Conformistes d'établir leur Academie dans un lieu hors de la Ville.

Un Marchand étoit condamné en

une

une amende de cent écus, s'il ne faisoit au plutôt revenir le nommé Heyder qu'il avoit envoyé dans le Brandebourg depuis que le Pere de ce jeune homme s'étoit déclaré Catholique Romain.

Pour l'exécution de cette sentence, on nommoit des Commissaires, à qui l'on ordonnoit de la faire exécuter sans aucun délai & de se munir pour cet effet des troupes nécessaires; & en cas d'opposition de la part des Habitans, la Ville de Thorn devoit encourir le crime de Lèze-Majesté.

Tandis que la Cour Assessoriale étoit occupée à dresser cette sentence, les débats par rapport au Commandement des Troupes Etrangères consumoient inutilement les séances de la Diète. On s'y voyoit à la veille de se séparer sans aucune Conclusion, lors que tout d'un coup les esprits se réunirent & convinrent de l'accord dont il a été parlé plus haut.

Cet accord arriva si à propos pour les Jesuites, qu'on les soupçonna d'y avoir beaucoup contribué dans la vûe que la sentence pût être interée dans

la

1724.

Ce qui fit terminer l'affaire du Commandement.

La Diète approuve la sentence de Thorn.

1724. la Conclusion de la Diète, afin de la rendre irrevocable. Ils eurent ce qu'ils souhaitoient : la Diète prononça que le decret émané du Tribunal affessorial contre les Magistrats de la Ville de Thorn, les seditieux & Auteurs du Tumulte, seroit exécuté sans delai dans toutes ses clauses & selon sa teneur : elle enjoignoit expressément aux Généraux de la Couronne de prêter main forte aux Commissaires & de fournir autant de troupes qu'il en seroit besoin.

Les Ministres  
Etrangers  
intercedent  
envain  
pour cette  
Ville.

La Diète n'eut pas plutôt approuvé cette sentence qu'on se mit en devoir de l'exécuter. En-vain les Ministres de l'Empereur, du Czar & du Roi de Prusse concoururent à demander que l'exécution fût sursisée & l'affaire examinée de nouveau ; leurs représentations ne servirent de rien. Le parti étoit pris de porter un rude coup à la Religion Luthérienne. Sans perdre de tems, l'Aide de Camp du Prince Lubomirski se met en route & arrive à Thorn en vingt six heures. Il entra dans la Ville escorté de cent cinquante Dragons & sui-  
vi

vi de quelque Cavalerie Polonoise. Le 1724. reste des Troupes, au nombre de trois mille hommes, fut mis en quartier dans les Villages voisins.

Les requêtes que firent dresser le Sénat, le Président, le Vice-Président, & quelques autres personnes, soit au Roi, soit aux Commissaires, n'eurent pas plus d'effet que les sollicitations des Puissances Etrangères : au contraire elles firent avancer de huit jours l'exécution de la sentence qui avoit été fixée au 15. de Decembre. Le 7. de ce mois à 5. heures du matin, le Capitaine Zweiman à la tête de 50. hommes alla prendre le Président Roefner & le mena dans la Cour intérieure de la Maison de Ville, où il eut la tête tranchée. Trois ou quatre heures après les autres condamnés subirent les divers supplices portez par la sentence, & à la honte des Commissaires, ces diverses exécutions furent accompagnées de circonstances barbares, & où la pudeur & l'humanité furent également violées.

Diverses  
requêtes  
sans fruit.

Execution  
de la sen-  
tence.

Il n'y eut que le Vice-Président  
Tome IV. M Zer-  
Le Vice-  
Président

1724. Zernich, qui après avoir obtenu une obtient sa grace. furséance de l'exécution, obtint ensuite sa grace. Dans les lettres que le Roi fit expédier à ce sujet, ce Prince temoignoit qu'il auroit fort souhaité que les conjonctures eussent permis de ne pas prononcer contre la Ville de Thorn une sentence si rigoureuse, ou du moins d'en adoucir l'exécution. On sait effectivement que Sa Majesté étoit fort portée à signaler sa clemence dans cette occasion; mais qu'on ne lui en laissa pas la liberté.

Le Nonce du Pape intercède en faveur des Condamnez.

Le Nonce du Pape avoit souhaité véritablement que l'on pourvût par une sentence à la conservation des droits des Catholiques & aux abus qui se commettoient; mais il avoit demandé qu'on usât de clémence envers les Coupables & qu'on ne répandît point de sang. Le Grand Chancelier à qui il s'en étoit expliqué & qui souhaitoit la même chose, lui dit franchement, qu'il étoit le seul qui pût sauver la vie de tant de Malheureux, ajoutant même que la chose étoit facile & qu'il n'avoit qu'à écrire aux Jesuites de Thorn, & à leur

leur mander de ne point confirmer 1724. l'accusation par serment, & que cette bonne œuvre étoit digne de son caractère & du leur. Le Nonce suivit ce Conseil, écrivit sa lettre & eut soin de ne point l'envoyer, que le Grand Chancelier ne l'eût approuvée & ne l'eût instruit des précautions nécessaires pour que les Jesuites ne la reçussent pas trop tard.

Elle arriva à tems & l'on avoit lieu On se jouë de lui. d'espérer qu'elle auroit son effet, surtout lors que les Commissaires ayant demandé au Recteur des Jesuites s'il étoit prêt à faire le serment porté par le Decret, on entendit ce Pere répondre qu'un Religieux n'étoit pas alteré de sang humain; *Religiosum non fitire Sanguinem.* L'Exécution alloit être suspendue par ce défaut de serment; mais le rusé Recteur sut parer le coup: il fit signe à un Frere Jesuite de se mettre à genoux & de faire le serment pour lui. Ainsi fut joué le Nonce; ainsi fut éludée la loi qui défend aux Ecclesiastiques de jurer pour des exécutions à mort.

1724. Mais en supposant même la justice de la sentence & une proportion entre le crime & la peine, il n'y avoit nulle prudence à en venir à une exécution si sanglante, ni à la faire avec tant de précipitation. C'étoit une affaire de Religion. Il étoit à craindre par conséquent que les Princes & les Etats Protestans ne se laissassent pas braver impunément, & ne cherchassent à venger une si grande quantité de victimes.

La Diète prévoit le peril.

Il semble que la Diète avoit prévu le peril, qu'elle s'étoit déterminée à en courir les risques, & que ce fut ce qui occasionna le premier & le second article de la Constitution qui fut faite avant sa séparation. Ces deux articles portoient, qu'afin que toute la terre pût connoître que la République désiroit entretenir une paix parfaite avec toutes les Puissances voisines & se tenir néanmoins en état de repousser les dangers qui pourroient survenir, le Roi se reservoit du consentement de tous les Etats une Convocation Générale, tant de la Noblesse de Pologne, que de celle de Lithuanie. Ce

Ce qu'on avoit prévu arriva. Le Roi de Prusse sonne le tosin: Toutes les Puissances Protestantes prennent l'allarme. Elles publient hautement que le Traité d'Oliva avoit été violé: elles se plaignent du mépris que la Nation Polonoise témoigne pour leur intercession: elles demandent le redressement des griefs des Protestans en Pologne, entre autres la restitution des Privilèges Ecclesiastiques & Civils dont la Ville de Thorn avoit été privée: Enfin elles somment toutes les Puissances garantes du Traité d'Oliva de remplir leurs engagements, l'infraction ne pouvant être ni dissimulée, ni excusée.

1725. Il n'y eut pas jusqu'au Czar, qui offrit de concourir avec les Puissances Protestantes, non seulement par ses conseils, mais encore par ses armes, s'il étoit nécessaire au maintien du Traité d'Oliva & des Libertez des Dissidens ou Non-Conformistes. Ce Prince étoit plus en état que personne de faire repentir les Polonois de leur précipitation: D'ailleurs il étoit aigri contre eux à cause des violences qu'ils

1724. Plaintes des Puissances Protestan. es.

Le Czar se joint elles.



1725. qu'ils avoient exercées contre des Grecs qui habitent sur quelques terres de la République; outre qu'il n'avoit vu qu'avec peine une fausse interprétation que les Polonois avoient donnée à l'article de la Religion dans le Traité conclu en 1716. par sa médiation entre le Roi Auguste & les Conféderez. Mais une mort imprévue ayant emporté le Czar, le Parti Protestant perdit l'appui qu'il s'étoit flatté de trouver dans les forces redoutables de ce Prince.

Mort de ce Prince.  
3. Fevrier.

Demandes des Puissances garantes du Traité d'Oliva.

Cependant les Puissances intéressées au maintien du Traité d'Oliva étoient puissamment sollicitées à demander raison de l'infraction de ce Traité; à assurer la vengeance des maux que la Ville de Thorn avoit soufferts; à faire annuler la sentence du Jugement assessorial de Varsovie; à prendre des mesures efficaces pour faire renvoyer le procès pardevant un Tribunal équitable & impartial, afin que l'effusion du sang innocent fût vengée, la sureté du repos public affermie, & les droits & privileges des Pro-

Protestans rétablis conformément aux 1725. Traitez publics.

Les Lettres pleuvoient de tous côtez. La difficulté étoit d'y répondre. Il falloit justifier la rigueur exercée contre les Habitans de Thorn, faire voir que la sentence étoit fondée sur la justice & qu'elle ne violoit point le Traité d'Oliva. C'étoit là l'embarras. Auguste s'en tira par un voyage de Saxe: Il laissa au Primat & aux Senateurs le soin de démêler la fulée. Ceux-ci par contre coup essayerent plusieurs fois de renvoyer cette affaire odieuse au Roi, le priant de vouloir la terminer par un *Senatus-Consultum*. Mais comme on en vint enfin à parler de guerre, & que quelques Puissances Protestantes commençoient à regarder la Pologne entière comme une victime qu'il falloit sacrifier aux Martyrs de Thorn & à la fureté de la Religion Protestante, le Primat & les Grands de Pologne se roidirent. Ils declarerent que le Traité d'Oliva leur étoit connu, mais qu'ils savoient aussi qu'on n'y trouveroit rien qui tendit à défendre

Difficulté pour y répondre.

1725. la punition des Rebelles, des Impies & des Profanateurs de l'Eglise de Dieu & de ses Saints, & que la seule réponse qu'ils pouvoient donner, c'étoit que les Protestans apprissent à être plus circonspects à l'avenir. Quant aux menaces d'hostilitez, ils témoignèrent s'en embarrasser peu, persuadés que le Ciel les assisteroit dans la défense de son honneur & qu'il béniroit leurs armes.

L'Empereur offre sa médiation.

Au milieu de ces bruits de guerre, on reçut des dépeches de la Cour de Vienne, qui offroit sa médiation, & demandoit qu'on tint un Congrès à Dantzic ou à Breslau, afin de prévenir les suites fâcheuses que pouvoit avoir un démêlé de Religion. Auguste lui même écrivit de Dresde, pour engager le Grands de Pologne à ne pas rejeter ces propositions d'accommodement. Mais un grand nombre de Senateurs & les Chefs de la Commission de Thorn ne crurent pas devoir accepter une Médiation Etrangere sur un point domestique. Ils répondirent que tout ce qu'ils pouvoient faire pour complaire à Sa

Qui est rejeté.

Ma-

Majesté c'étoit de traiter l'affaire dans la prochaine Diète. Bien-tôt même ils regarderent cette espece de complaisance, comme deshonorante pour la Nation: ils protestèrent qu'ils ne souffriroient point que la Diète en prit connoissance & s'engagèrent de sacrifier leurs vies & leurs biens pour soutenir l'affaire de Thorn.

Telle étoit la disposition des esprits, lorsque le Roi retourna de Dresde à Varsovie. Le Primat menaçoit de faire fermer & sceller de son autorité toutes les Eglises des Protestans, de faire emprisonner les Ministres & parloit de convoquer la Noblesse, afin de se mettre en état de repousser les hostilitez, dont on étoit menacé.

11. Octobre.

Une Déclaration que fit dans ces circonstances le Ministre de l'Empereur, déconcerta le Primat & les Sénateurs, & fit esperer qu'ils modéreroient un peu leur zèle. Cette Déclaration portoit que l'Empereur prioit pour la dernière fois le Sénat, & les grands du Royaume de se désister de leurs desseins violens & de remettre

Menaces de l'Empereur.

M 5

tre

1725. tre la décision de tout le différent à Sa Majesté Imperiale, qui sans cela seroit obligée d'abandonner entièrement la République, en cas que sa conduite lui attirât de fâcheuses affaires.

1726. Le changement que cette Déclaration avoit opéré parut entre autres dans le *Senatus-Consilium*, qu'Auguste convoqua au commencement de l'année 1726. presque tous les Sénateurs furent d'avis qu'on devoit terminer par la voie de la Négociation les différens qu'on avoit avec diverses Puissances, & qu'à l'égard de l'affaire de la Religion il faloit la traiter sous main, comme la matière la plus délicate. Ils convinrent même de la remettre entre les mains du Roi, le priant seulement de disposer les choses de maniere que les Catholiques pussent aussi jouir dans les Etats Protestans du paisible & libre exercice de leur Religion.

Il étoit dit dans le Résultat de ce *Senatus-Consilium*, que le Roi de Prusse avoit enlevé & pris par force dans ses Etats à ses sujets Catholiques leurs

leurs revenus, leurs biens, & leurs effets, comme si les Sénateurs eussent voulu par là justifier le procédé de la République envers les Protestans de Pologne. Cette imputation choqua Sa Majesté Prussienne. Elle envoya ordre à son Ministre à Varsovie de demander qu'on voulût spécifier chaque cas de ces accusations & dire en quel tems & en quel lieu on avoit usé de violence envers les Catholiques de ses Etats. On pouvoit à la vérité alléguer deux exemples de violence; mais ils n'en avoient que l'apparence, & ne pouvoient par conséquent servir à fonder une accusation. Dans le premier cas l'affaire avoit été portée en justice & jugée selon les Loix, après même que la République avoit fait refus de nommer des Commissaires pour examiner le fait: dans le second cas il s'agissoit du séquestre des gages du Curé Catholique de Königsberg, séquestre occasionné par l'irrégularité de la conduite de ce Curé; outre qu'à l'intercession du Roi Auguste & de la République, le Roi de Prusse avoit déjà fait lever le séquestre & ordonné que

1726.

Plaintes du  
Roi de  
Prusse.

les

1726. les gages de ce Curé lui fussent exactement payez par la suite.

Tout le monde panche pour l'accommodement.

Quoique les Puissances Protestantes fussent dans la disposition de terminer l'affaire de Religion par un accommodement, & que les Polonois témoignassent vouloir leur donner cette satisfaction; Auguste ne laissa pas de publier les premiers Universaux pour la *Polpolite Rutzenienne*; & les Généraux de l'Armée eurent ordre de faire qu'elle se tint prête à marcher au premier commandement. Mais ces préparatifs de Guerre se faisoient moins dans le dessein d'en venir à une rupture, que par précaution; car plus on alloit en avant & plus de part & d'autre on sembloit embrasser des sentimens plus pacifiques.

Affaire de Courlande.

L'affaire de Courlande ne contribua pas peu à faire entrer les Polonois dans ces sentimens. Elle étoit assez intéressante pour mériter leur attention.

La Courlande est un ancien Duché qui faisoit autrefois partie de la Livonie. Il appartenoit à l'ordre Teutonique & avoit voix & séance à la Diète de l'Empire. Il consiste en deux parties

ties, la Courlande propre & le Semigalle. Il devint Etat Souverain & dépendant de la Pologne en 1561. lorsque Godhart Kettler, Grand Maître de l'Ordre Teutonique, renonça à l'Ordre, jura à Wilna le 28 de Novembre les *Pacta Subjectionis*, & fut proclamé Duc de Courlande & de Semigalle, avec les mêmes droits de Souveraineté, dont avoit joui l'Ordre Teutonique.

Comme le Duc Ferdinand dernier Mâle de la race de Kettler se trouvoit sans enfans; le Roi de Prusse avoit proposé dès l'an 1719. que le Roi & la République de Pologne donnassent au Margrave de Brandebourg-Suedt l'Investiture éventuelle du Duché de Courlande, à condition qu'il s'obligeroit d'en acquitter toutes les dettes. Cette proposition, disoit le Roi de Prusse, est d'autant plus recevable que la Cour de Pologne, a déjà paru dans le dessein, d'investir de ce Duché le Prince de Saxe-Weissenfels, sans le charger de la même obligation, auquel cas la République de Pologne seroit trouvée elle-même chargée de satis-

1726.

Projet du Roi de Prusse.

icM. cc

Projet du Roi de Prusse.

1726. satisfaire aux prétentions de la Duchesse Douairière de Courlande, aujourd'hui Impératrice de Russie, à celles de la Duchesse de Cobourg & des Sœurs du Duc de Courlande, aussi bien qu'à celles de l'Abbesse d'Herford, prétentions qui se montoient à plusieurs millions.

Il est sans succès.

nb 1701  
sb 102  
sb 101

22. Mai.

Démarche hardie de la Régence de Courlande.

Le Czar paroissoit approuver le projet du Roi de Prusse; mais l'alarme que cette entreprise causa aux Polonois, ne permit pas de pousser l'affaire plus loin. On ne parla plus d'Élection éventuelle jusqu'en 1726. que la Régence de Courlande, dans le tems qu'on s'y attendoit le moins, publia au nom du Duc & à son insçu, à ce qu'il prétendit, des *Universaux*, pour délibérer sur les moyens de maintenir à perpetuité le Duché, dans ses Immunités & Libertés, de même que la forme du Gouvernement Ducal. Ces *Universaux* portoient outre cela que le Palatin de Wilna, Grand Général de l'Armée de Lithuanie, avoit promis à la Régence de lui donner dans cette occasion toute sorte d'assistance.

Le

Le Duc Ferdinand qui se tenoit à Dantzic, protesta contre ces *Universaux*, & défendit à la Noblesse de rien statuer dans une matière de cette nature & même de s'assembler au jour qui avoit été indiqué. Nonobstant cette défense l'Assemblée ne laissa pas d'avoir lieu. Trois Sujets furent proposés savoir, le Duc de Holstein Gottorp, le Prince de Menzikow & le Comte Maurice de Saxe, Fils naturel du Roi Auguste & de la Comtesse de Koningsmarck. Les suffrages s'étant réunis en faveur de ce dernier, il fut élu unanimement pour succéder au Duché après la mort du Duc Ferdinand. On fit grand bruit en Pologne lorsque la nouvelle de cette Élection y fut portée. Les Polonois depuis longtemps avoient formé le dessein de partager ce Duché en Palatinats & en Starosties après la mort du Duc Ferdinand. Ils s'imaginèrent que le Pere & le Fils agissoient de concert pour trahir les intérêts de la République. Peut être même Auguste n'étoit-il pas éloigné de travailler à assurer à son fils

1726.

Élection du Comte Maurice de Saxe.

Opposition de la part des Polonois.

1726. un si beau domaine. Cependant il sacrifia l'affection paternelle à l'ambition de ses Sujets. Il déclara publiquement qu'il ne protégeroit en aucune sorte le Comte de Saxe, puisqu'on jugeoit que son Election donnoit atteinte aux droits de la République. Ce sacrifice ne contenta pas les Polonois. Ils voulurent un Acte qui annullât ce qu'avoient fait les Etats de Courlande. L'ordonnance fut renduë, & elle enjoignoit de plus au Maréchal & à quelques Conseillers de se rendre à Varsovie dans l'espace de six semaines, pour y rendre raison de leur conduite.

Et de la part de la Russie.

Il avoit été question du mariage du Comte de Saxe, avec la Duchesse Douairière de Courlande ; mais la Cour de Russie qui ne goûtoit plus cette alliance, se déclara contre l'Election éventuelle. Le Prince de Menzikow, annonça à la Regence de Courlande que l'Impératrice Sa Maitresse ne pouvoit donner son consentement à l'Election qui avoit été faite, & qu'elle demandoit qu'on procédât à une nouvelle Election : le Prince Dolgorouki qui étoit à Mittau

Mittau alla jusqu'à indiquer la personne que sa Cour souhaitoit qu'on élût ; & un Corps de Troupes Russiennes s'approcha des frontieres de Courlande, pour obliger les Etats à faire ce qu'on exigeroit d'eux. 1726.

De pareilles démarches, si opposées à l'Alliance qui subsistoit entre la Pologne & la Russie, & aux assurances continuelles que cette dernière donnoit de vouloir entretenir la bonne intelligence entre les deux Cours, firent supposer que les Princes Menzikow & Dolhoruki agissoient l'un & l'autre, à l'insçu de la Czaritze. Auguste fit prier cette Princesse de désavouer authentiquement ces deux Princes, en leur enjoignant de ne plus s'intriguer dans des affaires qui étoient uniquement du ressort de la Couronne ; & d'un autre côté il cassa & annulla d'avance tout ce que la Regence de Courlande pourroit entreprendre soit de gré, soit de force.

Cette affaire fut portée à la Diète de Grodno, dont l'ouverture se fit le 28. de Septembre. C'étoit une Réas-somption de la dernière Diète de

Parti que prend Auguste.

L'affaire est portée à la Diète.

1726. Varsovie. Les Ministres de l'Empereur, de France, de la Grande-Bretagne, de Russie, de Prusse, & des Etats Généraux des Provinces-Unies, s'y rendirent, de même que le Nonce du Pape. Il y eut d'abord quelques difficultez par rapport à la réassomption de la Diète. Quand elles eurent été levées, on vit naître des débats assez vifs touchant l'admission de Mr. Finsch, Envoyé du Roi d'Angleterre. Un grand nombre de Senateurs avoient déjà fait à Varsovie difficulté de le reconnoître en qualité de Ministre: quelques Nonces voulurent pareillement à Grodno lui disputer ce titre. Ses pouvoirs étoient cependant en bonne forme; mais on cherchoit à le mortifier, parce que quand il étoit Ministre du Roi de la Grande Bretagne à Ratisbonne, dans le mémoire qu'il avoit présenté à la Diète de l'Empire, au sujet de la Commission de Thorn, il s'étoit servi d'expressions vives qui avoient offensé la Nation.

Demande  
des Non-  
ces.

Ces deux difficultez étant levées, on mit sur le tapis l'affaire de Courlan-

lande. Les Nonces qui étoient pré- 1726.  
parez sur ce point, demanderent que le Roi donnât un Diplome pour révoquer l'Electio[n] du Comte de Saxe, & que Sa Majesté employât l'autorité qu'elle avoit sur ce Prince, pour l'obliger de sortir de la Courlande, de comparoître à la Diète & de remettre la patente de sa prétendue Election: Ils demanderent encore que l'on punît sévèrement les Courlandois de l'attentat qu'ils avoient commis, & que l'on dressât un nouvel acte d'incorporation de ce Duché à la Pologne.

Ils furent satisfaits sur tous ces Articles. Auguste pour détruire tous les soupçons qu'on auroit pû former contre lui, se prêta de bonne grace à toutes les demandes des Nonces, témoigna preferer les intérêts de ses sujets à l'établissement de son fils, & même, au cas que le Comte de Saxe ne montrât pas toute la soumission qu'il avoit lieu d'en attendre, il s'engagea d'entrer dans toutes les mesures que la République jugeroit convenables.

Auguste  
les con-  
tente.

1726. Comme le Comte de Saxe ne comparut point à la Diète & ne remit point la Patente de son Election, on résolut de le mettre au ban de la Pologne, & d'établir une Commission qui seroit chargée de se transporter en Courlande, pour faire la recherche des Auteurs de la Convocation des Etats & de l'Election éventuelle & pour regler toutes les affaires qui concernoient ce Duché.

La Diète est mécontente du Roi d'Angleterre.

Mesures prises contre le Roi de Prusse.

On délibéra encore sur diverses autres affaires. Les Nonces voulurent savoir le contenu des lettres du Roi de la Grande-Bretagne; mais après en avoir entendu la lecture, tous les Membres de la Diète furent si offenzés des termes dans lesquels elles étoient conçûes, que l'on conclut non-seulement de ne point accorder d'audience à son Envoyé, mais encore de n'admettre aucun Ministre de ce Prince.

Le Roi de Prusse fut traité avec la même hauteur. On résolut qu'au cas que ce Prince refusât plus long-tems de redresser les griefs dont on lui avoit porté des plaintes & de donner une

entière & prompte satisfaction à la République, on convoqueroit une Diète Extraordinaire & l'arrière-ban afin d'obtenir plus promptement la satisfaction demandée. 1726.

On n'eut pas la moindre attention aux demandes des Puissances garantes du Traité d'Oliva, par rapport au redressement des Grieffs de Religion. Il fut dit seulement que les dissidens ou non-conformistes seroient maintenus dans la paisible possession du libre exercice de leur Religion.

Ce qui parut surprenant, c'est qu'on n'agit pas avec moins de vigueur avec le Pape, qui tiroit des sommes considérables de la Pologne & dont le Nonce Santini non-seulement entreprenoit sur la Jurisdiction des Evêques, mais se mêloit encore de quantité d'affaires seculieres. On convint qu'il falloit secouer un joug qui devoit trop pesant; & agir auprès du Pape pour qu'il rappellât son Nonce. Quelque temps après en conséquence de cette résolution, & des ordres des Sénateurs & des Ministres, le Régent de la Couronne fit fermer la Noncature, Et contre le Pape.



1726. ture, & interdit l'exercice de la Jurisdiction dans ce Tribunal.

Autres résolutions de la Diète.

La Diète prit encore diverses résolutions. Elle regla entre autres; Qu'il ne seroit plus permis de limiter les Diètes; Qu'on corrigeroit les abus qui s'étoient gliffés dans les Tribunaux; Qu'on nommeroit des Commissaires pour écouter les propositions des Ministres Etrangeres, & pour traiter avec eux. Qu'on accorderoit au Roi & à ses Successeurs tous les fonds que le Roi Auguste avoit achetez à Varsovie pour le Bâtiment de son Palais.

Auguste tombe malade.

Auguste en retournant de Grodno à Varsovie fut contraint par une incommodité de s'arrêter à Bialostok. Le mal qu'il ressentoit étoit au pied gauche & à la jambe, & dans peu il devint si violent qu'il fit craindre pour la vie de ce Prince. On eut recours à l'amputation du gros doigt du pied. Le mal se calma par cette opération; & Auguste qui avoit déjà fait son testament & cacheté toutes ses pierreries dans une cassette, qui devoit être remise au Prince Electoral,

ral, se trouva bien-tôt en état de se rendre à Varsovie, où il arriva le 11. de Fevrier.

1727.

L'amputation & les remedes extérieurs n'avoient fait que pallier le mal dont la cause étoit dans le sang. Auguste à son arrivée se détermina à prendre des remedes intérieurs pour purifier la masse du sang; cure longue & pénible; mais nécessaire pour prévenir d'autres accidens encore plus fâcheux que le premier.

Sa guérison.

Durant le tems de la cure, Auguste ne laissa pas de continuer ses soins pour le bien public. Il fit tenir dans son Palais un *Senatus Consultum*, où l'on délibéra sur les affaires les plus pressantes. On y dressa entre autres un Règlement du Cérémonial pour l'hommage du Duc de Courlande, l'Acte pour la Commission que l'on vouloit envoyer dans ce Duché, & diverses lettres qui devoient être envoyées en différentes Cours.

*Senatus Consultum* à Varsovie.

Dans ces entrefaites on vit arriver à Varsovie, un Gentilhomme Courlandois, nommé Molen, avec la qualité de Député des Etats de Courlande.

Député de Courlande à Varsovie.

1727. Il s'adressa au Maréchal de la Couronne pour avoir audience, & lui dit qu'il étoit chargé des remontrances des Etats, qui demandoient, que la Commission qu'on parloit d'envoyer, conservât ses privilèges, & ne changeât rien au Gouvernement présent ni à l'Élection éventuelle qui avoit été faite.

Il est arrêté.

Ces remontrances ayant été communiquées au Sénat, on jugea que le Maréchal de la Couronne qui étoit chargé de l'exécution des Constitutions de la Diète de Grodno, devoit arrêter cet Envoyé dans sa maison, jusqu'à ce qu'on eût vu de quelle manière on en agiroit envers lui.

Motifs de cet Arrêt.

Les motifs qui portèrent le Sénat à prendre cette résolution furent. 1. Que dans les Instructions de ce Député il paroissoit une rébellion ouverte, en ce que les Etats de Courlande protestoient contre la Commission nommée par la dernière Diète, & contre tout ce que pourroit ordonner cette Commission: 2. Parce que ce Député étoit seulement envoyé, disoit-on, par une partie de la Noblesse assemblée en conventicule, deux Conseillers supérieurs

rieurs s'étant absentez, plusieurs Paroisses n'ayant pas envoyé leurs Députez, & le Duc ayant protesté contre ce Conventicule: 3. Afin que le Roi, le Sénat & le Ministère pussent se mettre à couvert des soupçons de connivence & d'adhérance: 4. Parce que la revolte étant publique, il convenoit aussi de montrer un ressentiment public, afin que tout le monde connût que ce n'étoit pas en vain que la République formoit des Loix & que dans son indépendance elle n'appréhendoit personne: 5. Parce que cette démarche apprendroit au Comte de Saxe à obeir aux ordres du Roi & à se conformer aux volontez de la République.

La résolution du Sénat fut exécutée le même jour. On annonça les Arrêts à l'Envoyé de Courlande: on se saisit de ses papiers & on lui donna une garde de six hommes avec un Bas-Officier.

Dans ce même *Senatus Consilium*, après bien des débats, on leva les défenses faites au Tribunal de la Nonciature d'exercer aucun Acte de Jurisdiction.

24. Fevrier.

Le Sénat se relache par rapport à la Cour de Rome.

1727. tion. Les Sénateurs se relâchèrent à cet égard, tant parce que le Nonce Santini avoit publié un Manifeste par lequel il justifioit la conduite qu'il avoit tenuë, que parce qu'on favoit que le Pape étoit déterminé à le rappeler; & l'on se flattoit que cette déférence pour la Cour de Rome l'engageroit à hâter le rappel de son Nonce.

Tandis qu'on travailloit à procurer la tranquillité de la République, les remèdes dont le Roi usoit, operoient tellement que le 27. de Mars il se trouva en état d'entreprendre le Voyage de Saxe. Pendant son absence les Commissaires nommez dans l'affaire de Courlande prirent des mesures pour la faire reussir au gré de la République. Ils firent inviter le Duc Ferdinand de se trouver à Mittau, & les Généraux de la Couronne & de Lithuanie donnèrent ordre à quelques Enseignes de marcher vers les Frontières de la Courlande.

L'entreprise étoit délicate. On avoit vu une Lettre du Comte de Saxe dans laquelle il déclaroit au Roi qu'il étoit

Demarches  
de la Com-  
mission de  
Courlande.

Lettre du  
Comte de  
Saxe au  
Roi.

1727. étoit contraint par une nécessité fatale de désobeir aux ordres que Sa Majesté lui avoit donnez; que des sentimens d'honneur lui imposoient l'obligation de ne faire aucune démarche indigne de sa naissance; qu'il ne pouvoit plus abandonner un parti honorable, ni se dédire & manquer à sa parole; qu'il occupoit un Emploi distingué dans les Armées du Roi Très-Christien, où la lâcheté & la trahison ne souffroient ni interprétation, ni déguisement, & que quand il voudroit passer ces considérations essentielles, il ne pourroit éviter le reproche continuë de sa propre conscience & se résoudre à finir ses jours dans le mépris.

„ Je n'ai rien ajoutoit-il de plus pro-  
 „ fondément gravé dans mon cœur  
 „ qu'une entière résignation aux or-  
 „ dres de votre Majesté; mais la ré-  
 „ putation, Sire, ne peut reconnoître  
 „ que soi-même; j'en dois répondre  
 „ seul; & si je suis jamais capable de  
 „ m'écarter un instant de ce principe,  
 „ je ne suis plus digne de vos bontez.  
 „ Ce n'est ni par caprice, ni par légé-  
 „ reté, que j'ai donné les mains à mon  
 „ Ele-

1727. „ Election : J'ai été unanimement  
 „ choisi par cette Nation illustre ,  
 „ par ce corps de Noblesse qui s'est  
 „ signalé depuis plusieurs Siècles par  
 „ son attachement pour la Pologne ,  
 „ qui a plus d'une fois contribué à sa  
 „ gloire & à ses avantages , qui ne  
 „ cherche , ne demande & n'aspire à  
 „ autre chose qu'à persister dans la  
 „ fidélité de ses Ancêtres & qui ne  
 „ s'en départira jamais , à moins que  
 „ d'y être forcé “.

Conféren-  
 ce qu'il a  
 avec le  
 Vice-  
 Chance-  
 lier.

D'ailleurs dans une Conférence que ce Comte avoit eüe avec le Vice-Chancelier de la Couronne, il s'étoit expliqué de manière à faire comprendre qu'il n'abandonneroit point les Courlandois ; qui étoient prêts à se sacrifier pour son service. A la vérité il eût été aisé à la République de réduire le Comte & les Courlandois ; mais il étoit à craindre , s'il en résul-  
 toit une guerre , que les Puissances voisines qui étoient attentives à tout ce qui se passoit, ne se missent de la partie.

Suite de  
 l'affaire de  
 Courlan-  
 de.

Il n'arriva rien de tout cela. Si le Comte de Saxe fit mine de vouloir se  
 re-

retrancher dans l'Isle d'Usmeitz il eut 1727.  
 beau exhorter les Courlandois à venir se joindre à lui , peu furent assez téméraires pour se ranger sous ses étendards. La Régence du Pays crut trouver plus de sûreté à se jeter entre les bras des Moscovites, qui lui offroient la protection du jeune Czar leur Maître , à condition qu'elle se désisteroit de l'Election éventuelle faite en faveur du Comte de Saxe. Ils lui promettoient encore d'obliger le Comte à quitter la Courlande & d'engager la République à ne point exécuter l'incorporation projetée.

Ces conditions étoient trop avantageuses pour les rejeter. Les Courlandois qui se voyoient entre l'enclume & le marteau, envoyèrent deux Deputés au Comte de Saxe pour lui faire part des intentions du Czar. Le Comte qui auroit pu résister quelque tems contre les Troupes de la Commission , ne vit aucun jour à tenir contre les Moscovites qui avançaient vers lui. Il prit le parti que la prudence lui dicta. La réponse qu'il donna aux deux Deputés fut qu'il se  
 trou-

Députa-  
 tion des  
 Courlan-  
 dois au  
 Comte de  
 Saxe.

Reponse  
 de ce Prin-  
 cc.

1727. trouvoit très-malheureux d'avoir encouru la disgrâce de la Cour de Russie ; que se voyant trop foible pour résister à une telle puissance, il se trouvoit contraint d'abandonner les engagements pris avec les Courlandois, & demandoit seulement dix jours pour se retirer.

Declara-  
tion des  
Moscovi-  
tes.

Les Députez ayant fait leur rapport, les Généraux Moscovites ne donnerent que deux jours au Comte pour sortir de la Courlande, & allèrent ensuite déclarer aux Commissaires qui s'étoient rendus à Mittau que l'Empereur leur Maître & le Prince de Menzikow leur avoit donné ordre de faire fortir le Comte de Saxe de la Courlande; mais que le Czar ne consentiroit jamais que la Courlande fût partagée en Palatinats. Ils ajoutèrent qu'il falloit laisser la liberté d'Élection aux Etats qui pourroient avoir plus d'inclination pour un autre Prince, que pour le Comte de Saxe.

Jalousie  
du Prince  
Menzikof.

Toute cette manœuvre n'avoit d'autre but que de faire élire le Prince de Menzikow, qui jaloux de ce que le Comte de Saxe lui avoit été pré-

1727. préféré, songeoit à le chasser & à s'élever sur les débris de sa fortune. Les Généraux Russiens avoient des ordres si précis à cet égard, que sans attendre la réponse des Commissaires, ils firent attaquer dans l'Isle d'Ulmeitz le Comte de Saxe, qui forcé de céder au nombre, prit la fuite & se sauva vers Memel avec quelques-uns des siens, abandonnant malgré lui les autres qui furent conduits prisonniers à Mittau.

Après cette expedition, les Généraux Russiens représenterent aux Commissaires que puis que le Comte de Saxe avoit été obligé par leurs Troupes d'abandonner la Courlande, la Commission devoit desormais se retirer. L'Evêque d'Ermeland & le Comte de Denhoff, qui étoient à la tête de la Commission, répondirent qu'ils auroient bien pû eux-mêmes déloger le Comte, qu'ainsi ils n'avoient aucune obligation aux Moscovites de ce qu'ils avoient fait, & qu'ils regardoient au contraire cette entreprise dans une Province dépendante de la République, comme une infraction des

Autre De-  
claration  
des Mos-  
covites.

Reponse  
qui leur  
est faite.

1727. des Traitez, & qu'ils se flattoient que les Troupes Moscovites fortiroient incessamment de Courlande, sans quoi la République seroit obligée de prendre des mesures pour arrêter de pareilles entreprises sur son autorité.

Ils songent à se justifier.

Les Généraux Russiens n'insisterent pas davantage: ils ne songerent plus qu'à justifier leur entrée en Courlande, parceque les motifs qui les avoient fait agir ne subsistoient plus depuis la disgrâce du Prince de Menzikow. Ils dirent que l'Empereur leur Maître n'avoit pu permettre que le Comte de Saxe fit bâtir, au préjudice du Traité d'Oliva, une Forteresse dans la Courlande, ni qu'il y fit venir des Vaisseaux chargez de Troupes & de munitions, & que pour éviter une guerre dans le voisinage, on avoit trouvé à propos d'étouffer les premiers troubles dès leur naissance.

Par-là la Courlande se trouva à la discretion des Commissaires Polonois. Ils avoient convoqué une Diète. Les Députez étant arrivez, on voulut éxi-

1727. éxiger d'eux un nouveau serment. Ils s'en defendirent, alleguant que comme il n'étoit fait aucune mention de ce serment ni dans la Constitution de la Diète de Grodno, ni dans les Citations qu'on leur avoit envoyées, ils n'avoient reçu aucunes instructions à cet égard. Ils offrirent pourtant de remettre en original le Resultat de la Diète de Courlande & la Convention faite avec le Comte Maurice de Saxe.

Offres des Courlandois.

Ces deux pièces étoient précisément ce qu'on souhaitoit le plus ardemment. Les Commissaires n'insisterent pas beaucoup sur le serment lorsqu'elles leur eurent été remises. Ils ne songerent plus qu'à regler une forme éventuelle de Régence & ils la firent signer par les Grands Officiers & par les Députez des Etats. Elle étoit conçûe en douze Articles, dont voici la teneur.

Reglement de la Commission en Courlande.

1. Les Duchez de Courlande & de Semigalle reviendront sous l'obéissance & la Jurisdiction de la Couronne de Pologne, au cas que le Duc Fer-

1727. dinand vienne à mourir sans enfans mâles.

II. L'Instrument de la prétendue Election du Comte Maurice à la succession de ces Duchez sera & restera abolie & l'on déclare pareillement nulles toutes les autres prétentions qu'on pourroit former à cette succession; le tout en vertu des Decrets de la dernière Diète de Grodno.

III. Les privileges, libertez & droits qui avoient été accordez ci-devant par le Roi Sigismond de glorieuse mémoire, à la Noblesse de ces Duchez seront inviolablement maintenus tant dans les affaires Politiques qu'Ecclesiastiques.

IV. Les Catholiques-Romains, aussi-bien que les Protestans seront tolerez & élevez aux charges & emplois.

V. Les Duchez de Courlande & de Semigalle, en cas de mort du Duc Ferdinand sans héritiers mâles, seront confiderez comme Duchez incorporez à la Couronne de Pologne: cependant ils jouiront de leurs loix & li-

ber-

bertez naturelles, comme ils en ont jouï ci-devant. 1727.

VI. Aucun Noble, ni autre Sujet du Duché, ne sera dépouillé de ses biens sans procédures dans les formes; & les plaintes & les différens seront portez devant le Tribunal de Sa Majesté & y seront jugez sans préjudice des droits du Duché.

VII. En cas de guerre, la Noblesse & les Sujets seront obligez de contribuer la première année trente mille écus & les autres années vingt-mille.

VIII. On accorde à la Regence de ces deux Duchez le libre exercice des Loix nommées Royales, dont le Duc jouit actuellement, particulièrement le droit de battre monnoie.

IX. En cas que la Regence, pour maintenir ses droits, eût besoin de quelque assistance militaire, on lui fournira à sa disposition 12. Cavaliers & trente Fantassins, qui seront payez des revenus du Duc.

X. Les biens & possessions du Duc ne changeront jamais de nature; de sorte que ceux qui du tems de l'In-

1727. vestiture étoient séculiers ne deviendront jamais Ecclesiastiques.

XI. La Noblesse jouira en tout tems du droit de péage, sans pourtant qu'il les autorise à établir de nouveaux impôts dans les districts où leurs biens sont situés.

XII. Les Duchez de Courlande & de Semigalle ne seront jamais séparés de la Couronne de Pologne, ni du Grand Duché de Lithuanie, ni cédés à aucune autre Puissance : Au contraire ils seront toujours regardés comme Membres inséparables de la République & comme sujets immédiats, & l'on n'entreprendra jamais de changer la moindre chose au présent Règlement, sans la participation du Magistrat & de la Noblesse.

1728. Tandis que la Commission regloit ainsi les affaires de Courlande, Auguste étoit détenu en Saxe par un nouvel accident qui lui étoit survenu. La plaie qu'il avoit au pied s'étoit refermée, & les humeurs, n'ayant plus d'écoulement, renouvelloient les craintes de quelques facheuses suites. On étoit d'autant plus affligé en Pologne

logne de ce contre-tems, que la présence du Roy y étoit jugée nécessaire. Les Cosaques & les Tartares donnoient de grandes allarmes : les premiers paroissoient dans la disposition de se soustraire de la domination de la République, pour se mettre sous celle de la Porte; les autres menaçoient les terres de la République de quelque invasion. Mais ce qui alarmoit encore davantage c'étoit la grande intelligence qui regnoit entre les Cours de Dresde & de Berlin. Les deux Monarques avoient eu des entrevués en Saxe & en Prusse; & il paroissoit qu'il se négocioit entre eux une alliance à laquelle les Cours de Vienne & de Russie paroissoient prendre quelque part.

Les entrevués des Princes sont sujettes à cacher de grands mystères. Plusieurs Seigneurs Polonois jugèrent que celles des deux Rois n'avoient d'autre but que de mettre la République dans la nécessité de choisir pour Roi le Candidat qu'on leur proposeroit, ou d'approuver une Demission en faveur d'un Prince qu'ils

1728.  
Allarmes  
des Polo-  
nois.

Leurs  
sujets.



1728. n'auroient pas choisi librement, alternative également contraire aux loix & à la liberté de la Pologne.

Se fortifient.

Ces soupçons s'étant fortifiez par la nouvelle de l'augmentation considerable qu'Auguste faisoit dans ses Troupes Saxannes, on crut ne pouvoir trop tôt se munir contre le danger. On commença à tenir des assemblées particulieres dans quelques Palatinats, & divers Seigneurs firent une espèce de confédération, par laquelle ils s'engagerent de conserver au depens de leur vie le droit de libre Election, déclarant qu'ils tiendroient pour rebelles & pour ennemis de la Patrie, ceux qui par leurs conseils ou en quelque autre façon que ce fût concourroient à la suppression de ce droit.

1729. Auguste n'ignoroit pas ces démarches: il le fit connoître par les Universaux qu'il publia, lors-qu'il fut de retour à Varsovie. Après y avoir déclaré qu'il falloit être ennemi de soi-même & de la Patrie, pour ne pas convenir que par sa vigilance & par ses soins, il avoit réuffi à garantir

tir la République de toute insulte de 1729. la part des Etrangers, & à calmer les troubles qui avoient regné dans l'intérieur du Royaume. „ Ce pendant, ajoutoit-il, notre cœur „ est sensiblement touché de voir „ que des esprits malins portent la „ témérité jusqu'à semer la division „ dans le Royaume, & osent répandre des bruits seditieux pour déraciner des cœurs de nos sujets l'amour qu'ils nous portent & la confiance qu'ils ont en nous“. Il prenoit ensuite Dieu à témoin qu'il n'avoit point d'autre but que celui d'augmenter les droits, les libertez & les prerogatives de la République, & de laisser un jour le trône à celui qui y seroit appellé par les suffrages libres de la Nation.

Ce Prince dans ses Universaux se bernoit à justifier sa conduite, & à détruire les soupçons qu'on avoit conçus: dans un discours qu'il fit au Senat, il eut moins de circonspection. Il fit sentir qu'il avoit pris lui-même quelque ombrage par rapport au

1. Juillet.  
Ombrage  
qu'il con-  
çoit.

1729. Successeur qu'on lui destinoit. „ S'il  
 „ est, dit-il, d'une nécessité absoluë  
 „ pour le bien du Royaume de vivre  
 „ en bonne intelligence avec les puis-  
 „ sances de l'Europe, il ne l'est pas  
 „ moins d'éviter autant qu'il est pos-  
 „ sible de tomber dans les pièges que  
 „ les mal-intentionnez ne cessent de  
 „ tendre à ceux qui sont contraires à  
 „ leurs desseins pernicieux & de se  
 „ laisser surprendre par les offres  
 „ trompeuses que leur font faire des  
 „ personnes qui s'arrogent injuste-  
 „ ment un titre qui ne leur est  
 „ point du, ou qu'ils n'ont pas su se  
 „ conserver “. Pour rendre inuti-  
 „ les de pareils projets qu'il appelloit  
 „ detestables, il disoit qu'il faloit se  
 „ réunir plus étroitement que jamais &  
 „ ne point perdre de vûë que la Polo-  
 „ gne n'avoit jamais été plus malheu-  
 „ reuse, que dans les tems que l'esprit  
 „ de division y avoit regné.

D'où ils  
 venoient.

Il est aisé de voir de quelle part ve-  
 noient ces ombrages qu'Auguste avoit  
 conçus. Les infirmités dont il étoit  
 accablé lui faisoient sentir que sa fin  
 n'é-

n'étoit pas éloignée : il voyoit arri- 1729.  
 ver à sa Cour un Ambassadeur de  
 France : il jugea qu'il venoit menager  
 les suffrages de la Nation en faveur du  
 Roi Stanislas, à qui il ne manquoit  
 plus que d'être rappelé au trône de  
 Pologne, pour achever d'être dé-  
 dommagé des disgrâces qu'il avoit es-  
 suyées. Ce Prince après la mort de  
 Charles XII. ayant été obligé de for-  
 tir du Duché de Deux-Ponts avoit  
 cherché un azyle en France, Royau-  
 me qu'on peut nommer la Patrie des  
 Rois infortunés : cedant au tems &  
 aux circonstances, il y avoit passé  
 quelques années dans une espèce de  
 retraite; mais enfin le Ciel après l'a-  
 voir éprouvé, lui avoit donné la con-  
 solation de voir le Roi Très-Chrétien  
 fixer son choix sur la Princesse sa fille,  
 s'unir avec elle & l'associer au trône.

Cependant le Marquis de Monti,  
 c'est ainsi que se nommoit cet Am-  
 bassadeur de France, ne paroissoit  
 point avoir d'autres ordres que de de-  
 mander l'exécution du Traité d'Oli-  
 va, commission même qui ne devoit  
 pas le rendre agréable à la Nation,  
 puis-

1729. puisque c'étoit demander le rétablissement des changemens qui avoient été faits par la Sentence renduë contre la Ville de Thorn.

Il étoit comme impossible que cette défiance réciproque qui regnoit entre le Roi & les sujets, permît une grande concorde dans la Diète, qui avoit été convoquée. L'ouverture s'en fit à Grodno le 22. du Mois d'Août; & dès l'entrée, il s'éleva des débats qui firent mal augurer du succès de cette Diète. Quelques Nonces de Lithuanie s'avilèrent de proposer qu'on examinât avant toutes choses si cette Assemblée devoit être regardée comme une Diète ordinaire, ou comme une Diète extraordinaire.

La proposition paroissoit en elle-même peu importante: cependant elle occupa toute la première séance. Les sentimens se partagèrent, chacun voulut faire valoir le sien: le tems se passa ainsi en vaines contestations.

On croyoit le lendemain procéder à l'élection d'un Maréchal; mais les Nonces de Lithuanie s'y opposèrent & insistèrent pour qu'on décidât sur la

Diète de  
Grodno.

Représen-  
tation des  
Nonces de  
Lithuanie.

la proposition qu'ils avoient faite le 1729. jour précédent. Ils ajoutèrent que si on vouloit faire passer l'Assemblée pour une Diète ordinaire, elle étoit contraire aux Loix, selon lesquelles elle auroit du se tenir dès l'année précédente; & que si on ne la regardoit que comme une Diète extraordinaire, elle ne devoit durer que 15. jours & devoit être suivie d'une autre Diète, au terme ordinaire, qui seroit l'année suivante.

Les Nonces de la Couronne & quelques autres crurent décider la question en disant que la demande étoit hors de saison & que pour y répondre il n'y avoit qu'à regarder les Universaux expédiés l'année précédente de Fraustatt & l'année courante de Varsovie; que ces derniers portoient expressément, que la maladie dont le Roi avoit été attaqué, avoit empêché les Etats de s'assembler au tems prescrit par les Loix; que Sa Majesté se trouvant rétablie avoit souhaité que la Diète se tint cette année à Grodno par les mêmes Nonces élus dès l'année précédente; que cette dé-

Réponse  
qui leur  
est faite.

1729. déclaration étoit une preuve manifeste, que la Diète assemblée étoit la même qui se seroit tenuë onze mois plutôt, si aucun accident ne l'avoit empêché; qu'ainsi il n'étoit pas naturel de la regarder comme extraordinaire, ni comme contraire aux Constitutions, à moins qu'il ne se trouvât quelque Loi qui défendît aux Rois de Pologne d'être malades.

Difficultez  
qu'ils for-  
ment.

Il n'y avoit rien à repliquer à ces raisons; les Lithuaniens néanmoins ne s'y rendirent pas. Ils s'attachèrent à diverses formalitez, & se plainquirent en même tems de la Collation des Charges de Lithuanie à des sujets de la Couronne & alléguèrent divers autres abus. Il étoit aisé de voir qu'ils ne cherchoient qu'à perdre inutilement le tems & à priver la Diète d'activité; on limita la séance.

Cet expédient ne remédia à rien: quand on voulut proposer le jour suivant de recueillir les voix pour l'élection d'un Maréchal, les Lithuaniens insisterent sur les propositions qu'ils avoient faites; & quand ils virent qu'on refusoit d'admettre aucun

suf-

suffrage avant que le Maréchal fût élu, six d'entre eux sortirent & protestèrent contre tout ce qui pourroit être traité dans cette Diète. En vain on essaya de les ramener: d'autres se joignirent à eux & la Diète se sépara ainsi avant que d'être commencée.

Leur pro-  
testation.

Pour suppléer au défaut de la Diète, le Roi tint un *Senatus Consilium*, dans lequel il fut pourvu aux affaires les plus pressantes. Ce Prince partit ensuite de Grodno & se rendit en Saxe avec autant de précipitation que de mécontentement. Après son départ les Lithuaniens ne gardèrent plus de mesures. Ils signèrent une Protestation dans laquelle ils levoient entièrement le masque: „ Nous protestons, *disoient-ils*; 1. contre tout „ ce qui pourra donner atteinte au „ droit de libre Election & aux au- „ tres Privilèges de la Pologne: 2. „ Contre le mélange ou l'incorpora- „ tion, qui a été faite des Troupes „ Saxonnnes dans l'Armée de la Cou- „ ronne: 3. Contre l'Alliance étroite „ avec l'Electeur de Brandebourg: „ 4. Contre le départ du Roi, sans

*Senatus  
Consilium  
à Grodno.*

„ l'a-

1729. „ l'agrément des Sénateurs & des  
 „ Grands du Royaume : 5. Contre  
 „ la distribution qui a été faite à  
 „ notre insçu de plusieurs Charges,  
 „ qui ont été conférées à des Etran-  
 „ gers.

La précipitation avec laquelle le Roi étoit parti pour Dresde, avoit un autre motif que son mécontentement. Ils s'étoit proposé de former au Printems suivant un Campement, dont la magnificence devoit surpasser tout ce qu'on avoit jamais vu de plus brillant dans ce genre. Les préparatifs exigeoient ses soins. Ceux qu'il y donna furent extrêmes : il voulut tout régler & on le voyoit entrer dans les moindres détails.

On peut dire que le succès répondit aux peines qu'il avoit prises, & qu'il surpassa même tout ce qu'on en avoit attendu. Le Campement se fit dans la Plaine de Muhlberg petite Ville sur le bord de l'Elbe à 7. milles de Dresde. Le Roi de Prusse, & un grand nombre de Princes & de Seigneurs de la première distinction s'y trouvèrent & eurent chacun leurs

Quar-

Quartiers. Tout s'y exécuta avec 1730. tant d'ordre & d'éclat, qu'Auguste s'y couvrit d'une gloire presque aussi flatteuse que celle d'un triomphe. Les dépenses même qu'il fit, quelque prodigieuses qu'elles fussent, ne lui furent pas inutiles; du moins tournèrent-elles à l'avantage de ses Sujets. L'affluence des Etrangers étoit si grande, qu'ils payèrent amplement les frais du spectacle.

Aussi-tôt que ces fêtes furent finies, Auguste repassa en Pologne avec le même empressement qu'il en étoit sorti. Il s'attendoit d'y trouver bien des affaires difficiles à régler avant la tenue de la Diète qu'il avoit convoquée. Il n'y fut pas trompé. Il y apprit que la plupart des Diétines se feroient infructueusement; que plusieurs Seigneurs Polonois n'étoient pas contents de ce qui s'étoit passé à Muhlberg entre ce Prince & le Roi de Prusse; & que quelques Ministres Etrangers, sur-tout ceux des Puissances intéressées au Traité d'Oliva, avoient à insister sur le redressement de divers griefs.

Etat des  
affaires en  
Pologne.

1730.

Diète de  
Grodno.Opposi-  
tions de  
divers  
Nonces.

Il ne restoit pas assez de tems pour mettre ordre à tout avant la tenuë de la Diète. Auguste prit le parti de laisser tout en souffrance, & de se rendre à Grodno, pour assister à l'ouverture de la Diète qui devoit être aussi infructueuse que la précédente. Le Prince Lubomirski, Staroste de Spiski, se trouvant le premier d'entre les Nonces, présida à l'Assemblée, & l'exhorta à élire un Maréchal, mais un des Nonces de Prusse s'opposa à cette proposition, jusqu'à ce qu'on eût levé une sentence qui avoit été prononcée au Tribunal de Radom, contre le Palatin de Poméranie.

On ne gagna rien en trouvant des expédiens pour lever cette opposition. A peine cette difficulté étoit elle terminée, que les Nonces de Lithuanie en firent naître une autre. Ils demandèrent qu'avant qu'on procédât à l'Élection du Maréchal, on ôtât la tache imprimée sur tout le Grand Duché de Lithuanie par des protestations qui avoient été faites devant divers Tribunaux contre les Nonces de la dernière Diète. On leur repré-  
senta

1730.

senta que ces Protestations n'ayant point été produites dans les Diétines, où ils avoient été élus, ils pouvoient bien permettre qu'on procédât à l'élection d'un Maréchal, d'autant même qu'ils ne présentoient aucune de ces protestations : on leur alléguait ensuite que le Roi aux risques d'altérer sa santé avoit voulu se rendre à Grodno pour avancer le bien public, qu'ils devoient suivre un si bel exemple & apporter toutes les facilités possibles pour pouvoir commencer les délibérations ; ces raisons les flechirent & ils se desistèrent de leur opposition.

Ces deux oppositions étant levées, il en survint encore d'autres qui eurent le même sort. Mais enfin les Nonces de Czerniechow & de Posnanie & quelques autres ayant insisté pour que le Roi fit remettre à la Diète la Copie du Diplôme, que la Noblesse de Courlande avoit donné au Comte Maurice de Saxe dans le tems de son élection ; ce furent de nouveaux débats. Quelques-uns de ces Nonces se rendirent quand on leur  
Tome IV. P eût

1730. eût représenté que la remise de ce Diplôme étoit inutile, puisqu'il étoit annullé par la Constitution de 1726. & que d'ailleurs le Comte de Saxe étant en France, le Roi, ni ses Ministres, ne pouvoient recevoir ce Diplôme avant que le tems fixé pour la tenuë de la Diète fût expiré. Mais ces raisons ne purent rien entre autres sur le Nonce de Posnanie, qui se retira & fit signifier au Greffe une protestation contre tout ce que pourroit faire la Diète. Sur quoi la Diète se sépara sans avoir pris aucune résolution.

La Diète est rompuë.

Conférences avec les Ministres Etrangers.

On ne retira guère plus de fruit des Conférences que les Commissaires de la République eurent après cette Diète avec les Ministres Etrangers. Le réglément des limites que demandoit l'Empereur, n'étoit pas une matière encore préparée, ni facile à terminer. Le Ministre de Russie prétendoit la restitution de plusieurs millions, pour les secours que le feu Czar Pierre le Grand avoit donné tant au Roi, qu'à la République; & la Pologne avoit des prétentions con-

sidérables sur lesquelles elle demandoit satisfaction. Les Ministres des Puissances garantes du Traité d'Oliwa furent ceux qui eurent les meilleures paroles. Le Roi leur promit d'enjoindre à tous les Palatins & Starostes, chacun dans son dittrict, d'empêcher désormais toutes les vexations qu'on pourroit faire aux Protestans & de se conformer sur ce sujet à la teneur du Traité d'Oliwa.

Pendant la tenuë de ces Conférences, le Primat communiqua à ces Commissaires un Diplôme du Roi qui déclaroit: qu'étant obligé pour des raisons importantes de retourner dans ses Etats héréditaires, il donnoit aux Commissaires un plein-pouvoir de conclurre & terminer avec les Ministres Etrangers les affaires qui étoient sur le tapis, & d'agir comme si Sa Majesté étoit présente. Mais ni le Diplôme du Roi, ni les exhortations du Primat, ni les soins qu'il se donna pour faire réussir ces conférences n'eurent aucun succès; ce qui engagea les Commissaires qui voyoient leur

Diplôme du Roi.

1731. présence inutile dans le Royaume à aller joindre le Roi en Saxe.

Différens  
entre les  
maisons de  
Radziwil  
& de Sa-  
pieha.

Dans ce même tems il s'éleva entre les Maisons de Radziwil & de Sapiha des Différens d'une nature à faire craindre des suites funestes. Ces différens avoient pour objet la succession aux terres de Schluck, situées en Lithuanie & qui rapportent près de cent vingt mille florins de rente. La maison de Radziwil étoit à la veille de les réunir à son patrimoine par le mariage du Prince Jérôme de Radziwil avec une Princesse de Sultzbach, qui devoit les posséder après la mort de ce Prince, comme héritière présomptive. Voici de quelle manière la Terre de Schluck faisoit partie du Domaine de la Maison de Neubourg.

Louise Charlotte, fille de Bogiflas de Radziwil, & première femme de l'Electeur Palatin, étant morte en 1695. laissa une Fille unique nommée Sophie-Auguste, qui hérita des Terres de Schluck, les porta en Mariage à Joseph-Charles de Neubourg, Prince Palatin & héréditaire de Sultz-  
bach,

bach, & ne laissa que trois filles, 1731. qu'elle déclara ses héritières.

Une des principales branches de la Maison de Sapiha regardant le mariage qui se projettoit entre le Prince de Radziwil & la Princesse de Sultzbach, comme prejudiciable aux droits de répétition qu'elle prétendoit avoir sur les terres de Schluck, avoit essayé depuis peu de s'en emparer par la force; ce qui avoit donné lieu à des hostilités de part & d'autre.

Comme les Vassaux des deux Maisons s'interessioient vivement dans cette querelle & avoient pris les armes; le Roi, pour empêcher cet orage de grossir, nomma des Commissaires qu'il chargea de terminer le différent, à l'amiable. Ces Commissaires furent le Prince Wiesnowiski, Regimentaire du Grand-Duché de Lithuanie & le Comte Sapiha, Général de la Cavalerie du même Duché. Ils étoient à la tête de toutes les Troupes de la Lithuanie, & avoient ainsi les moyens d'assurer le succès de leur Commission. Les deux partis n'eurent garde de ne pas prêter l'oreille aux premie-

Commis-  
sion nom-  
mée à ce  
sujet.



1731. res exhortations qui leur furent faites de ne plus commettre aucune violence.

Pour mettre alors l'affaire en règle le Roi la renvoya à la connoissance du Tribunal de Lithuanie ; mais ce Tribunal intimidé par la puissance des parties, s'excusa d'en connoître & fit prier Sa Majesté de la décider elle-même de son autorité, ou de négocier un accommodement. Là-dessus Auguste nomma une nouvelle Commission qui porta les parties intéressées à convenir ensemble. Il fut dit que la Maison Palatine, payeroit deux millions à celle de Sapicha, pour l'extinction de toutes les prétentions qu'elle pouvoit avoir sur les Terres en litige dont la Maison de Radziwil demeureroit en possession, selon la Convention faite avec l'Electeur Palatin, qui accorderoit une de ses petites filles au Prince de Radziwil.

Accommodement de ces différens.

Sentence contre un François.

Cette sentence fut suivie d'une autre d'une nature bien différente. Elle fut renduë par le Conseil de guerre contre un Officier François, nommé Jacques Dargelles, né à Florence

en

en Guienne. Il étoit Major du Régiment Royal des Gardes de la Couronne en Pologne, & Commandant de Thorn. Dès l'an 1728. il étoit disparu avec des sommes considérables. Il avoit emmené avec lui une Créature publique, laissant en Pologne sa femme avec six enfans dans un triste état. Non content de ces excès, il eut l'audace d'envoyer en Pologne des Libelles & des Satyres contre plusieurs Grands du Royaume. On fut qu'il s'étoit retiré à Florence. On prit le parti d'écrire à la Cour de France & de demander qu'elle voulût remettre un homme indigne de trouver ni protection, ni azyle même dans sa Patrie. Le Roi Très-Chrétien informé du fondement des accusations, livra le coupable, qui fut ramené en Pologne : dans un grand Conseil de Guerre, il fut déclaré infame & condamné à avoir son épée rompuë & les morceaux jettez à son visage, à recevoir un soufflet de la main du Bourreau ; à avoir la main droite coupée & à être ensuite pendu. Il subit toute la rigueur de sa sentence ; si ce

P 4

n'est

1732. n'est que le Roi par une sorte de clemence pour un homme assez lâche pour souhaiter de vivre après de pareils affronts , commua la peine de mort en celle d'une prison perpétuelle dans une maison de force de la Ville de Dantzig.

Le jeune Comte Sapieha se tua.

A cette scène honteuse , on en vit succéder une autre bien plus funeste. Le jeune Comte Sapieha , fils unique du Prince de même nom , Palatin de Podlachie , se tua lui-même d'un coup de pistolet. Quelques-uns qui prétendoient que le coup avoit été volontaire, croyoient en trouver la cause dans les manières dures du Gouverneur , ou dans la melancolie de l'Élève. Le plus grand nombre soutint qu'il n'y avoit eu aucun dessein prémédité ; que c'étoit un pur accident ; & que ce jeune Seigneur s'étoit tué en chargeant un pistolet pour une partie de plaisir, où il devoit se trouver le lendemain avec quelques jeunes Seigneurs de ses amis.

Camp de Villa-Nova.

Depuis quelque tems le Roi étoit fort occupé aux préparatifs d'un Campement qu'il faisoit former près de

de Villa-Nova, au voisinage de Varsovie. Ce Campement ne céda gueres en magnificence à celui de Muhlberg , quoique le nombre des Troupes ne fût pas à beaucoup près si nombreux. Auguste satisfaisoit par ces occupations militaires sa passion pour la guerre , charmoit en même tems la langueur que lui causoient ses infirmités , & les déplaîsirs continuels que les divisions de ses sujets semoient sur ses pas.

Ces divisions se manifestèrent plus que jamais dans la Diète extraordinaire , qui s'assembla à Varsovie au mois de Septembre. La première séance fut très-tumultueuse ; les cris de divers Nonces obligèrent de limiter la séance au lendemain. On n'y gagna rien : ce jour-là six Députés de Lithuanie représentèrent que , quoique le Conseil d'Etat tenu après la Diète de Grodno , eût remis au Roi le pouvoir de convoquer une Diète extraordinaire , il avoit pourtant ajouté que ce seroit dans une nécessité indispensable & dans le cas d'un danger évident : „ Or , di-

18. Septemb. Diète Extraordinaire à Varsovie.

1732. „ soient-ils, comme nous paroissions  
 „ jouir d'une paix profonde, nous  
 „ ne voyons aucune nécessité de tenir  
 „ une Diète extraordinaire; outre  
 „ que dans les Universaux qui ont  
 „ été envoyez aux Diétines, nous  
 „ n'avons trouvé aucune matière qui  
 „ renfermât la moindre nécessité d'u-  
 „ ne Diète extraordinaire.

Opposi-  
 tions  
 des Lithua-  
 niens.

Ils trouvoient encore à redire de ce que cette Diète étoit convoquée de façon que dans le terme des deux semaines qu'elle devoit durer, trois jours de la Diète ordinaire qui suivant les Loix devoit se tenir cette année à Grodno, y étoient compris : „ Pendant ce peu d'espace, disoient-ils, notre Patrie ne pouvoit-elle „ donc être maintenuë & garantie „ de tout danger “ ? Et pour qu'on ne prétendît pas que cette Diète extraordinaire, pût tenir la place de la Diète ordinaire, ils avoient soin d'alléguer les anciennes Constitutions & celle du Traité de Pacification fait à Varsovie en 1717. qui avoient réglé le terme des Diètes ordinaires & fixé en même tems l'alternative du grand Du-

Duché de Lithuanie comme une Loi 1732.  
 perpétuelle & inviolable; ce qui faisoit que la Diète qu'on avoit assemblée abolissoit & renversoit ces Constitutions; portoit préjudice à l'alternative de la Lithuanie, & les obligeoit, disoient-ils, de protester contre.

Toutes ces raisons n'étoient que de vains prétextes; car elles ne pouvoient ni contre-balancer la liberté qu'avoit le Roi d'indiquer la Diète extraordinaire dans le tems & dans le lieu qu'il trouvoit convenable, ni même l'emporter sur la nécessité qu'il y avoit de prévenir les risques & les incommoditez du Voyage de Grodno, qui pouvoient achever de déranger la santé chancelante de Sa Majesté. Mais malgré la précaution que ces Nonces prirent d'inserer dans leur Protestation, qu'ils n'agissoient par aucune considération de quelque avantage particulier, on étoit convaincu que des prétentions secrètes & des intérêts particuliers étoient le véritable objet de leurs oppositions, & que c'étoit là le fruit des intrigues & des ref-

Elles font  
 friyoes.

CONFES-  
 SION

1732. ressorts que faisoient jouer ceux qui aspireroient aux importantes charges qui étoient vacantes.

On se flatta encore quelque tems, que l'exemple du grand nombre rameneroit ces Nonces. On ne put y réussir : En vain on continua & limita les Séances d'un jour à l'autre; elles se passèrent en disputes reciproques. Plusieurs demandoient que le Roi disposât des Charges vacantes de Generaux & de Chanceliers, puisque la Loi vouloit qu'elles fussent conférées, dans le tems d'une Diète, selon les vœux des Senateurs & à l'instance des Nonces. Mais les Familles concurrentes, incertaines du choix que le Roi feroit, soutenoient que les Protestations ayant rompu la Diète, le Roi ne pouvoit plus nommer à ces Charges.

Division  
parmi les  
Nonces.

Auguste  
demande  
Conseil.

Pendant cette agitation, Auguste mécontent de voir que la convocation de la Diète devenoit infructueuse pour la troisième fois, manda quatre Senateurs & les consulta sur les moyens de rendre, s'il étoit possible, cette Diète expirante encore utile au bien  
pu-

public, protestant que plus sensible 1732.  
aux bonnes intentions de la multitude, que porté à témoigner son indignation au petit nombre, il se prêteroit aux expédiens que les Ordres de l'Etat pourroient proposer. Il est encore tems, leur dit-il, & je n'ai point perdu l'espérance d'appaiser les troubles, tant que je vois autour de moi un si grand nombre de Senateurs & de Nonces, remplis des véritables sentimens de la Liberté, ou capables de rentrer dans ces sentimens, s'ils s'en étoient écartez. L'absence de quelques-uns, poursuivit-il, est une preuve manifeste qu'abusez & surpris, ils n'auroient osé rendre compte à la République des motifs de leur conduite. Enfin, ajoutoit-il, comme l'Élection d'un Maréchal est le premier Acte que puissent faire les Députez, pour qu'ils puissent avoir quelque activité, je laisse au jugement des deux Ordres si l'on doit avoir quelque égard à l'opposition des personnes qui n'ont paru à l'Assemblée que pour y jeter du trouble & la laisser dans la confusion.

Les

1732.  
Demarche  
qu'il fait.

Les quatre Sénateurs ayant promis d'aller à la Chambre des Nonces, pour l'engager à seconder l'empressement de Sa Majesté pour le bien public, Auguste leur remit un Ecrit contenant toutes les raisons qu'il leur avoit dites de bouche, & il ajouta qu'ils pourroient le lire en son nom, pour donner aux Nonces une nouvelle preuve de ses bonnes intentions. Ces quatre Sénateurs qui étoient l'Evêque de Warmie, le Palatin de Lublin, le Castellan de Czersk & celui de Smolensko, s'acquittèrent de leur commission. Ils parlerent aux Nonces avec tant de force & représentèrent d'une manière si vive la bonté du Roi qui se portoit avec tant d'empressement à tout ce qui pouvoit conserver la tranquillité du Royaume, que tous les Nonces à la réserve de neuf ou dix se déterminèrent sur le champ à suivre les Sénateurs pour aller supplier le Roi de conférer les Charges.

On savoit qu'Auguste vouloit conférer la Charge de Grand Général de l'Armée de la Couronne, à Mr. Po-

nia-

niatowski. Tous les Nonces quand ils eurent été admis à l'audience de S. M. firent de grandes instances pour quelle disposât de cette charge en faveur de ce Seigneur. Mais comme il étoit tard & qu'on jugea qu'il convenoit que le Senat fût assemblé pour cette nomination, on remit l'affaire au lendemain premier d'Octobre.

Ce délai dérangerait tout. Dans cet intervalle le Roi ordonna au Primat de lui donner son sentiment par écrit, au sujet des instances que les Nonces, nonobstant leur Etat passif, lui avoient faites touchant la disposition des Charges de Grand Chancelier & de Grand Général : la demande étoit contre l'usage, les Sénateurs dans de pareilles occasions ne donnant leurs avis que de vive voix. Cependant le Primat ne laissa pas d'obéir, mais avec une noble liberté digne de son caractère. Après avoir représenté au Roi, qu'il avoit regné jusqu'alors très-heureusement & avec beaucoup de gloire, il le supplioit d'éviter tout ce qui pourroit donner atteinte à cette gloire, ou troubler la

Avis du  
Primat.

1732. la tranquillité du Royaume. „ Les  
 „ Nonces , disoit-il , ont fait des  
 „ instances pour engager Votre Ma-  
 „ jesté à disposer de la Charge de  
 „ Grand Général; mais ces Nonces  
 „ ne doivent plus être confiderez  
 „ comme tels , tant parce qu'ils ont  
 „ été jusqu'à présent sans activité ,  
 „ qu'à cause que leur qualité de Non-  
 „ ce vient à cesser; le tems stipulé  
 „ pour la tenuë de la Diète étant  
 „ expiré. Ils ne font donc pas en  
 „ droit de faire des instances au sujet  
 „ de la distribution des charges , &  
 „ s'ils en font, ce ne peut être que par  
 „ un abus manifeste. De plus, pour-  
 „ suivit-il , il n'appartient qu'au Ma-  
 „ réchal de la Diète duëment élu &  
 „ non aux Nonces, d'approcher du trô-  
 „ ne, pour y faire une pareille instan-  
 „ ce: & comme il n'y a point actuel-  
 „ lement de Maréchal , il s'ensuit que  
 „ la démarche des Nonces ne peut ten-  
 „ dre qu'à affoiblir & à renverser les  
 „ droits, les prerogatives & les libertez  
 „ de la Patrie. Ne permettez donc pas,  
 „ Sire, ajoutoit-il, qu'on attaque votre  
 „ propre ouvrage si heureusement con-  
 „ sommé

„ sommé par les *Pacta conventa*, confirmez 1732.  
 „ par les Constitutions des années 1717. &  
 „ 1718. que Votre Majesté a promis de con-  
 „ server inviolablement“. Il concluoit en  
 „ disant que son avis étoit de convoquer au  
 „ plutôt une nouvelle Diète extraordinaire,  
 „ pour y prendre des mesures sur ce qu'il con-  
 „ viendroit de faire, & de délibérer en atten-  
 „ dant avec les Sénateurs sur les moyens de  
 „ faire réussir cette Diète.

Cet avis ne contenta point le Roi. Il  
 s'adressa aux Sénateurs à qui il demanda  
 pareillement leur opinion; mais les trou-  
 vant ou partages ou indécis, il fit enfin sa-  
 voir aux Nonces qu'il remettoit à un autre  
 tems la nomination aux Charges vacantes,  
 & les Nonces se séparèrent aussi-tôt; ce qui  
 mit fin à la Diète.

Auguste ne voyoit pas avec plaisir que  
 deux Diètes ordinaires & une Diète extra-  
 ordinaire se fussent séparées infructueuse-  
 ment: il en fit des plaintes amères dans les  
 Universaux qu'il publia pour la convoca-  
 tion d'une nouvelle Diète Extraordinaire,  
 dont néanmoins il ne fixoit pas le tems.  
 Dans les Universaux pour la convocation  
 des Diétines il renouvela les mêmes plain-  
 tes, & exhorta les Palatinats, Terres &  
 Districts à charger leurs Nonces de con-  
 courir pour trouver les moyens de lever  
 l'obstacle qui avoit retardé jusqu'alors la  
 distribution des Charges vacantes; parce  
 que c'étoit le principal objet qu'il se propo-  
 soit dans la tenuë de la Diète extraordinaire.

1733.

Cette Diète fut fixée au 26. de Janvier. Auguste qui avoit fait un Voyage en Saxe, en revint le 16. de ce mois; mais comme en descendant de sa chaise de poste, il se heurta le pied gauche où depuis quelques années il avoit eu un accident, le sang sortit de la plaie & lui causa une fièvre, qui l'obligea à garder le lit de l'avis de ses Médecins. Le 25. au soir ce Prince ayant fait avertir les Sénateurs qu'il n'assisteroit point à la Messe qui précède l'Ouverture de la Diète: On en augura mal; ce qui fit que le lendemain la plupart des Sénateurs se rendirent dans son Antichambre pour en favoir des nouvelles. Il fit seulement entrer les deux Maréchaux de la Couronne & Mr. Ozarowski, qui portoit le bâton de Maréchal dans la Chambre des Nonces comme Député du Palatinat de Zator, qui est le premier après celui de Cracovie, dont la Diétine n'avoit point voulu députer. Auguste les exhorta à continuer leur zèle pour la République, ajoutant: Qu'il n'auroit aucun égard à sa santé, lorsqu'il s'agiroit de les soutenir, & qu'il étoit prêt à toute heure de se rendre au Château, dès que les Nonces voudroient comparoître devant le Trône.

Cette nouvelle ayant rassuré l'Assemblée, les Nonces se rendirent au Château, assistèrent au service Divin, & allèrent ensuite à leur chambre. Il s'éleva d'abord quelques débats sur lesquels on ne fut pas long tems à s'accorder. Mais quand on eut pro-

1733.

posé de proceder à l'Élection d'un Maréchal, Mr. Ogynski, Nonce de Braklaw, se leva, fit quelques oppositions & sortit de la Chambre, s'engageant néanmoins d'y rentrer le lendemain.

Le 27. dans le tems qu'on recueilloit les voix pour l'Élection d'un Maréchal, Mr. Lubniecki, Nonce de Czernikow déclara que puisque la Loi portoit que l'Élection d'un Maréchal devoit se faire le premier jour de la Diète, ce qui ne s'étoit point fait, il protestoit contre tout ce qui se passeroit & se retira. Il auroit porté la peine d'une opposition si ridicule, s'il n'eût rencontré fort à propos son cheval & ne se fut sauvé dans un Couvent. Quelques Membres de l'Assemblée l'avoient suivi le sabre à la main; mais ils ne purent le joindre.

Cette Protestation n'empêcha pas la Diète d'aller son train. Le Palatinat de Czernikow selon les Constitutions du Royaume ne pouvoit nommer que quatre Députés, & il en avoit envoyé six; de sorte qu'il y en avoit encore un surnuméraire. On continua donc l'Élection & les suffrages s'étant réunis en faveur de Mr. Ozarowski, la Diète nomma des Députés pour aller en faire le rapport au Roi, & lui demander le jour qu'il lui plairoit recevoir leur hommage du trône.

Le 28. Ces Députés ayant été introduits, le Roi leur fit répondre par la bouche du Vice Chancelier: Qu'en attendant que Sa Majesté fit favoir au Maréchal de

1733. la Diète le jour auquel Elle pourroit se rendre au Sénat, ils pouvoient proceder à la legitimation des Nonces & aux autres affaires de leur Département. Ils eurent ensuite l'honneur de baiser la main du Roi & retournerent à leur Chambre.

Tout paroïssoit concourir à donner au Roi la satisfaction de voir la Diète se terminer heureusement, lorsque ces flatteuses espérances s'évanouïrent tout à coup, à la nouvelle que l'on eut du danger où étoit ce Prince. Le 29. il se sentit attaqué d'un violent mal de tête: la plaie de son pied empira; sur le soir même la fièvre survint & depuis le mal alla toujours en augmentant. On s'apperçut le 31. que la cangréne regnoit déjà tout le long de la jambe. Le mal fut jugé alors sans remède. Auguste lui même n'eut pas de peine à connoître que sa dernière heure approchoit. Plein de cette pensée qui ne le troubla pourtant aucunement, il employa une partie du tems qui lui restoit, à donner quelques ordres qui concernoient ses Etats héréditaires: il fit appeller son Page de corps, nommé Maréchal, & avec une constance héroïque, il le chargea de ses adieux pour le Prince Royal, lui enjoignant de partir pour Dresde aussi-tôt qu'il auroit les yeux fermez.

Ce triste moment arriva à ce que l'on croit communement, le premier de Février vers les cinq heures du matin. Selon quelques-uns le jour de la mort de ce Prince n'est guère plus certain que l'heure. On

Maladie  
d'Auguste.

Sa mort.

1733. prétend que la nuit du 31. de Janvier au premier de Février, le Roi se trouvant à l'extrémité, un de ses Aumôniers fut introduit, renfermé & laissé seul dans sa chambre, pour l'aider à mourir en Chrétien, & que vers les cinq heures du matin la porte ayant été ouverte & l'Aumônier remis en liberté, on publia que le Roi étoit mort.

Ainsi finit le Regne d'Auguste II. Ce Prince né le 12. de Mai 1670. devenu Electeur de Saxe au mois d'Avril 1694. devint Roi de Pologne comme j'ai dit. Les Voyages qu'il avoit faits dans sa jeunesse & les grandes preuves qu'il avoit données de sa bravoure dans les Armées de l'Empire, & sur tout en Hongrie où il avoit commandé, avoient établi sa reputation avant qu'il parvînt au trône. Le malheur qu'il eut de se mettre sur les rangs entre les Competiteurs, fut pour lui un engagement d'honneur qui l'obligea de surmonter tous les obstacles à quelque prix que ce fût. Il l'emporta en effet; mais à quel prix! Il lui en couta ses efforts, & le repos: toujours agité par les retours de la fortune qui le traita à peu près de la même maniere qu'il traitoit ses Maitresses, il usa sa vie à concilier les interêts de sa maison avec les caprices indociles d'une Noblesse à qui toutes ses démarches étoient suspectes. Le besoin qu'il eut du Czar pour se soutenir contre les ressentimens du Roi de Suede toujours à craindre tant qu'il vivoit; fut une espece de servitude continuelle, nécessaire à la verité, mais toujours

Son Caractère.

Peines qu'il trouva sur le tronc.



1733. defagréable. Sous mille pretextes qu'il ne dépendoit pas de lui de retrancher, il fut réduit à souffrir que la Pologne fût longtemps dévorée par les Troupes Russiennes qui y entroient en qualité de Troupes alliées, parce qu'on n'étoit pas en état de les chasser comme ennemis.

Ses Amis. Plus fidèle en amitié qu'en amour, il eut le bonheur d'avoir des amis qui le servirent aussi utilement pour lui que pour eux. De ce nombre fut Flemming qui après le rétablissement du Roi fut en même temps l'ame de ses conseils & le bras par lequel il agissoit. Ce grand homme, par une diversion politique, attira souvent sur lui la haine & les plaintes des Polonois, pour en décharger son Maître. Après la mort de ce Ministre, Auguste ne trouva personne qui pût bien le remplacer.

Ses soins pour l'Etablissement de sa famille.

Si-tôt qu'il se vit delivré du Roi de Suede, par le changement que la mort de ce Monarque causa dans le Gouvernement de ses Etats, il songea à l'Etablissement de sa famille. Il n'oublia rien pour préparer à son Fils unique le chemin du Trône qu'il occupoit. La Noblesse éclairée par la jalousie qu'elle a naturellement sur tout ce qui blesse sa liberté, s'aperçut aisément du dessein d'Auguste; & prit un plaisir malin à rompre toutes les mesures qu'il prenoit. Delà cette separation infructueuse de tant de Diètes qu'il convoqua & qui se rompirent sur les pretextes les plus frivoles. Il eut beau dissimuler son dessein & se mettre dans la posture

1733. re des rameurs qui tournent le dos au lieu où ils veulent arriver: on le penetra, ou du moins on se douta de son but, & ce doute eut les mêmes effets qu'une persuasion bien fondée.

Liberal à l'excès, il se mit souvent par ses profusions hors d'état de l'être. En lui l'homme étoit incomparablement plus aimable que le Roi. Ami cordial, tendre, & magnifique pour ceux qui lui paroissent dignes de sa confiance & de son estime, il faisoit disparaître pour eux tout ce que la Majesté a d'austère, il vouloit qu'ils réservassent pour les yeux du public, ces respects qui le fatiguoient dans la vie privée.

Il avoit le cœur naturellement compatissant pour les peines qu'il voïoit souffrir. Ses domestiques l'éprouverent très-souvent. En voici un exemple qui fera juger de son caractère à cet égard. Dans le temps qu'il avoit encore cette force prodigieuse dont on raconte tant d'histoires presque incroyables, après s'être promené dans un jardin, il se plaignit d'une grande soif & entra dans un cabinet de verdure où étoit une table de marbre posée sur un seul pied dans le milieu. Un Domestique accourant pour apporter promptement à boire au Roi, fit un faux pas, & renversa la table sur les pieds d'Auguste. Le Roi ne put dissimuler le premier effet de la douleur. Le Domestique étoit plus mort que vif du malheur que son étourderie venoit de causer. Un des Seigneurs qui étoient presens dit: qu'il falloit faire pendre ce coquin là. Il n'est déjà que trop puni de sa faute, reprit Auguste, n'augmentez point sa frayeur. Je suis sûr qu'il est plus fâché que moi

Sa libéralité.

Sa Compassion pour les malheureux.

1733. *moi de cet accident.* En disant cela, il prit la table & la replaça sur son pied comme elle étoit auparavant & changea de conversation.

Il devient  
suspçon-  
neux.

Quelques Historiens l'ont taxé d'une fine dissimulation ; jamais caractère ne fut plus éloigné que le sien de ce défaut. Mais l'inconstance Polonoise dont il avoit fait une épreuve continuelle, changea son tempérament ; au lieu de cette ouverture de cœur qui étoit son état naturel, elle le força à se nourrir de soupçons & de défiances, & lui rendit familier cet esprit de réserve si nécessaire aux Politiques.

Ses senti-  
mens en  
matière de  
Religion.

Je ne me mêlerai point de parler des sentimens de son cœur en matière de Religion. J'en laisse le jugement à celui à qui seul il appartient de sonder les cœurs. Je me contente de dire que dans le temps même que l'âge & les plaisirs d'une Cour voluptueuse sembloient le livrer tout entier à des amusemens que n'approuve point la sévère morale de l'Évangile, il souffroit avec patience que le P. Vota Jésuite lui parlât avec une hardiesse Apostolique ; & bien loin de s'offencer de sa liberté, il lui marquoit une estime que n'auroit point obtenue un Confesseur lâche & trop indulgent. Il faut espérer que les infirmités de ses dernières années auront expié abondamment ce qui déplaisoit au P. Vota, & que Dieu qui avoit orné ce Prince de plusieurs vertus très-estimables, ne lui aura point refusé ses grandes miséricordes.

West Colon

6, 1700



